



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 DÉCEMBRE 1945

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 15th, 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4° Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

"A. H. Marks & Son Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinzième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Philip Meyero-vitch, C. R., Harry Batshaw, C. R., et Louis Feigenbaum, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des vêtements, habits et fournitures de toute sorte et description pour hommes, dames, adolescents, enfants et bébés, et la matière première utilisée dans et pour iceux, et généralement en faire le commerce comme mandants ou agents, en gros ou en détail, sous le nom de "A. H. Marks & Son Ltd."

Le montant de capital-actions de la compagnie sera de \$49,000, divisé en 240 actions ordinaires avec droit de vote d'une valeur au pair de cent dollars chacune, etc...

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$25,000, divisée

Letters Patent

"A. H. Marks & Son Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the fifteenth day of November, 1945, incorporating: Philip Meyero-vitch, K. C., Harry Batshaw, K. C., and Louis Feigenbaum, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export men's, ladies', youths', children's and infants' wearing apparel, clothing and furnishings of every kind and description, and raw materials used therein and therefor, and generally to deal in the same as principals or agents wholesale or retail, under the name of "A. H. Marks & Son Ltd."

The amount of the capital stock of the company is to be \$49,000.00 divided into 240 common voting shares of the par value of One hundred dollars each, and...

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$25,000.00, divided into 250

en 250 actions privilégiées de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11756 L. DÉSILETS.

"Bluestone Realities inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze novembre 1945, constituant en corporation: Moses Yelin, avocat, Max Bluestone, industriel, et Rachel Goldstein, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter de M. Max Bluestone la propriété située à 525 rue Bonsecours, en la cité de Montréal et connue comme étant "The Bluestone Bldg.";

Posséder, acheter, prendre à bail, ou autrement acquérir, détenir, hypothéquer, gager, aliéner, louer, échanger ou autrement faire le commerce ou disposer de propriétés immobilières ou tous droits ou intérêts en icelles, sous le nom de "Bluestone Realities Inc.", avec un capital total de \$149,900, divisé en 499 actions ordinaires et 1000 actions privilégiées non votantes remboursables de la valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20). Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions. Aucun transfert d'actions de la compagnie ne pourra être fait de quelque manière que ce soit à moins que le conseil d'administration n'y ait consenti au préalable.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11757 L. DÉSILETS.

"Central Lumber Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Arthur Gendreau et Charles-Alphonse Beaulieu, avocats, et Georgette Talbot, sténographe, fille majeure, tous de la ville de Rimouski, district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, vendre, faire le commerce, louer ou autrement acquérir des limites forestières, billots, bois de construction, dormants pour voies ferrées, permis de coupe, privilèges, développements hydrauliques, droits de passage;

Acheter, posséder, vendre, faire le commerce, louer ou autrement acquérir, manufacturer, transformer, importer, exporter, négocier des billots, du bois, du bois de charpente, des dormants de chemin de fer, de la pulpe, du bois de pulpe, du papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe et de tous autres articles ou matériaux dans lesquels entrent le bois, la pulpe, le carton de pulpe ou le papier, ou dont ils sont une partie constituante;

Preferred shares of One hundred dollars each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11756-o Deputy Attorney General.

"Bluestone Realities inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the fourteenth day of November, 1945, incorporating Moses; Samuel Yelin, advocate, Max Bluestone, manufacturer, and Rachel Goldstein, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase from Mr. Max Bluestone the property at 525 Bonsecours St., in the City of Montreal and known as "The Bluestone Bldg.";

To own, purchase, take on lease, or otherwise acquire, hold, mortgage, pledge, alienate, lease, exchange or otherwise deal with or dispose of immoveable property or any right or interest therein, under the name of "Bluestone Realities Inc.", with a total capital stock of \$149,900.00, divided into 499 common shares and 1000 redeemable non-voting preferred shares of the par value of \$100.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20). No appeal shall be made to the public to subscribe for shares. No transfer of the shares of the company may be made in any manner whatsoever unless the Board of Directors shall previously have consented thereto.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11757-o Deputy Attorney General.

"Central Lumber Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixth day of November, 1945, incorporating: Arthur Gendreau and Charles-Alphonse Beaulieu, advocates, and Georgette Talbot, stenographer, spinster, all of the town of Rimouski, district of Rimouski, Province of Québec, for the following purposes:

To purchase, own, sell, deal in, lease or otherwise acquire timber limits, logs, lumber, railroad ties, timber licenses, privileges, hydraulic developments, rights of way;

To purchase, own, sell, deal in, lease or otherwise acquire, manufacture, transform, import, export, trade in logs, timber, lumber, railroad ties, pulp, pulp-wood, paper and other products or by-products of wood and pulp and any other articles or materials into which wood, pulp, pulp board or paper may enter or form a component part;

Eriger, acquérir, posséder, acheter, vendre, louer, transmettre ou autrement acquérir ou disposer et exploiter des moulins à scie, moulins à raboter, et autres moulins pour la fabrication ou la transformation du bois sous toutes ses formes, de la pulpe, du carton de pulpe ou papier, et des autres produits dont ils sont une partie constituante;

Broyer, exploiter, tirer, extraire, fondre, calciner, raffiner, traiter, amalgamer, manipuler et préparer pour le marché, faire le commerce sous toutes ses formes, acheter et vendre le bois, les produits ou sous-produits du bois sous toutes ses formes, le minéral, l'huile et tous les produits et sous-produits de l'huile, métaux et substances minérales de toutes sortes et leurs sous-produits et tous autres matériaux dont ils sont une partie constituante, faire toutes autres opérations susceptibles de favoriser les objets de la compagnie;

Rechercher, trouver, travailler, extraire, rendre propres au marché, vendre et faire le commerce sous toutes ces formes du fer, de l'acier, du bronze, du cuivre de leurs produits et sous-produits; exercer les métiers et commerce d'experts en fer, cuivre, bronze, cuivre et bronze et de manufacturiers et rouleurs d'acier, de fer et d'autres métaux en tous modèles, produits, commodités et articles de toutes sortes;

Faire le commerce d'entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, exportateurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, métal en feuille, préparations pour toitures, peintures, vernis et autres matériaux qui peuvent être employés directement ou indirectement par les entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, avec le droit d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations faisant les mêmes opérations ou commerce et aussi faire tout autre commerce connexe ou semblable, sous le nom de "Central Lumber Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions communes de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean-de-Dieu, dans le district de Kamouraska.

Daté du bureau du procureur général, le sixième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11758-o L. DESILETS.

"Conex Industries Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Emile Langlois et Hector-Z. Viau, comptables, Mlle Yvette Gauthier, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires en général comme commerçants en gros ou manufacturiers de produits pharmaceutiques, et comme commerçants ou manufacturiers d'articles de toilette, poudre, parfums, lotions, désinfectants, cire à plancher, savons, cosmétiques produits alimentaires sous leurs formes les plus diverses et de toutes descriptions, sous le nom de "Conex Industries Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11759-o L. DESILETS.

To erect, acquire, own, buy, sell, lease, convey or otherwise acquire or dispose of and operate saw mills, planing mills, and other mills for the manufacturing or transforming of timber in all forms of same, pulp, pulp board or paper, and all other products of which they may form all component part;

To crush, operate, draw, extract, smelt, calcine, refine, treat, amalgamate, handle and prepare for market, deal in, in all forms of same, buy and sell lumber, wood products or by-products in all forms of same, ores, oil and the products and by-products of oil, metals and mineral substances of all kinds and their by-products and all other materials of which they form a component part, to carry on any other operations capable of furthering the objects of the company;

To search for, find, work, extract, render fit for market, sell and deal in all forms of iron, steel, brass, copper and their products and by-products; to carry on the trade and business of iron, copper and brass experts, deal in copper and brass and as manufacturers and rollers of steel, iron and other metals into all models, products, commodities and articles of all kinds;

To carry on the business of contractors, builders, roofers, importers, exporters, merchants and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roofing materials, paint, varnish and other materials which may be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers, with right to act as agents for other persons or corporations carrying on the same operations or business and also to carry on any allied or similar business, under the name of "Central Lumber Co Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jean-de-Dieu, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1945.

L. DESILETS,
11758 Deputy Attorney General.

"Conex Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1945, incorporating: Emile Langlois and Hector-Z. Viau, accountants, Mlle Yvette Gauthier, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general business as wholesale dealers in, or manufacturers of pharmaceutical products and as dealers in, or manufacturers of toilet supplies, powder, perfume, lotions, disinfectants, floorwax, soap, cosmetics, foodstuffs under their various forms and of any description whatsoever, under the name of "Conex Industries Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1945.

L. DESILETS,
11759 Deputy Attorney General.

**"National Credit Corporation"
"Corporation Nationale de Crédit"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Marc Leroux, Jean Racicot, Lionel Leroux, notaires, les deux premiers de la cité de Montréal, et le dernier de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer, réparer et opérer le commerce en gros ou en détail, de toutes machineries, outils, instruments, appareils mécaniques, de quelque nature que ce soit, servant à la fabrication de la chaussure ou d'articles en caoutchouc, ainsi que de tous autres produits, matières ou entreprises susceptibles de se rattacher à l'un ou à l'autre des objets ci-dessus, sous le nom de "National Credit Corporation — Corporation Nationale de Crédit".

Le montant du capital social de la compagnie sera de Quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents Dollars (\$99,900.00) divisé comme suit:

Quinze cents actions (1500) privilégiées, d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune;

Deux cent quarante-neuf (249) actions communes, d'une valeur au pair de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-septième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11760-o L. DESILETS.

"Dionne Dyeing Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Arsène Dionne et Ludger Dionne, négociants, et Irénée Morissette, comptable, tous de St-Georges-de-Beauce, district de Beauce, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer une industrie générale de teinturerie et l'industrie qui consiste à préparer, lessiver, blanchir, teindre, adapter, mélanger, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de soie, satin, crêpe de chine, coton, lin, chanvre, jute, laine, crin, rayon et autres substances fibreuses, filées, fils, draps, effets, tissus et autres étoffes, tissés, tricotés, crochetés, mailés, foulés ou autrement traités, tous ingrédients et leurs parties constituantes, y compris les habits et vêtements de toutes sortes quelconques, et toutes autres substances, matériels et choses nécessaires, utiles, convenables ou incidents en rapport avec ce qui précède, sous le nom de "Dionne Dyeing Company", avec un capital total de \$99,900.00, divisé en 19,980 actions de \$5.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuvième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11761-o L. DESILETS.

"Ernie & Don Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

**"National Credit Corporation"
"Corporation Nationale de Crédit"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1945, incorporating: Marc Leroux, Jean Racicot, Lionel Leroux, notaries, the two first of the city of Montreal, and the latter of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To buy, sell, lease, repair and deal wholesale or retail in all kinds of machinery, tools, instruments, mechanical apparatus, of any nature whatsoever, used in the making of footwear or rubber goods, as well as all other products, materials or undertakings capable of being connected with one or the other of the foregoing objects, under the name of "National Credit Corporation — Corporation Nationale de Crédit".

The amount of capital stock of the company will be ninety-nine thousand nine hundred dollars (\$99,900), divided as follows:

Fifteen hundred (1500) preferred shares, of a par value of fifty dollars (\$50) each.

Two hundred and forty-nine (249) common shares, of a par value of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, Province of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1945.

L. DESILETS,
11760 Deputy Attorney General.

"Dionne Dyeing Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1945, incorporating: Arsène Dionne and Ludger Dionne, merchants, and Irénée Morissette, accountant, all of St-Georges-de-Beauce, district of Beauce, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on a general dyeing business, and that consisting in the preparing, scouring, bleaching, dyeing, adapting, compounding, buying, selling, importing, exporting and otherwise dealing in silk, satin, crêpe de chine, cotton, flax, hemp, jute, wool, horsehair, rayon and other fibrous substances, yarn, thread, cloth, foods, textiles and other materials, woven, knitted, crocheted, hooked, shrunk or otherwise treated, all ingredients and the component parts thereof, including clothing and garments of any kind whatsoever, and any other substances, materials and things, necessary, useful, suitable or incidental, in connection with the foregoing, under the name of "Dionne Dyeing Company, with a total capital stock of \$99,900, divided into 19,980 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at St-Georges, in the district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1945.

L. DESILETS,
11761 Deputy Attorney General.

"Ernie & Don Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Pro-

vince de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Don Safolio, Ernie Ramaglia, tailleurs, et Jean-Marie Bériault, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, ou acquérir autrement et confectionner et vendre ou autrement faire le trafic et le commerce de fourrure, laine, coton, tissus, lainages, soieries, toile et vêtements de toutes sortes pour hommes, femmes et enfants; faire les affaires de manufacturiers, acheteurs et vendeurs des habits de toutes sortes et acquérir, acheter, détenir, vendre ou en disposer autrement, manufacturer, fournir et produire, importer et exporter toutes sortes d'effets et marchandises connexes aux textiles, sous le nom de "Ernie & Don Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général le vingt-neuvième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11762-o L. DÉSILETS.

vince of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of October, 1945, incorporating: Don Safolio, Ernie Ramaglia, tailors and Jean-Marie Bériault, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, or otherwise acquire and make-up, sell or otherwise trade and deal in fur, wool, cotton, textiles, woolens, silks, linen and garments of every kind for men, women and children; to carry on business as manufacturers, buyers and sellers of all kinds of clothing and acquire, buy, keep, sell or otherwise dispose of, manufacture, supply and produce, import and export all kinds of goods and merchandise connected with textiles, under the name of "Ernie & Don Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided, into 200 share of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"E. & W. Pants & Sportswear Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Sam Esterson, Fred Esterson, marchands, Mike Wise, manufacturier, et Jacob B. Friedman, contremaitre, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et faire le commerce de toutes sortes de pantalons et vêtements de sport, ainsi que des habits de toutes sortes, soit comme grossistes, détaillants, agents, manufacturiers ou entrepreneurs, sous le nom de "E. & W. Pants & Sportswear Limited" avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11763 L. DÉSILETS.

"E. & W. Pants & Sportswear Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1945, incorporating: Sam Esterson, Fred Esterson, merchants, Mike Wise, manufacturer, and Jacob B. Friedman, foreman, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in all kinds of pants and sportswear as well as clothing of all kinds, either as wholesalers, retailers, agents, manufacturers or contractors, under the name of "E. & W. Pants & Sportswear Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 400 shares of \$50.00 each.

No appeal to the public to subscribe for shares shall be made.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Foreign Trades Bureau Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize novembre 1945, constituant en corporation: J. Maurice Cousineau, de la ville de St-Laurent, Paul Champagne, tous deux avocats, et Jacqueline Laramée, sténographe fille majeure, les deux derniers de la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Ouvrir, exploiter, organiser et maintenir à base de commission un bureau d'agence générale spéciale et de représentation pour les marchands, manufacturiers, exportateurs, importateurs, exposants de marchandises et pour telles autres personnes ou corporations avec lesquelles la compagnie jugera convenable et avantageux de

"Foreign Trades Bureau Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1945, incorporating: J.-Maurice Cousineau, of the Town of St-Laurent, Paul Champagne, both lawyers, and Jacqueline Laramée, stenographer, spinster of the full age of majority, the two latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To open, operate, organize and maintain on a commission basis a bureau of general and special agency and representation of and for commercial merchants, manufacturers, exporters, importers, trade exhibitors and such other persons or bodies, with whom it may be deemed convenient and advantageous for the company to deal with, the

faire commerce, relativement aux produits et effets suivants: produits et articles du sol, de la mer et de la forêt, marchandises sèches, produits du plastique, verre, cuir, bois, métal, caoutchouc, textiles et produits de la soie, pierres précieuses et bijoux, produits laitiers et agricoles, animaux de toutes sortes, instruments de musique, fourrures, livres et produits du papier, menus articles, machinerie de toute sorte, meubles de toutes sortes, montres et instruments de précision et tous produits alliés ou semblables, sous le nom de "Foreign Trades Bureau Incorporated", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le seize novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11764 L. DESILETS.

"Fur Storage Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Léon-David Germain, avocat, C. R., Augustin Bédard, entrepreneur-couvreur, tous deux de la cité d'Outremont, et Félix Reid, marchand, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Opérer un commerce d'entreposage et faire toutes les affaires qui lui sont nécessairement ou implicitement connexes, faire toutes les affaires d'entreposage généralement et spécialement construire, louer, acheter, opérer et maintenir tout système quelconque de camions automobiles pour le transport, frigorifique ou autre, de toutes marchandises, produits ou effets manufacturés; émettre des certificats, mandats ou bons, négociables ou non, aux personnes entreposant des marchandises ou autres effets dans les entrepôts de la compagnie; fabriquer, vendre et faire commerce de toutes marchandises ou effets qui font d'ordinaire l'objet du commerce d'entreposage; construire, acheter, louer ou autrement acquérir tout immeuble, lot, édifice, entrepôt, fabrique, résidence ou structure quelconque propre à être utilisée avantageusement en rapport avec le commerce d'entreposage, et, généralement entreprendre toutes transactions ou opérations communément entreprises par les entreposeurs ou qui pourront de temps à autre être jugées, par les directeurs de la compagnie, propres à être convenablement entreprises ou profitables pour les intérêts de la compagnie;

Faire le commerce d'immeubles, acquérir, détenir tout immeuble comme valeur de placement, sous le nom de "Fur Storage Ltd", avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 990 actions de \$100.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinzième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11765-o L. DESILETS.

"Garage Patry Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre

above in connection with the following products and merchandise: products and articles of lands, sea and forests, dry goods, products of plastic, glass, leather, wood, metal, rubber, textiles and silk products, precious stones and jewels, farm and milk products, animals of all kinds, musical instruments, furs, books and paper products, petty articles, machinery of all kinds, house furniture of all kinds, watches and precision instruments and any allied or similar products, under the name of "Foreign Trades Bureau Incorporated", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 50 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1945.

L. DESILETS,
11764-o Deputy Attorney General.

"Fur Storage Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1945, incorporating: Léon-David Germain, advocate, K.C., Augustin Bédard, roofing contractor, both of the city of Outremont, and Felix Reid, merchant, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate a warehousing business and carry on any business necessarily or implicitly connected therewith, to carry on all storing in general, and especially to build, lease, purchase, operate and maintain any system whatsoever of motor-trucks for the transportation, in cold-storage or otherwise, of any merchandise, products or manufactured goods; to issue certificates, warrants or bonds, negotiable or otherwise, to persons storing merchandise or other effects in the warehouses of the company; to manufacture, sell and deal in any merchandise or goods which are usually the object of a warehousing business; to build, purchase, lease or otherwise acquire any immovable, lot, building, warehouse, factory, residence or construction whatsoever capable of being used to advantage in connection with the warehousing business, and undertake, generally, any transactions or operations usually undertaken by warehousemen, or which may, from time to time, in the opinion of the directors of the company, be deemed apt to be suitably undertaken or profitable for the interest of the company;

To deal in real estate, acquire, hold any immovable as investment security, under the name of "Fur Storage Ltd.", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1945.

L. DESILETS,
11765 Deputy Attorney General.

"Garage Patry Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1945, incorporating: Paul Galt

1945, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, avocat, Jacqueline Bastien and Louise Héon, stenographers, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'automobiles, voitures-automobiles, motocyclettes, camions et de toutes sortes de véhicules-moteurs soit utilisés pour le plaisir ou pour des fins commerciales et soit mus à la gazoline ou par tout substitut d'icelle ou à l'électricité;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes pièces et accessoires pour automobiles et camions;

Exploiter un garage ou des garages, une boutique ou des boutiques de réparation et un poste ou des postes de service et acheter, vendre et faire le commerce de gazoline, huile, fluides décarbonisants, fluides à polir et de tout substitut ou substituts pour aucun d'eux, sous le nom de "Garage Patry Inc.", avec un capital total de \$12,000, divisé en 120 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général.
L. DÉSILETS.

11766

"Hodge & Lloyd Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Gordon L. Hodge, de Valois, Russel A. Hodge, de Montréal, tous deux marchands, et Kenneth Roast, comptable, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

S'occuper et entreprendre l'importation et l'exportation des articles, effets et marchandises suivants, à savoir: Outillage électrique, accessoires d'automobiles, approvisionnements de ferronnerie, peintures et produits alimentaires, sous le nom de "Hodge & Lloyd, Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

11767

"Hotel Saint-Louis Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de novembre 1945, constituant en corporation: René Pettigrew, H.-L.-Joseph Aubin, industriel, Ludger-O. Dupuis, courtier, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, de restaurant, de cafétéria, de taverne, comptoir de rafraîchissements, salle à diner, marchand de vin et bière, et spiritueux, conformément aux lois de la province de Québec, marchand de tabac et de cigares, sous le nom de "Hôtel Saint-Louis Inc.", avec un capital total de \$25,000.00, divisé en 250 actions de \$100.00 chacune.

Michaud, advocate, Jacqueline Bastien and Louise Héon, stenographers, spinsters, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in automobiles, motor cars, motor cycles, auto trucks and all kinds of motor vehicles whether used for pleasure or commercial purposes and whether driven by gasoline or any substitute therefor or by electricity;

To manufacture, buy, sell and deal in all automobile and auto truck parts and accessories;

To operate a garage or garages, repair shop or shops and service station or stations and to buy, sell and deal in gasoline, oil, carbon removing fluids, polishing fluids and any substitute or substitutes for any of the same, under the name of "Garage Patry Inc.", with a total capital stock of \$12,000.00, divided into 120 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

11766-o

"Hodge & Lloyd, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1945, incorporating: Gordon L. Hodge, of Valois, Russel A. Hodge, of Montreal, both merchants, and Kenneth Roast, accountant, of the City of Verdun, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To enter upon and undertake the importing and exporting of the following goods, wares and merchandises, namely: Electrical equipment, automotive supplies, hardware supplies, paint supplies and food products, under the name of "Hodge & Lloyd, Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

11767-o

"Hotel Saint-Louis Inc."

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1945, incorporating: René Pettigrew, H. L. Joseph Aubin, manufacturer, Ludger O. Dupuis, broker, all of the city and district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of a hotel, restaurant, cafeteria, tavern, refreshment counter, dining-room, beer, wine and spirit merchant, in conformity with the laws of the Province of Québec, tobacco and cigar merchant, under the name of "Hôtel Saint-Louis Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11768-o L. DÉSILETS.

"Ideal Textiles Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatre octobre 1945, constituant en corporation: Samuel Stein, procureur, Hylda Saerman and Lilian Lazare, sténographes, filles majeures, tous de la cite d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants

Faire commerce comme trafiquants, importateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de toutes matières textiles, lainages, soieries, doublures, et tous autres tissus de description quelconque, et, à cette fin, faire toutes autres choses connexes à iceux;

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des blouses, vêtements de sport, robes de maison, vestons, jupes pour femmes et fillettes, robes pour femmes et enfants, costumes, manteaux, et manufacturer de la lingerie de toute description pour femmes, sous le nom de "Ideal Textiles Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11769 L. DÉSILETS.

"J. Doyon, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Louis Dussault, avocat, Mlle Pauline Boily, secrétaire, tous deux de la cité de Québec, et Mlle Juliette Bussièrès, secrétaire, de Sillery, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Généralement exercer dans toutes ses spécialités le commerce de voituriers, charroyeurs, camionneurs, propriétaires d'autobus et entreposeurs sous toutes ses formes, agir comme agents de transferts et de messageries, agents d'emmagasinage et d'entreposage et tout autre négoce similaire;

Établir, acquérir, posséder, construire, louer et exploier des garages et autres établissements analogues, s'occuper du commerce des machines, automobiles, camions, autobus ou accessoires;

Vendre, louer, donner à bail, transférer, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de terrains, immeubles et propriétés immobilières et bâtiments dessus érigés;

Faire le commerce de négociant, grossiste, détaillant, manufacturier, exportateur et importateur; et acheter, vendre et faire le commerce de chaussures, cotonnades, tissus, soieries, lainages, menus articles, vêtements, marchandises sèches, breuvages non alcooliques, produits alimentaires, produits agricoles, épicerie, produits chimiques, allumettes, tabac, et accessoires de fumeurs, ap-

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11768 Deputy Attorney General.

"Ideal Textiles Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-fourth day of October, 1945, incorporating: Samuel Stein, attorney, Hylda Sherman and Lilian Lazare, stenographers, spinsters of the full age of majority, all of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings, and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' blouses, sportswear, housecoats, jackets, skirts, ladies' and children's dresses, s.c.s, coats, and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever, under the name of "Ideal Textile Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11769-o Deputy Attorney General.

"J. Doyon, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1945, incorporating: Louis Dussault, advocate, Mlle Pauline Boily, secretary, both of the city of Québec, and Mlle Juliette Bussièrès, secretary, of Sillery, all of the district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on generally, in all the specialties thereof, the business of carriers, carters, truckmen, autobus owners and warehousemen, under all the forms thereof, act as transfer and express agents, storage and warehousing agents, and any other similar business;

To establish, acquire, own, build, lease and operate garages, and other similar establishments, deal in machines, automobiles, trucks, autobuses or accessories;

To sell, lease, give on lease, transfer, exchange, dispose of or otherwise deal with lands, immovables and real estate, and buildings thereon erected;

To carry on business as merchant, wholesaler, retailer, manufacturer, exporter and importer; and to purchase, sell and deal in foot-wear, cottons, textiles, silks, woollens, small wares, clothing, dry-goods, non-alcoholic beverages, foodstuffs, agricultural products, groceries, chemicals, matches, tobacco and smokers' supplies, electric apparatus, fuel, copper, metals, hardware, iron,

pareils électriques, combustible, cuivre, métaux, quincaillerie, fer, houille, acier, bois et autres marchandises dont le bois ou le métal ou les plastiques forment des parties constituantes;

Exploiter, exécuter et exercer toutes ou l'une quelconque des industries d'entrepreneurs généraux, constructeurs, dragueurs, excavateurs, pour la construction, l'érection, la réparation, la modification, l'entretien, la démolition, l'excavation, le terrassement, le défrichement et la mise en opération d'édifices publics et privés, chemins, ponts, fossés, terrains, emplacements, travaux et autres bâtiments de toute sorte et description;

Exercer l'industrie du bois brut, du fer à l'état brut, du sable, de la pierre, du granit, de l'amiante à l'état brut et tous autres matériaux à l'état brut, de les préparer, de les fabriquer et les manufacturer en objets propres à différentes constructions et d'en faire le commerce d'importation et d'exportation en gros et en détail;

Agir comme imprimeur et éditeur;

Acquérir spécialement en totalité ou en partie le commerce exploité actuellement par Monsieur l'abbé Wilfrid Rodrigue, de St-Roch, Québec, sous le nom de "J. Doyon, Limitée", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$4,900.00.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le neuvième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11770-o

L. DÉSILETS.

"J. H. Savard & Cie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé que le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Lucien Beaugard, conseil en Loi du Roi, Georges Laurence et Jean Brisset, tous avocats, des cité et district de Montréal province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, louer, posséder, exploiter et gérer des édifices à bureaux, maisons d'appartements, conciergeries, hôtels, résidences, logis, magasins, entrepôts, garages et immeubles de toute sorte, et exercer en general les affaires de propriétaires d'immeubles, d'agents et de courtiers en immeubles;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder exploiter et administrer des terrains et biens immobiliers de toute nature et description; vendre, louer, échanger, aliéner tels terrains et biens immobiliers, en faire le commerce, les développer, les améliorer et en disposer; subdiviser tous tels terrains ou biens immobiliers en lots, rues, ruelles, pour des fins résidentielles ou autres;

Construire, bâtir, réparer, décorer, meubler, modifier et aménager des édifices et autres structures, et faire le commerce de tous matériaux de construction, sous le nom de "J.-H. Savard & cie Limitée", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sixième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11771-o

L. DÉSILETS.

coal, steel, wood and other merchandise wherein wood or metal or plastic form component parts;

To engage in, operate and carry on all or any of the businesses of general contractors, builders, dredgers, excavators for the construction, erection, repair, alteration, maintenance, demolishing, excavation, terracing, clearing, and operating of public and private buildings, roads, bridges, ditches, lands, emplacements works and other constructions of any kind and description;

To deal in rough wood, iron in a raw state, sand, stone, granite, raw asbestos and any other raw materials, to dress, manufacture and make up the same into objects suitable for different constructions, and to carry on the importation and exportation thereof, wholesale and retail;

To act as printer and editor;

To acquire, in whole or in part, the business actually carried on by Rev. abbé Wilfrid Rodrigue, of St-Roch, Québec, under the name of "J. Doyon, Limitée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 common shares of \$100 each, par value.

The amount with which the company will begin its operations is \$4,900.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

11770

Deputy Attorney General.

"J. H. Savard & Cie Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixth day of November, 1945, incorporating: Lucien Beaugard, King's Counsel, Georges Laurence and Jean Brisset, all advocates of the city and district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To build, lease, own, operate and manage office buildings, flats, apartment houses, hotels, residences, dwellings, stores, warehouses, garages and immovables of every kind, and carry on business as real estate owner, real estate agent and broker;

To purchase, lease or otherwise acquire, own, operate and manage lands and immovable property of every kind and description; sell, lease, exchange, alienate such lands and immovable property, to deal therewith, develop, improve and dispose of the same; to subdivide any such lands or immovable property into lots, streets, lanes for residential or other purposes;

To build, erect, repair, decorate, furnish, alter and equip buildings and other constructions, and deal in building requisites, under the name of "J.-H. Savard & Cie Limitée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each, par value.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

11771

Deputy Attorney General.

"J. L. Thériault et Fils, Limitée"

"J. L. Thériault et Fils, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de novembre 1945, constituant en corporation: J.-Ludger Thériault, manufacturier, Jacques Thériault et Robert Thériault, commis, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of November, 1945, incorporating: J. Ludger Thériault, manufacturer, Jacques Thériault and Robert Thériault, clerks, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, acheter, et vendre et faire commerce de monuments, pierres tombales et caveaux, sous le nom de "J. L. Thériault et Fils, Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

To manufacture, buy and sell and deal in monuments, tombstones and vaults, under the name of "J.-L. Thériault et Fils, Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, le quatorzième jour de novembre 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1945.

L'Assistant-procureur général,
11772-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
11772 Deputy Attorney General.

**"Provincial Lumber Company"
"La Compagnie de bois Provinciale"**

**"Provincial Lumber Company"
"La Compagnie de bois Provinciale"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douzième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Wilbrod Blierer, Conseil en Loi du Roi, Taschereau Fortier, tous deux de la cité de Québec, et Napoléon Beaudet, de Charlesbourg, tous avocats, du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of November, 1945, incorporating: Wilbrod Blierer, King's Counsel, Taschereau Fortier, both of the city of Quebec, and Napoléon Beaudet, of Charlesbourg, all advocates, of the district of Québec, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire le commerce de gros et de détail de toutes espèces de bois en général et de leurs sous-produits;

To carry on business, wholesale and retail, in all kinds of lumber, in general, and in the by-products thereof;

Acquérir des concessions forestières, limitées à bois et tous autres terrains productifs de bois, sous le nom de "Provincial Lumber Company — La Compagnie de Bois Provinciale".

To acquire forest concessions, timber limits and any other wood-producing lands, under the name of "Provincial Lumber Company — La Compagnie de Bois Provinciale".

Le capital-actions de la compagnie sera formé de 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50.00 chacune et 100 actions ordinaires sans valeur nominale, et la compagnie commencera ses opérations avec un capital de \$500.00 souscrit et payé dans cette classe d'actions;

The capital stock of the company will consist of 600 preferred shares of \$50 each, par value, and 100 common shares without nominal value and the company will begin its operations with a capital stock of \$500, subscribed for and paid up, in said class of shares;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$3,500.00.

The amount with which the company will begin its operations will be \$3,500.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, le douzième jour de novembre 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1945.

L'Assistant-procureur général,
11773-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
11773 Deputy Attorney General.

"La Corporation des Courses de Chevaux Ltée"

"La Corporation des Courses de Chevaux Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Armand Plouffe, commerçant, Joseph-Omer Héroux, gérant, et Robert Bouchard, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of November, 1945, incorporating: Armand Plouffe, trader, Joseph-Omer Héroux, manager, and Robert Bouchard, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Acheter, louer, échanger, vendre ou de quelque façon que ce soit, acquérir ou disposer de tout

To purchase, lease, exchange, sell or, in any manner whatsoever acquire or dispose of any

terrain, bâtisse ou propriété immobilière, équipement, accessoires ou autre propriété mobilière de quelque nature que ce soit destinés à servir directement ou indirectement à l'organisation de courses de chevaux, exposition, foires publiques ou terrain d'amusement quelconque;

Acheter, louer, échanger, vendre ou de quelque façon que ce soit, acquérir ou disposer de chevaux, attelages, harnais ou tout autre équipement ou accessoire y compris voitures nécessaires pour la conduite et l'attelage des chevaux, sous le nom de "La Corporation des Courses de Chevaux Limitée", avec un capital total de \$2,000.00, divisé en 400 actions de \$5.00 chacune.

Les pouvoirs octroyés à la présente compagnie ne peuvent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté, non plus que la tenue de toute course illégale ou de tout pari fait contrairement à la loi.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorzième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11774-o

L. DÉSILETS.

"L'Aide aux Prisonniers"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douzième jour de novembre 1945, consistant en corporation sans capital actions: docteur Sylvio Lafortune, médecin, ancien gouverneur de la prison de Montréal, Wilfrid Vincent, chimiste, président des laboratoires Vincent Inc., Jacques Jérôme, courcier en assurances, le Révérend Père André-Marie Guillemette, dominicain, directeur général du Conseil des Oeuvres, et Roland Lamarre, avocat et conseil en Loi du Roi, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir par tous les moyens légaux le bien-être des prisonniers et des prisonnières, des personnes sous arrêt, des personnes en liberté sous caution ou sous sentence suspendue, ou en liberté conditionnelle, des personnes sur lesquelles pèse une charge criminelle et des personnes libérées des prisons;

Promouvoir l'amélioration du traitement des prisonniers de l'État;

Promouvoir plus spécialement l'amélioration du sort des aliénés criminels;

Promouvoir l'enseignement de métiers aux prisonniers, et le paiement raisonnable de leur travail accompli pendant leur détention, sous le nom de "L'Aide aux Prisonniers".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de \$25,000.00.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douzième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11775-o

L. DÉSILETS.

"Leonard Interests Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M.

land, building or immovable property, equipment, accessory, or other movable property of any kind whatsoever, intended to be used, directly or indirectly, in the organizing of horse races, exhibitions, public fairs, or amusement grounds of any kind;

To purchase, lease, exchange, sell or in any manner whatsoever acquire or dispose of horses, tackle, harness, or other equipment or accessory, including the required vehicles for driving and harnessing of horses, under the name of "La Corporation des Courses de Chevaux Limitée" with a total capital stock of \$2,000, divided into 400 shares of \$5 each.

The powers granted to the present company shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or mixed games of chance and skill, nor the holding of any illegal races or any betting made contrary to Law.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

11774

Deputy Attorney General.

"L'Aide aux Prisonniers"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1841, bearing date the twelfth day of November, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Doctor Sylvio Lafortune, physician, former governor of the Montreal prison, Wilfrid Vincent, chemist, president of the "Vincent Inc" laboratories, Jacques Jérôme, insurance broker, the Reverend Father André-Marie Guillemette, Dominican, director general of the "Conseil des Oeuvres", and Roland Lamarre, advocate and King's Counsel, all of the city and district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To promote by every legal method the welfare of male and female prisoners, of persons under arrest, persons on bail or on suspended sentence or conditional liberty, person over whom hangs a criminal charge and persons liberated from prisons;

To promote improvement in the treatment of prisoners of the State;

To promote more particularly improvement in the lot of the criminally insane;

To encourage the teaching of trades to prisoners, and reasonable payment for the work accomplished by them during their detention, under the name of "L'Aide aux Prisonniers".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

11775

Deputy Attorney General.

"Leonard Interests Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by M. Alfred

Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze novembre 1945, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, C.R., avocat, Michael C. Herman, avocat, et Mlle Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières, et négocier pour l'achat, vente, échange ou bail de biens immeubles et propriétés immobilières et en général faire dans toutes ses spécialités le commerce d'agents d'immeubles, acquérir des valeurs, obligations et actions et faire des placements d'argent;

Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement, et détenir et posséder des terrains, biens meubles et immeubles de toute description, et développer, améliorer, exploiter et disposer toutes ces propriétés en rues, ruelles, carrés, lots ou autrement; ériger des maisons, édifices et autres constructions sur lesdites propriétés ainsi acquises; et vendre, louer, arrenter, céder, échanger, disposer et autrement faire le commerce de terrains, biens meubles et immeubles et les bâtisses dessus érigées, et disposer de toutes rues, tous carrés ou ruelles, sur ces propriétés, en faveur de toutes personnes ou municipalités, aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables, sous le nom de "Leonard Interests Ltd.", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11776 L. DÉSILETS.

"Le Petit Bijou Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Rodolphe Létourneau, avocat, J.-Léo Langlois, agent, et Mlle Albertine Chouinard, sténographe, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de la bijouterie sous toutes ses formes, en détail et en gros, sous le nom de "Le Petit Bijou Ltée", avec un capital total de \$19,000.00, divisé en 190 actions de \$100.00 chacune.

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions ou débentures.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le neuvième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11777-o L. DÉSILETS.

"Le Scolasticat Saint-Vincent-de-Paul"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de novembre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: les Rév. Père Joseph Jacques, Rév. Père Simon Arsenaull, Rév. Père Marc Lussier, tous trois prêtres, des Frères de Saint-Vincent-

Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the fourteenth day of November, 1945, incorporating: Louis H. Rohrlück, K.C., advocate, Michael C. Herman advocate, and Dame Libby Turner, secretary, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in, real estate and immovable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immovable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches, to acquire stocks, bonds and shares and to make investments;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise; and to erect houses, buildings and other constructions on said real property so acquired; and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of, and otherwise deal with lands, real estate and immovables, and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes, on such property, in favour of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit, under the name of "Leonard Interests Ltd", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11776-o Deputy Attorney General.

"Le Petit Bijou Ltée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November 1945, incorporating: Rodolphe Létourneau, advocate, J.-Léo Langlois, agent, and Mlle Albertine Chouinard, stenographer, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the jewelry business, under all the forms thereof, retail and wholesale, under the name of "Le petit Bijou Ltée", with a total capital stock of \$19,000, divided into 190 shares of \$100 each.

It is prohibited for the company to appeal to the public for subscription to its shares or debentures.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11777 Deputy Attorney General.

"Le Scolasticat Saint-Vincent-de-Paul"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father Joseph Jacques, Rev. Father Simon Arsenaull, Rev. Father Marc Lussier, all three priests, of the "Frères de Saint-Vincent-de-Paul", of the

de-Paul, des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Assurer la préparation des futurs Pères ou Frères de Saint-Vincent-de-Paul à la direction d'œuvres morales et de bienfaisance en faveur des pauvres, des ouvriers, de l'enfance et de la jeunesse particulièrement, ainsi que prendre charge occasionnellement dans la province de Québec d'œuvres morales et de bienfaisance telles que ci-haut mentionnées, sous le nom de "Le Scolasticat Saint-Vincent-de-Paul".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$800,000.00.

Le siège social de la corporation sera dans la Municipalité de Sainte-Foy, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le douzième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11778-o

L. DÉSILETS.

city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To secure the preparation of future Fathers or Brothers of Saint-Vincent-de-Paul, for the directing of moral and charitable works in favour of the poor, of workmen, of children and especially of youth, and also to occasionally take over moral and charitable works in the Province of Quebec, as hereinabove mentioned, under the name of "Le Scolasticat Saint-Vincent-de-Paul"

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$900,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Foy, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

11778

Deputy Attorney General.

"Le Secrétariat des Oeuvres Paroissiales de St-Laurent de Jonquière, Incorporé"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de novembre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Arthur Brassard, rentier, J.-Edmond Bouchard, Joseph Tremblay, faiseurs de papier, Philippe Dubé, marchand, Louis-Joseph Bouchard, comptable, tous de la paroisse de St-Laurent de Jonquière, district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Constituer une permanence et un agent de liaison pour l'avantage du terrain de jeux de St-Laurent de Jonquière;

Établir un centre de documentation et de renseignements pour l'avantage de la jeunesse de St-Laurent de Jonquière et aussi du terrain de jeux;

Établir pour l'instruction des masses, des bibliothèques, cercles d'étude, conférences, cour de culture physique, d'entraînement sportif;

Promouvoir, organiser, administrer et subventionner pour l'avantage de la jeunesse, des associations ayant pour but le bien-être matériel, physique, intellectuel, moral et social, sous le nom de "Le Secrétariat des Oeuvres Paroissiales de St-Laurent de Jonquière, Incorporée."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Laurent de Jonquière, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11779-o

L. DÉSILETS.

"Le Secrétariat des Oeuvres Paroissiales de St-Laurent de Jonquière, Incorporé"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Arthur Brassard, annuitant, J.-Edmond Bouchard, Joseph Tremblay, paper-makers, Philippe Dubé, merchant, Louis-Joseph Bouchard, accountant, all of the parish of St-Laurent de Jonquière, district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To constitute a permanency and a liaison agent for the advantage of the play grounds of St-Laurent de Jonquière;

To establish a centre of instruction and information for the advantage of the youth of St-Laurent de Jonquière and also the play grounds;

To establish for the instruction of the masses, libraries, study circles, lectures, courses in physical culture and athletic training;

To promote, organize, manage and subsidize for the advantage of youth, associations having for their aim material, physical, intellectual, moral and social welfare, under the name of "Le Secrétariat des Oeuvres Paroissiales de St-Laurent de Jonquière, Incorporée."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Laurent de Jonquière, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

11779

Deputy Attorney General.

"Le Sénat de la Jeunesse"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de novembre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Héroux, secrétaire, Mlle Pierrette Chantelois, sténographe, et Me Yves Laurier, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Procurer de la récréation, des amusements et de l'instruction à ses membres, favoriser et pro-

"Le Sénat de la Jeunesse"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Paul Héroux, secretary, Mlle Pierrette Chantelois, stenographer, and Me Yves Laurier, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To provide recreation, amusements and instruction for its members, to promote and protect

téger de toutes façons la culture des arts, des sciences et des lettres, ainsi que les relations sociales chez ses membres et en un mot agir pour leur bénéfice et dans leur intérêt afin de les intéresser à diverses activités d'ordre social, intellectuel, artistique, national, philanthropique ou charitable, sous le nom de "Le Sénat de la Jeunesse."

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder tous terrains, bâtisses ou biens immobiliers quelconques pourvu que la valeur totale de tous les biens immobiliers acquis et possédés à titre de propriétaire ne dépasse pas la somme de \$200,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour de novembre 1945,

L'Assistant-procureur général,
11780-o L. DÉSILETS.

in every way the culture of arts, sciences and letters, as well as social relations amongst its members and in a word, act for their benefit and in their interest so as to interest them in the various activities of social, intellectual, artistic, national, philanthropic or charitable order, under the name of "Le Sénat de la Jeunesse."

To purchase, lease or otherwise acquire and own lands, buildings or immovable property whatsoever, provided the total value of any immovable property acquired and owned under title of ownership does not exceed \$200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11780 Deputy Attorney General.

"Les Produits Laitiers J.-A. Baribeau Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Lucette Baribeau, ménagère, fille majeure, domiciliée en la paroisse de St-Maurice, comté de Champlain, Geneviève Lajoie, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Urgile Grégoire, notaire, de ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, des Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, Fernand Baribeau, employé d'usine, domicilié en la paroisse de St-Colomban, comté de Deux-Montagnes, et Clément Baribeau et Nicolas Baribeau, fromagers, domiciliés en la paroisse de St-Maurice, comté de Champlain, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, en gros et en détail, de beurre, fromage, crème, lait, sous-produits et dérivés du lait, crème glacée et tous autres dérivés du lait, des œufs, des volailles et des produits agricoles, sous le nom de "Les Produits Laitiers J.-A. Baribeau Ltée", avec un capital de \$49,000.00, divisé en 490 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Maurice, comté de Champlain, district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11781-o L. DÉSILETS.

"Les Produits Laitiers J.-A. Baribeau Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1945, incorporating: Lucette Baribeau, housekeeper, spinster, domiciled in the parish of St-Maurice, county of Champlain Geneviève Lajoie, housewife, wife separate as to property by marriage contract of J.-Urgile Grégoire, notary, and duly authorized by the latter for the purposes hereof, of Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, Fernand Baribeau, plant employee, domiciled in the parish of St-Colomban, county of Two Mountains, and Clément Baribeau and Nicolas Baribeau, cheese manufacturers, domiciled in the parish of St-Maurice, county of Champlain, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, buyers, vendors, exporters, importers, both wholesale and retail, of butter, cheese, cream, milk, by-products and derivatives of milk, ice-cream and other milk derivatives, eggs, poultry and farm products, under the name of "Les Produits Laitiers J.-A. Baribeau Ltée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Maurice, county of Champlain, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11781 Deputy Attorney General.

"Le Syndicat d'Économie Domestique"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de novembre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Yvonne Couturier, épouse de Louis-Henri Savard, Dame Rose-Anne Simard, épouse d'Henri Gravel, Dame Anna Gravel, épouse d'Armand Lessard, toutes ménagères, de Kénogami, district de Chicoutimi, et dûment autorisées par leur mari aux fins des présentes, dans les buts suivants:

Promouvoir l'étude et la défense des intérêts matériels économiques, moraux, sociaux de ses membres;

"Le Syndicat d'Économie Domestique"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Yvonne Couturier, wife of Louis-Henri Savard, Dame Rose-Anne Simard, wife of Henri Gravel, Dame Anna Gravel, wife of Armand Lessard, all housewives, of Kénogami, district of Chicoutimi, and duly authorized by their respective husband for the purposes hereof, for the following purposes:

To promote the study and defence of the material, economic, moral and social interests of its members;

Aider à l'éducation syndicale et seconder de toutes manières le syndicalisme national chrétien;

Coordonner les activités féminines en vue du relèvement éducatif et matériel du foyer ouvrier;

Développer l'esprit de solidarité et d'entraide mutuelle;

Attacher la femme au foyer;

Favoriser l'éducation et l'instruction dans le domaine de l'économie domestique;

Développer chez ses membres l'esprit familial et paroissial;

Rendre la vie au foyer plus attrayante, plus rémunératrice sous le nom de "Le Syndicat d'Économie domestique".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Kénogami, dans le district de Chicoutimi, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11782-o

L. DESILETS.

To aid in syndical education, and support in every way national christian syndicalism;

To coordinate feminine activities with a view to uplifting the educational and material standard of the workman's home;

To establish the spirit of good fellowship and mutual assistance.

To instill in women love for the home;

To promote education and instruction in the domain of domestic economy;

To develop family and parish spirit amongst its members;

To render family life more attractive and more profitable, under the name of "Le Syndicat d'Économie Domestique".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is \$ 0,000.

The head office of the corporation will be at Kénogami, district of Chicoutimi, Province of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"Limoilou Électrique Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Maurice Gagné, Jean-Paul St-Laurent, avocats, et Marguerite Gagné, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'applications électriques, éventails électriques, radios, ustensiles de cuisine, dynamos, enseignes électriques, réfrigérateurs, microphones, quincaillerie, articles en étain, véhicules de toutes sortes et accessoires pour garages, toutes sortes de machines et machines, huile, gaz, gazoline et tous autres produits semblables et toutes autres marchandises similaires en gros ou en détail;

Exercer les affaires d'entrepreneurs généraux, et construire, exécuter, effectuer, installer, améliorer, travailler des travaux publics et privés et commodités de toutes sortes et leur installation dans toutes leurs spécialités, passer et exécuter des contrats dans ces domaines, sous le nom de "Limoilou Électrique Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 150 actions sans valeur au pair ou nominale et en 150 actions privilégiées de \$100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$ 5,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11783-o

L. DESILETS.

"Limoilou Électrique Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1945, incorporating: Maurice Gagné, Jean-Paul St-Laurent, advocates, and Marguerite Gagné, secretary, spinster, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in electric appliances, electric fans, radios, kitchen utensils, dynamos, electric signs, refrigerators, microphones, hardware, tin ware, vehicles of all sorts and accessories for garages, all sorts of machinery and machines, oil, gas, gasoline and other similar products and all other similar merchandise whether wholesale or retail;

To carry on the business of general contractors, and to build, execute, perform, install, improve and engage in public and private works and conveniences of all sorts and their installation in all lines of game, to enter into and perform contracts in the said domains, under the name of "Limoilou Electric Limitede".

The capital stock of the company will be divided into 150 shares without par or nominal value and into 150 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence operations is \$5,000.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"Manchester Sales Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit novembre 1945, constituant en corporation: Edward S. Berger, Benjamin Leopold Louis, tous deux avocats, et Ralph Cohen, marchand, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1945, incorporating: Edward S. Berger, Benjamin Leopold Louis, both advocates, and Ralph Cohen, merchant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire le commerce de marchands et manufacturiers de tous genres d'accessoires pour automobiles, outillage pour automobiles, équipement électrique, quincaillerie, outillage de plomberie et appareils de chauffage; nouveautés, accessoires de ménage, bijouterie, sous le nom de "Manchester Sales Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huit novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11784 L. DESILETS.

"M. & N. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Jean Forbes, veuve, secrétaire, Cecil J. Gagnier, secrétaire, et R. Maxwell H. DuBoycce, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, dessinateurs, producteurs, grossistes, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, marchands, distributeurs, polisseurs, plaqueurs et fourbisseurs s'occupant commercialement des articles, effets, marchandises et opérations suivantes, polissage; plaquage; le plaquage et le polissage de métaux ou autres surfaces qui peuvent être plaquées ou polies; plastiques, le polissage de plastiques; le polissage, le plaquage et le fourbissage de métaux et accessoires; acides, métaux abrasifs; le polissage de la laine; le polissage de la peinture; le polissage des meubles; et généralement le polissage de tous objets qui peuvent être polis; l'outillage et les accessoires pour toutes fins de polissage; machinerie et outils pour toutes fins de polissage, de plaquage et de fourbissage; matériaux, machinerie et accessoires pour le nettoyage de pièces d'automobiles et de machinerie en général;

Manufacturer, travailler, produire et autrement préparer, acheter ou autrement acquérir, emmagasiner, transporter, disposer et généralement faire le commerce de...

a) métaux ou composés requis pour les fins susdites, et de tous articles et choses utilisés dans la fabrication et le travail d'iceux;

b) et de tous matériaux, machinerie, appareils produits et accessoires propres ou adaptés qui seront utilisés relativement ou en rapport avec la fabrication, la préparation ou la production d'aucun des articles, marchandises et commodités susdites, et aussi aucune et toutes commodités et choses qui résultent ou sont les sous-produits de la fabrication, la production ou la préparation dont aucun desdits articles put être un facteur ou un ingrédient ou dont il peut être une partie constituante;

Manufacturer, composer, raffiner, acheter et vendre des produits chimiques, teintures, ciments, minéraux, superphosphates, savons, engrais, peintures, vernis, pigments, polis, mordants, huiles, acides, charbon, coke, goudron, produits et dérivés du goudron, tourbe, produits de la tourbe, caoutchouc, articles et produits en caoutchouc, sous le nom de "M. & N. Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

To carry on the business of traders and manufacturers of all kinds of automobile accessories automotive equipment, electrical equipment hardware, plumbing and heating equipment, novelties, household appliances, jewellery, under the name of "Manchester Sales Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1945.

L. DESILETS,
11784-o Deputy Attorney General.

"M. & N. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1945, incorporating: Jean Forbes, widow, secretary, Cecil J. Gagnier, secretary, and R. Maxwell H. DuBoycce, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, designers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, dealers, distributors, polishers, platers and buffers, commercially concerned with the following goods, wares, merchandises and operations: buffs; plating; plating and buffing of metals, or other surfaces which take plating or buffing; plastics, the polishing of plastics; polishing, plating and buffing metals and supplies; acids, abrasive metals; wool polishing; paint polishing; furniture polishing; and generally the polishing of all objects which take polish; equipment and supplies for all polishing purposes; machinery and tools for all polishing, plating and buffing purposes; materials, machinery and supplies for the cleaning of automotive and general machinery parts;

To manufacture, process, produce and otherwise prepare, to buy or otherwise acquire, store, transport, dispose of and deal generally in

a) metals or compounds required for the foregoing purposes, and all articles and things used in the manufacture and working thereof;

b) and all materials, machinery, appliances, products and supplies proper or adapted to be used in or in connection with or incidental to the manufacture, preparation or production of any of the articles, merchandise and commodities aforesaid, and also any and all commodities and things which result from or are by-products of the manufacture, production or preparation of which any of the said articles may be a factor or an ingredient, or of which the same may be a component part;

To manufacture, compound, refine, purchase and sell chemicals, dye stuffs, cements, minerals, superphosphates, soap, fertilizers, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, coal, coke, coal-tar, coal-tar products and derivatives, peat, peat products, rubber, rubber goods and products, under the name of "M. & N. Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à 1193 rue Wellington, en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11785 L. DÉSILETS.

“Northern Caterers Limited”

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze novembre 1945, constituant en corporation: Louis John Cavicchi, pourvoyeur Segfried Hinson Read Bush, avocat, et Eva Thelma Norman, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire dans toutes ses spécialités le commerce qui consiste à fournir des provisions aux hôtels, restaurants, salles de rafraîchissements, acheter, vendre, importer, exporter et faire en général le commerce de toutes sortes d'aliments crus et préparés, bétail vivant et abattu, toutes espèces de produits domestiques et agricoles, aussi faire le commerce de tabac et marchands de cigares et tout autre commerce qui peut être convenablement exercé relativement à iceux, sous le nom de “Northern Caterers Limited”, avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11786 L. DÉSILETS.

“O'Leary & Company Limited”

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze novembre 1945, constituant en corporation: Marcel Piché, avocat, Jacques Flynn, avocat, et Mlle Arline Goundrey, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, affréter, échanger ou autrement acquérir ou disposer de bateaux et vaisseaux de toutes espèces;

Agir comme agent général dans le commerce de bateaux pour les fins susdites, sous le nom de “O'Leary & Company Limited”.

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11787 L. DÉSILETS.

“Richelieu Steel & Metal Co.”

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gou-

The head office of the Company will be at 1193 Wellington Street, in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11785-o Deputy Attorney General.

“Northern Caterers Limited”

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the fifteenth day of November, 1945, incorporating: Louis John Cavicchi, caterer, Segfried Hinson Read Bush, advocate, and Eva Thelma Norman, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of catering in all its branches, hotel, restaurant, refreshment room, to buy, sell, import, export and deal in generally all kinds of food both raw and prepared, live and dead stock, and domestic and farm products of all descriptions, also to carry on the business of tobacco and cigar merchants and any other business which may be conveniently carried on in connection therewith, under the name of “Northern Caterers Limited”, with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11786-o Deputy Attorney General.

“O'Leary & Company Limited”

Notice is hereby given that under Part I of the Québec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the fourteenth day of November, 1945, incorporating: Marcel Piché, lawyer, Jacques Flynn, lawyer, and Miss Arline Goundrey, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, charter, exchange or otherwise acquire or dispose of ships and vessels of all kinds;

To act as general agent in ship trading for the purpose above set forth, under the name of “O'Leary & Company Limited”.

The capital stock of the company is divided into one thousand shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be five thousand dollars.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11787-o Deputy Attorney General.

“Richelieu Steel & Metal Co.”

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

verneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-six octobre 1945, constituant en corporation: Joseph Shapiro, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, de la cité de Westmount, tous deux avocats et Conseils en loi du Roi, Theodore Herzl Shapiro, avocat, Fanny Roman, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Ruth Miller, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les métiers et commerces de fabricants de fer, manufacturiers et rouleurs d'acier et de fer dans toutes les formes, tous produits, commodités et articles de tous genres; fabricants d'acier, ouvriers dans la transformation de l'acier, fondeurs, rouleurs de métal en feuilles et de rails, fabricants de ferblanc, fondeurs et fabricants de fer et laiton dans toutes leurs spécialités respectives; exercer le métier et commerce de fabrication et étirage de fil métallique, et acheter, vendre et faire le commerce de tous produits et commodités relatifs aux susdits;

Faire des recherches, obtenir, travailler, préparer pour le marché, vendre et faire le commerce du fer, de l'acier, laiton, cuivre et autres matériaux;

Fabriquer, acheter, prendre à louage, donner à louage et vendre des usines de chemin de fer et autres, ferrures, machinerie, matériel roulant, marchandises disponibles, ou toutes portions ou parties de ces articles ou choses;

Acheter, vendre, importer, exporter, faire le commerce et négoce de ferraille et métaux de tous genres;

Faire en général les opérations de fondage, liquéfaction et fusion, sous le nom de "Richelieu Steel & Metal Co."

Le montant du capital total de la compagnie est de \$49,000, divisé en cent quarante actions privilégiées non cumulatives à 7% et trois cent cinquante actions ordinaires, les deux catégories d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district de Richelieu, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-six octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11788 L. DÉSILETS.

"Rochon & Parent Cie, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douzième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Ernest Rochon, constructeur, Ernest Parent, gérant, Berthold Mongeau, industriel, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement dans toutes leurs spécialités, les opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, conclure, entreprendre, paraire, exercer et exécuter les contrats pour la fabrication, l'érection, la construction, l'amélioration, l'aménagement et l'exploitation d'édifices, travaux, constructions, entreprises, développements, projets, publics ou privés, de toutes sortes et description, et comme s'y rapportant, exercer dans toutes leurs spécialités respectives les opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux

Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-sixth day of October, 1945, incorporating: Joseph Shapiro, of the city of Montreal, Benjamin Robinson, of the City of Westmount, both advocates and King's Counsels, Theodore Herzl Shapiro, advocate, Fanny Roman, stenographer, spinster, of the full age of majority, both of the City of Montreal, and Ruth Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trades and business of iron manufacturers and of manufacturers and rollers of steel and iron into any and all forms, products, commodities and articles of every kind; steel makers, steel converters, smelters, sheet metal and rail rollers, tin plate makers, iron and brass foundries and makers in all their respective branches; to carry on the trade and business of wire manufacturing and drawing, and to buy, sell and trade in all products and commodities in connection with the above;

To search for, get, work, make merchantable, sell and deal in iron, steel, brass, copper and all other materials;

To make, purchase, hire, let out and sell railway and other plant, fittings, machinery, rolling stock, stock-in-trade, or any portion or parts of such articles or things;

To buy, sell, import, export, deal in and deal with all kinds of scrap iron and metals;

To engage generally in the business of smelting, melting and fusing, under the name of "Richelieu Steel & Metal Co."

The amount of the capital stock of the company is to be \$49,000.00, divided into One hundred and forty 7% non-cumulative preferred shares and three hundred and fifty common shares, both of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Sorel, in the District of Richelieu, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11788-o Deputy Attorney General.

"Rochon & Parent Cie, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of November, 1945, incorporating: Ernest Rochon, builder, Ernest Parent, manager, Berthold Mongeau, manufacturer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally and in all lines of same, the business of builders and general contractors, to enter into, undertake, perform, carry out and execute contracts for the making, erecting, building, improving, equipping and operating of buildings, works, constructions, undertakings, developments, projects, whether public or private, of all sorts and descriptions, and in connection therewith, to carry on in their respective branches the operations of builders and general contractors, under the name of "Rochon & Pa-

raux, sous le nom de "Rochon & Parent Cie, Ltée", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douzième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11789-o L. DESILETS.

"Service Social de la Miséricorde"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Monseigneur Albert Valois, vicaire général, Lucien Roux, avocat, Marie-Louise Giroux, en religion: Mère Ste-Madeleine de Pazzi, S.M., dépositaire générale, Marie-Antoinette Daveluy, en religion: Sœur Ste-Berthe, S.M., supérieure, docteur Hector Sance, médecin, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sauvegarder, protéger, secourir et aider les filles-mères et leurs enfants;

Encourager et promouvoir l'éducation et l'instruction des filles-mères;

Aider les jeunes filles dont la vie familiale est désorganisée;

Promouvoir les principes de charité et de sens social;

Créer et maintenir un ou des bureaux de placement, sous le nom de "Service Social de la Miséricorde".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuvième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11790-o L. DESILETS.

"Stanley Foisy Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Horace Boutin, comptable, André Sabourin, avocat, et Hortense Sabourin, sténographe, fille majeure, tous de St-Jean, district d'Iberville, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en gros ou en détail ou en gros et en détail, le commerce de marchands de fer, ferronnerie et quincaillerie et de toutes marchandises en fer, cuivre ou acier ou en tous autres matériaux similaires ou analogues; et poursuivre toutes les opérations se rapportant à ce commerce, sous le nom de "Stanley Foisy Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$49,800.00, divisé en 300 actions ordinaires de \$100.00 chacune et 198 actions privilégiées de \$100.00 chacune, ces dernières devant porter 5% d'intérêt par année sans comporter droit de vote pour le détenteur.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district d'Iberville.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuvième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11791-o L. DESILETS.

rent Cie, Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1945.

L. DESILETS,
11789 Deputy Attorney General.

"Service Social de la Miséricorde"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Monsignor Albert Valois, vicar general, Lucien Roux, advocate, Marie-Louise Giroux, in religion: Mother Ste-Madeleine de Pazzi, S.M., general depository, Marie-Antoinette Daveluy, in religion: Sister Ste-Berthe, S.M., superior, doctor Hector Sance, physician, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To safeguard, protect, help and assist unmarried mothers and their children;

To encourage and promote the education and instruction of unmarried mothers;

To assist young girls whose family life has been disorganized;

To promote the principles of charity and social justice;

To create and maintain one or more employment offices, under the name of "Service Social de la Misericorde".

The amount to which the annual revenue derived from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1945.

L. DESILETS,
11790 Deputy Attorney General.

"Stanley Foisy Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1945, incorporating: Horace Boutin, accountant, André Sabourin, advocate, and Hortense Sabourin, stenographer, spinster, all of St-Jean, district of Iberville, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business, wholesale or retail, or wholesale and retail, as dealers in iron, ironware and hardware, and in any iron, copper or steel merchandise, or in any other same or similar materials and engage in any operations connected with such business, under the name of "Stanley Foisy Limitée".

The amount of the capital stock of the company will be \$49,800, divided into 300 common shares of \$100 each and 198 preferred shares of \$100 each, the latter bearing 5% interest per annum, without voting right for the holder of said shares.

The head office of the company will be at Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1945.

L. DESILETS,
11791 Deputy Attorney General.

"St. Lawrence Plantations Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du huitième jour de novembre 1945, constituant en corporation: G. Ross Braner, Antony Marchand, cultivateurs, et Burton H. Clifford, commerçant, tous de Rathven, Ontario, dans les buts suivants:

Procéder à l'exploitation et à la culture en général de ferme ainsi qu'à diverses autres industries dérivant de l'exploitation de ferme, et plus spécialement, procéder à la culture, à la préparation, à la transformation, à la vente en gros et en détail, à l'état naturel ou manufacturé de tous les types de tabac, à cigare, à cigarette et de toutes les autres variétés sous toutes les formes compatibles avec les dispositions de la loi et de tous les produits agricoles en général, sous le nom de "St. Lawrence Plantations Limited", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 500 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, au N° 607 Sun Life Building.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

11792-o

"St. Lawrence Plantations Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of November, 1945, incorporating: G. Ross Braner, Antony Marchand, farmers, and Burton H. Clifford, trader, all of Rathven, Ontario, for the following purposes:

To carry on the operations and general cultivating of farms, and also various other industries derived from farming, and more especially to carry on the cultivation, preparation, transformation, and sale, wholesale and retail, whether in a natural or manufactured state, of tobacco of every kind, cigar tobacco, cigarette tobacco, and other varieties of tobacco under any form, compatible with the provisions of Law, and all agricultural products in general, under the name of "St. Lawrence Plantations Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal, at No. 607 Sun Life Building.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

11792

"Swank Art Dress Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Eli Tabachnick, Isidore Tessler, marchands, tous deux de la cité de Montréal, Samuel Stein, procureur, et Hylda Sherman, fille majeure, sténographe, les deux derniers de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter l'actif de Fine Art Dress Co., des cité et district de Montréal, comme une firme en exploitation;

Exercer le commerce comme négociant, importateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de tous tissus textiles, lainages, soieries, doublures et de tous autres tissus d'aucune description quelconque, et à cette fin, faire aucune et toutes autres choses s'y rapportant;

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des robes, manteaux, costumes, vêtements de sport pour dames, demoiselles, femmes et enfants, et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour dames;

Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants de vêtements, lainages, doublures, soieries vendables à base de commission ou autrement, sous le nom de "Swank Art Dress Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

11793

"Swank Art Dress Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1945, incorporating: Eli Tabachnick Isidore Tessler, merchants, both of the City of Montreal, Samuel Stein, attorney, and Hylda Sherman, spinster of the full age of majority, stenographer, the two latter of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase the assets of Fine Art Dress Co., of the City and District of Montreal, as a going concern;

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings, and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies', misses', women's and children's dresses, coats, suits, sportswear, and to manufacture women's wearing apparel of any description whatsoever;

To represent manufacturers, distributors, jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers for all marketable wearing apparel, woollens, linings, silks on a commission basis or otherwise, under the name of "Swank Art Dress Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

11793-o

"Topper Plastics Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treize novembre 1945, constituant en corporation: Arthur Abrams, Harry Propas, industriels, Bessie Green, ménagère, épouse séparée de biens de Arthur Abrams et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Sue Sybil Kanevsky, ménagère, épouse séparée de biens de Harry Propas et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir "Topper Plastics" comme une firme en exploitation;

Manufacturer, acheter, exporter, importer et en général faire le commerce, en gros et en détail, de nouveautés de tout genre et description y compris des ornements, bijoux, boucles, broches et spécialités de quincaillerie;

Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer et en général faire le commerce, en gros et en détail, d'articles domestiques, d'industrie et de décoration de toute nature faits en plastique, sous le nom de "Topper Plastics Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Nul actionnaire n'aura le droit de transférer ses actions à moins que le transfert n'ait été autorisé et sanctionné par une résolution passée à une assemblée des directeurs à laquelle tous étaient présents et ont voté en faveur du transfert;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treize novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11794

L. DÉSILETS.

"Topper Plastics Limited"

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the thirteenth day of November, 1945, incorporating: Arthur Abrams, Harry Propas, manufacturers, Bessie Green, housewife, wife separate as to property of Arthur Abrams and duly authorized by him for these presents, and Sue Sybil Kanevsky, housewife, wife, separate as to property of Harry Propas and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire Topper Plastics as a going concern;

To manufacture, buy, sell, export, import and generally deal, wholesale and retail, in novelties of all kinds and descriptions whatsoever including ornaments jewelry, buckles, broches and hardware specialties;

To manufacture, buy, sell, export, import and generally deal, wholesale and retail in domestic, industrial and decorative articles of any nature whatsoever made from plastics, under the name of "Topper Plastics Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

No shareholder shall be entitled to transfer his shares unless transfer has been authorized and sanctioned by a resolution adopted at a meeting of directors where all were present and voted in favour of the transfer;

The shareholders of the company shall be limited in number to twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

11794-o

Deputy Attorney General.

"Walker-Kingsbury Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Harold Burns Kingsbury, Frank Wright, comptables, et Jean Davidson, commis, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Etablir et maintenir dans la ville de Lachute, Québec, et ailleurs, un magasin de gros et de détail, et manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de papeterie, articles de sport, nouveautés, jouets, objets faits à la main, articles en cuir, cadeaux, outillage électrique et articles ménagers;

Exercer le commerce d'encadrement d'images et de photographie commerciale, et acheter, vendre et faire le commerce de bicyclettes, en faire la location et la réparation, sous le nom de "Walker-Kingsbury Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Lachute, district de Terrebonne, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11795

L. DÉSILETS.

"Walker-Kingsbury Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1945, incorporating: Harold Burns Kingsbury, Frank Wright, accountants, and Jean Davidson, clerk, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish and maintain in the Town of Lachute, Quebec, and elsewhere a wholesale and retail store, and to manufacture, buy, sell and deal in stationery, sporting goods, novelties, toys, handicrafts, leather goods, gifts, electrical and household equipment;

To carry on the business of picture framing and commercial photographers, and to buy, sell and deal in bicycles, rental and repair work, under the name of "Walker-Kingsbury Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the Town of Lachute, district of Terrebonne, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,

11795-o

Deputy Attorney General.

"Wong Bros Incorporated"

"Wong Bros Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de novembre 1945, constituant en corporation: Henry-K. Wong, Peter Wong, George Wong, Willie Wong, James Wong, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1945, incorporating: Henry. K. Wong, Peter Wong, George Wong, Willie Wong, James Wong, clerks, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Le maniement d'immeubles dans toutes ses spécialités comme mandats ou agents;

The handling of real estate in all its branches as principals or agents;

Relativement au commerce de la compagnie, agir comme entrepreneurs, constructeurs et manufacturiers, comprenant, mais sans restreindre la généralité des termes, l'édification, l'érection, la démolition, la construction, la reconstruction, le remède ou la réparation de toute bâtisse ou bâtisses, sous le nom de "Wong Bros Incorporated".

In connection with the business of the company to act as contractors, builders and manufacturers including but without restricting the generality of the terms, the building, erection, demolishing, construction, reconstruction, remodeling or repairing of any building or buildings, under the name of "Wong Bros Incorporated".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$37,000, divisé en 20 actions ordinaires, catégorie A de \$100 chacune et en 950 actions ordinaires non-votantes de la catégorie B de \$100 chacune.

The amount of the capital stock of the Company is to be \$97,000.00, divided into 20 common shares class A of \$100.00 each and 950 non-voting common shares class B of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de novembre 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1945.

L'Assistant-procureur général,
11796 L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
11796-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"A. Bélanger (Hull) Limitée"

"A. Bélanger (Hull) Limitée"

Avis est donné en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de novembre 1945, à la compagnie "A. Bélanger (Hull) Limitée" ratifiant la résolution adoptée à l'assemblée spéciale de ses actionnaires, tenue le 3 novembre 1945, aux fins d'étendre les pouvoirs corporatifs de la compagnie.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventh day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "A. Bélanger (Hull) Limitée" ratifying the resolution adopted at the special meeting of its shareholders, held on November 3rd, 1945, for the purpose of extending the corporate powers of the company.

Daté du bureau du Procureur Général, le septième jour de novembre 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1945.

L'Assistant-procureur général,
11797-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
11797 Deputy Attorney General.

"A. Bélanger (Montréal) Ltée"

"A. Bélanger (Montréal) Ltée"

Avis est donné en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de novembre 1945, à la compagnie "A. Bélanger (Montréal) Ltée" ratifiant la résolution adoptée à une assemblée spéciale de ses actionnaires, tenue le 3 novembre 1945, aux fins d'étendre les pouvoirs corporatifs de la compagnie.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "A. Bélanger (Montréal) Ltée", ratifying the resolution adopted at a special meeting of its shareholders, held on the 3rd of November, 1945, for the purpose of extending the corporate powers of the company.

Daté du bureau du Procureur Général, le septième jour de novembre 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1945.

L'Assistant-procureur général,
11798-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
11798 Deputy Attorney General.

"A. Bélanger (Québec) Ltée"

"A. Bélanger (Québec) Ltée"

Avis est donné en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of November, 1945, were issued by the Lieutenant

mentaires, en date du septième jour de novembre 1945, à la compagnie "A. Bélanger (Québec) Ltée" ratifiant la résolution adoptée à l'assemblée spéciale de ses actionnaires, tenue le 3 novembre 1945, aux fins d'étendre les pouvoirs corporatifs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur Général, le septième jour de novembre 1945.

L'Assistant-Procureur général,
11799-o L. DÉSILETS.

"A. Bélanger (Sherbrooke) Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de novembre 1945, à la compagnie "A. Bélanger (Sherbrooke) Ltée" ratifiant la résolution adoptée à l'assemblée spéciale de ses actionnaires, tenue le 3 novembre 1945, aux fins d'étendre les pouvoirs corporatifs de la compagnie.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11800-o L. DÉSILETS.

"A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de novembre 1945, à la compagnie "A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée" ratifiant la résolution adoptée à l'assemblée spéciale de ses actionnaires, tenue le 3 novembre 1945, aux fins d'étendre les pouvoirs corporatifs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur Général, le septième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11801-o L. DÉSILETS.

"A. Bélanger (Verdun) Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de novembre 1945 à la compagnie "A. Bélanger (Verdun) Ltée" ratifiant la résolution adoptée à l'assemblée spéciale de ses actionnaires, tenue le 3 novembre 1945, aux fins d'étendre les pouvoirs corporatifs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur Général, le septième jour de novembre 1945.

L'Assistant-Procureur général,
11802-o L. DÉSILETS.

"Aluminum Guild Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de novembre 1945, changeant le nom de la compagnie "Designed Products Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er octobre 1945, en celui de: "Aluminum Guild Limited".

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11803 L. DÉSILETS.

Governor of the Province of Quebec, to the company "A. Bélanger (Québec) Ltée" ratifying the resolution adopted at the special meeting of its shareholders, held on November 3rd, 1945, for the purpose of extending the corporate powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11799 Deputy Attorney General.

"A. Bélanger (Sherbrooke) Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventh day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "A. Bélanger (Sherbrooke) Ltée", ratifying the resolution adopted at the special meeting of its shareholders, held on November 3rd, 1945, for the purpose of extending the corporate powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11800 Deputy Attorney General.

"A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventh day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée" ratifying the resolution adopted at the special meeting of its shareholders, held on November 3rd, 1945, for the purpose of extending the corporate powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11801 Deputy Attorney General.

"A. Bélanger (Verdun) Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventh day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "A. Bélanger (Verdun) Ltée" ratifying the resolution adopted at the special meeting of its shareholders, held on November 3rd, 1945, for the purpose of extending the corporate powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11802 Deputy Attorney General.

"Aluminum Guild Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec changing the name of the company "Designed Products Limited", incorporated by letters patent dated October 1st, 1945, into that of: "Aluminum Guild Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11803-o Deputy Attorney General.

"Bouchard Corporation Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et unième jour de novembre 1945, changeant le nom de la compagnie "Belvedere Construction Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 novembre 1944, en celui de : "Bouchard Corporation Ltée".

Daté du bureau du Procureur Général, ce vingt et unième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11804-o L. DÉSILETS.

"Bouchard Corporation Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-first day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Belvedere Construction Inc.", incorporated by letters patent dated the 16th November, 1944, to that of: "Bouchard Corporation Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11804 Deputy Attorney General.

"British Textiles Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de novembre 1945, à la compagnie "British Textiles Limited", ratifiant son règlement N° 27, augmentant le capital-actions de la compagnie de \$20,000 à \$99,000, par la création de 790 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11805 L. DÉSILETS.

"British Textiles Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "British Textiles Limited", ratifying its By-Law N°27 increasing the capital stock of the company from \$20,000. to \$99,000. by the creation of 790 additional common shares of the par value of \$100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11805-o Deputy Attorney General.

"Dress-Town Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de novembre 1945, à la compagnie "Dress-Town Incorporated", ratifiant son règlement "Y" augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$99,000, par la création de 790 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11806 L. DÉSILETS.

"Dress-Town Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Dress-Town Incorporated", ratifying its By-Law "Y" increasing its capital stock from \$20,000. to \$99,000., by the creation of 790 additional common shares of the par value of \$100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11806-o Deputy Attorney General.

"Le Foyer Idéal, Limitée"
"Family Ideal Home Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et unième jour de novembre 1945, à la compagnie "Le Foyer Idéal, Limitée" — "Family Ideal Home Limited", augmentant ses pouvoirs en lui donnant le droit d'acheter, de vendre, d'échanger et de louer tous genres de biens immeubles.

Daté du bureau du Procureur Général, ce vingt et unième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11807-o L. DÉSILETS.

"Le Foyer Idéal, Limitée"
"Family Ideal Home Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Le Foyer Idéal, Limitée" — "Family Ideal Home Limited", increasing its powers by vesting it with the right to buy, sell, exchange and lease all kinds of immovable property.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11807 Deputy Attorney General.

"Power Lumber Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuvième jour de novembre 1945, à la compagnie "Power Lumber

"Power Lumber Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Power Lumber Company Limited".

Company Limited" ratifiant son Règlement N° XVI augmentant le capital-actions de la compagnie de \$20,000. à \$40,000. par la création de 20,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1. chacune.

Daté du bureau du Procureur Général, le dix-neuvième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11808-o L. DÉSILETS.

ratifying its By-law No. XVI increasing the capital stock of the company from \$20,000 to \$40,000 by the creation of 20,000 additional common shares of a par value of \$1. each.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11808 Deputy Attorney General.

"Radio Service Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dixième jour de novembre 1945, à la compagnie "Radio Service Incorporée", ratifiant son Règlement N° XV subdivisant les 200 actions ordinaires du capital-actions de la compagnie, d'une valeur au pair de \$100. chacune, en 800 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25. chacune.

Daté du bureau du procureur général, le dixième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11809-o L. DÉSILETS.

"Radio Service Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the tenth day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Radio Service Incorporée", ratifying its By-law No. XV subdividing the 200 common shares of the capital stock of the company, of a par value of \$100 each, into 800 common shares of a par value of \$25 each.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11809 Deputy Attorney General.

"Saguenay Power Company, Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour de novembre 1945, à la compagnie "Saguenay Power Company, Ltd.", ratifiant a) le règlement spécial "A" (1945) de ladite compagnie, augmentant son capital-actions par la création de cinquante mille (50,000) nouvelles actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune, lesquelles seront désignées "actions privilégiées cumulatives remboursables par fonds d'amortissement à 4¼%", et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées; b) son règlement spécial "B" (1945) fixant à deux millions cinq cent mille dollars (\$2,500,000) le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce à compter de la date desdites lettres patentes supplémentaires.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11810 L. DÉSILETS.

"Saguenay Power Company, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, Quebec Revised Statutes, 1941, to the company "Saguenay Power Company, Ltd.", ratifying a) Special By-Law "A" (1945) of the said company increasing its capital stock by the creation of fifty thousand (50,000) new preferred shares of the par value of One hundred dollars (\$100) each which shall be designated "4¼% Cumulative Redeemable Sinking Fund Preferred Shares", and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares; b) its Special By-Law "B" (1945) fixing at Two Million Five Hundred Thousand dollars (\$2,500,000) the amount of capital with which the company will carry on its business as and from the date of the said supplementary letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11810-o Deputy Attorney General.

"Salaison Maisonneuve Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douzième jour de novembre 1945, à la compagnie "Salaison Maisonneuve Limitée", ratifiant son Règlement "D" augmentant le capital-actions de la compagnie de \$20,000. à \$99,000. par la création de 790 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100. chacune, et son Règlement "E" augmentant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11811-o L. DÉSILETS.

"Salaison Maisonneuve Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twelfth day of November 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Salaison Maisonneuve Limitée", ratifying its By-law "D" increasing the capital stock of the company from \$20,000 to \$99,000 by the creation of 790 additional common shares of a par value of \$100 each, and its By-law "E" increasing the powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11811 Deputy Attorney General.

"Snowdon Garage Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour de novembre 1945, à la compagnie "Snowdon Garage Inc.", ratifiant son règlement No 7, augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$75,000, par la création de 550 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11812 L. DÉSILETS.

"Snowdon Garage Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Snowdon Garage Inc.", ratifying its By-Law No. 7 increasing its capital stock from \$20,000. to \$75,000. by the creation of 550 additional common shares of the par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11812-o Deputy Attorney General.

"S. Rossy Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de novembre 1945, à la compagnie "S. Rossy Inc.", ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital -actions de \$49,900 à \$250,000, par la création de 1501 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11813 L. DÉSILETS.

S. Rossy Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "S. Rossy Inc." ratifying its Special By-Law "A" increasing its capital stock from \$49,900. to \$250,000, by the creation of 1501 additional common shares of the par value of \$100 each and 500 preferred shares of the value of \$100. each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney general, this nineteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11813-o Deputy Attorney General.

"Stanley Drive Yourself System Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seizième jour de novembre 1945, changeant le nom de la compagnie "Ideal Drive-Yourself Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 février 1942, en celui de: "Stanley Drive Yourself System Inc."

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11814 L. DÉSILETS.

"Stanley Drive Yourself System Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, changing the name of the company "Ideal Drive-Yourself Inc.", incorporated by letters patent dated February 14th, 1942, into that of: "Stanley Drive Yourself system Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11814-o Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 240763. Dame Idessa Korpatva, demanderesse, vs Benjamin Schoel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause.

Montréal, le 5 décembre 1945.

Le Procureur de la demanderesse,
11815 JOHN M. SCHLESINGER.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 240763. Dame Idessa Korpatva, plaintiff; vs Benjamin Schoel, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, December 5th, 1945.

JOHN M. SCHLESINGER,
11815-o Attorney for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF—
Numéro 5091—
Québec, le 7 décembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—
CONCERNANT les sanctuaires pour l'élevage du castor.

ATTENDU que cinq territoires ont été réservés, dans différentes parties de la province, pour l'élevage des castors à l'état de la nature et que, en vertu des contrats passés soit avec la Compagnie de la Baie d'Hudson, soit avec le département fédéral des Mines et des Ressources, aucun castor ne pourra être trappé dans aucun de ces territoires ou sanctuaires avant que les castors ne se soient multipliés au point d'avoir atteint un nombre minimum de couples, de façon à justifier une récolte annuelle sans que le stock fondamental ne soit diminué;

VU le paragraphe 5 de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941:

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QU'IL soit défendu de chasser, tuer ou prendre des castors dans les réserves ou sanctuaires établis pour les fins d'élevage à l'état naturel, à l'exception des réserves suivantes où comme conséquence de l'accroissement naturel des castors, il soit permis d'en capturer au cours de la saison du 15 novembre 1945 au 30 avril 1946 inclusivement, au nombre maximum de 2,000 dans la réserve de Rupert House, 970 dans la réserve Nottoway et 840 dans la réserve Abitibi, conformément aux autres dispositions des contrats spéciaux entre le département et la Compagnie de la Baie d'Hudson et le département des Affaires Indiennes selon le cas, et sous peine des sanctions prévues à l'article 6 de la Loi de la chasse (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 153).

11839-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF—
Numéro 5087—
Québec, le 7 décembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—
CONCERNANT une modification au décret numéro 469 du 26 février 1942, et amendements.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district a présenté au Ministère du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 469, du 26 février 1942, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les cités des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, Grand'Mère, et un rayon de cinq (5) milles et dans la ville de Louiseville et un rayon de deux (2) milles;

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL—
Number 5091—
Québec, December 7th, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—
CONCERNING reserves for the raising of beaver.

WHEREAS five territories have been reserved, in different parts of the Province, for the raising of beaver in the natural state and that, in virtue of contracts made either with the Hudson's Bay Company or with the Federal Department of Mines and Resources, no beaver may be trapped in any of the said territories or reserves until beaver has multiplied sufficiently to attain a minimum number of couples, so as to justify an annual production without diminishing the basic stock;

In view of paragraph 5 of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941:

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:—

THAT it be prohibited to hunt, kill or take beaver in the reserves or sanctuaries established for the raising of beaver in the natural state, with the exception of the following reserves where, due to the natural increase of beaver, it be permitted to capture, during the season from the 15th of November, 1945, to the 30th of April, 1946 inclusively, a maximum number of 2,000 in the Rupert House Reserve, 970 in the Nottoway reserve and 840 in the Abitibi Reserve, in conformity with the other provisions of the special contracts between the Department and the Hudson's Bay Company and the Department of Indian Affairs, as the case may be, and subject to the penalties provided for in section 6 of the Game Laws (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 153).

11839 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL—
Number 5087—
Québec, December 7th, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

—
CONCERNING an amendment to the decree 469, of February 26th, 1942, and amendments.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Trois-Rivières has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 469, of February 26th, 1942, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the cities of Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, Grand'Mère and a radius of five (5) miles and in the town of Louiseville and a radius of two (2) miles;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 octobre 1945;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du travail a approuvé les dispositions de ladite requête concernant la durée du travail, par décision rendue à sa séance du 13 novembre 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 469 soit modifié de la façon suivante:

Les heures de travail des barbiers, coiffeurs et coiffeuses pour hommes de la zone III, apparaissant au paragraphe "a" de l'article V, sont remplacées par les suivantes:

"Zone III: — Barbiers, coiffeurs et coiffeuses pour hommes:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Il est toutefois, permis de servir les clients entrés avant l'expiration des périodes de travail ci-haut mentionnées."

A. MORISSET,

11856-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS the said request has been published in the issue of October 27th, 1945, of the *Quebec Official Gazette*;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional Labour Board has approved the provisions of the said request concerning the duration of labour, by a decision taken at its meeting of November 13th, 1945;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 469, be amended as follows:

The hours of work of barbers, men's male and female hairdressers of zone III, as shown in subsection "a" of section V, are replaced by the following:

"Zone III: — Barbers, men's male and female hairdressers:

On Monday: from 8 00 a.m. to 12.00 noon;

On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

On Friday, Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

It is permitted however, to serve customers who came into the shop or parlor before the expiration of the periods of work above mentioned."

A. MORISSET,

11856-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 5086

Québec, le 7 décembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 3751, du 17 décembre 1943 et amendements, relatif aux métiers de barbier, de coiffeur et de coiffeuse dans les comtés ci-haut mentionnés;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 octobre 1945;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 3751 soit modifié de la façon suivante:

1° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "d" de l'article IV:

"Cependant, dans les limites de la cité de Joliette, le congé du lundi est valable pour tous les mois de l'année dans les salons de coiffure et les heures de travail doivent se terminer à 7.00 p.m. le samedi et la veille des fêtes chômées."

2° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "e" de l'article IV:

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 5086

Quebec, December 7th, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Berthier, L'Assomption and Montcalm.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Joint Committee of the Master and Employee-Barbers and Hairdressers of the Counties Joliette, Berthier, L'Assomption and Montcalm has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3571, of December 17th, 1943, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the counties above mentioned;

WHEREAS the said request has been published in the issue of October 6th, 1945, of the *Quebec Official Gazette*.

WHEREAS objections have been made against the said request and they were submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:—

THAT the said decree, number 3751, be amended as follows:

1. The following paragraph is added to subsection "d" of section IV:

"However, within the limits of the City of Joliette, the Monday holiday applies to every month of the year in the hairdressing parlors and the hours of work shall end at 7.00 p.m. on Saturday and holiday eves."

2. The following paragraph is added to subsection "e" of section IV:

"Pour fins de vérification des heures de fermeture et dans les limites de la cité de Joliette seulement, le local réservé pour l'exercice du métier doit être séparé de tout endroit affecté à d'autres fins, comme les restaurants, salles de billard, etc., et ne sont considérés comme clients entrés avant l'expiration de la durée des heures de travail que ceux qui sont dans ce local réservé."

3° Le paragraphe "i" suivant est ajouté à l'article VII:

"i.— Tout apprenti doit travailler sous la surveillance d'une personne possédant un certificat de qualification comme barbier, coiffeur ou coiffeuse."

11855-0 A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 5045

Québec, le 7 décembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil

CONCERNANT la prolongation, de deux ans, de la période pendant laquelle la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers régira le village minier de Cadillac.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Mines et de l'honorable ministre des Affaires municipales:

QUE sous l'autorité de l'article 10 de la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 246 et 9 Georges VI, chapitre 55, section 1), la période de cinq années pendant laquelle la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers régirait une municipalité de village constituée sous son autorité, soit prolongée de deux ans dans le cas du village minier de Cadillac, érigé comme tel par des lettres patentes publiées dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 décembre 1940, à la page 3822.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié sous l'autorité de l'article 10 de la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers: (S.R.Q. 1941, ch. 246 et 9 Geo. VI, ch. 55, section 1).

Québec, le 10 décembre 1945.

11830-0 Le Ministre des Affaires municipales,
BONA DUSSAULT.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 5046

Québec, le 7 décembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la prolongation, de deux ans, de la période pendant laquelle la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers régira le village minier de Pascalis.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Mines et de l'honorable ministre des Affaires municipales:

QUE, sous l'autorité de l'article 10 de la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers, (Statuts refondus de Québec, 1941, cha-

"To facilitate the checking of closing hours, and within the limits of the City of Joliette only, the premises used for the carrying out of the trade shall be separated from any place assigned to other purposes, such as restaurants, pool rooms, etc., and only the customers on the said premises may be considered as having entered before the expiration of the duration of working hours."

3. The following subsection "i" is added to section VII:

"i.— Every apprentice shall work under the continuous direction of a person holding a certificate of competency as master-barber or master-hairdresser."

11855-0 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 5045

Quebec, December 7th, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension, for two years, of the period wherein the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages shall govern the mining village of Cadillac.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Mines and the Honourable the Minister of Municipal Affairs:

THAT under authority of section 10 of the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages. (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 246 and 9 Georges VI, chapter 55, section 1), the period of five years during which the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages governs a village municipality constituted under its authority, be extended for two years in the case of the mining village of Cadillac, erected as such by letters patent published in the *Quebec Official Gazette* of the 21st of December, 1940, on page 3822.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Published under authority of section 10 of the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages: (R.S.Q., 1941) chap. 246 and 9 Geo. VI, chap. 55, section 1).

Québec, December 10th, 1945.

11830 BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 5046

Quebec, December 7th, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension, for two years, of the period wherein the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages shall govern the mining village of Pascalis.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Mines and the Honourable the Minister of Municipal Affairs:

THAT under authority of section 10 of the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages. (Revised Statutes of Québec, 1941,

pitre 246, et 9 Georges VI, chapitre 55, section 1), la période de cinq années pendant laquelle la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers régit une municipalité de village constituée sous son autorité, soit prolongée de deux ans dans le cas du village minier de Pascalis, érigé comme tel par des lettres patentes publiées dans la Gazette officielle de Québec du 21 décembre 1940, à la page 3823.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié sous l'autorité de l'article 10 de la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers: (S.R.Q. 1941, ch. 246 et 9 Geo. VI, ch. 55, section 1).

Québec, le 10 décembre 1945.
Le Ministre des Affaires municipales,
11831-o BONA DUSSAULT.

chapter 246 and 9 Georges VI, chapter 55, section 1), the period of five years during which the Act respecting the municipal Organization of Mining Villages governs a village municipality constituted under its authority, be extended for two years in the case of the mining village of Pascalis, erected as such by letters patent published in the Quebec Official Gazette of the 21st of December, 1940, on page 3823.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Published under authority of section 10 of the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages: (R.S.Q., 1941, chap. 246 and 9 Geo. VI, chap. 55, section 1).

Québec, December 10th, 1945.
BONA DUSSAULT,
11831 Minister of Municipal Affairs.

Avis divers

"PROVINCIAL LUMBER COMPANY"
"LA COMPAGNIE DE BOIS PROVINCIALE"

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Provincial Lumber Company" — "La Compagnie de Bois Provinciale" tenue le 12 novembre 1945, à laquelle étaient présents tous les directeurs.

"Il est résolu que le nombre des directeurs soit fixé à 5."

Coi fixé par le vote unanime des actionnaires à une assemblée tenue où tout le capital émis était représenté.

Certifié vraie copie.

11832-o Le Secrétaire,
C. BOURDEAU.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois d'Estcourt, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le six décembre 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Estcourt, district de Kamouraska.

11846-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de la British Rubber Company of Canada Limited" — "British Rubber Company of Canada Limited Employees Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le onze décembre 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Lachine, district de Montréal.

11853-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

"PROVINCIAL LUMBER COMPANY"
"LA COMPAGNIE DE BOIS PROVINCIALE"

Excerpt from the minutes of a meeting of the directors of Provincial Lumber Company — "La Compagnie de Bois Provinciale," held on the 12th day of November, 1945 at which all the directors were present.

"It is resolved that the number of directors be fixed to 5."

Coi fixé par le vote unanime des actionnaires à une assemblée tenue où tout le capital émis était représenté.

Certified true copy.

11832 C. BOURDEAU,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois d'Estcourt, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on December sixth, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Estcourt, district of Kamouraska.

11846 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(The Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de la British Rubber Company of Canada Limited" — "British Rubber Company of Canada Limited Employees Association" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary on December eleventh, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Lachine, District of Montreal.

11853 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Abattoirs du Saguenay", en date du 20 novembre 1945, dont le siège social est à St-Bruno, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11852-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Abattoirs du Saguenay", under date the 20th day of November, 1945, whereof the head office is at St-Bruno, county of Lake St. John, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11852 Under Secretary of the Province.

"LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION DES BOULEVARDS DU QUÉBEC"
"QUEBEC BOULEVARDS CONSTRUCTION COMPANY"

Règlement No 68

(augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre). "Le nombre des directeurs de la compagnie est porté à quatre."

Vraie copie.

11816-0 Le Secrétaire,
LOUIS DUSSAULT.

"LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION DES BOULEVARDS DU QUÉBEC"
"QUEBEC BOULEVARDS CONSTRUCTION COMPANY"

By-law No. 68

(Increasing the number of directors from three to four).

"The number of directors of the company will be increased to four".

True Copy.

11816 LOUIS DUSSAULT,
Secretary.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

Avis public est par les présentes donné que La Caisse Populaire d'Issoudun, constituée en corporation en vertu de la Loi des Syndicats Coopératifs de Québec et mise en liquidation par résolution des Sociétaires en date du 2 décembre 1943, a, à une assemblée générale spéciale dûment convoquée et tenue le 28 mai 1945, décidé de discontinuer et d'abandonner les procédures de liquidation et de reprendre ses opérations.

Cette résolution des sociétaires a été approuvée le 20 novembre 1945, par jugement de l'honorable Juge Alfred Savard, siégeant dans et pour le district de Québec.

Issoudun, le 23 novembre 1945.

LA CAISSE POPULAIRE D'ISSOUDUN,
Par le Procureur,
11817-0 GUY HUDON.

Public Notice is hereby given that "La Caisse Populaire d'Issoudun" incorporated under the Quebec Cooperative Syndicates' Act, and declared "in liquidation" by resolution of the members, bearing date December 2nd, 1943, has, at a special, general meeting duly called and held on May 28th, 1945, decided to discontinue and abandon the winding-up proceedings and to resume its business.

Said resolution of the members was approved on November 20th, 1945, by judgment of Honourable Justice Alfred Savard, sitting in and for the district of Quebec.

Issoudun, November 23rd, 1945.

LA CAISSE POPULAIRE D'ISSOUDUN,
per GUY HUDON,
11817 Attorney.

THE THREE RIVERS CLUB INCORPORATED
LE CLUB TROIS-RIVIÈRES INCORPORÉ

Règlement No IV

Élection des directeurs et des officiers.

1. La compagnie et le club seront administrés par un bureau de direction de douze (12) directeurs qui doivent être membres-actionnaires qualifiés.

Adopté.

Le Président,
J. H. FREGEAU.
Le Secrétaire,
J. A. DONAT CHAGNON.

Copie conforme certifiée de l'article 1 du règlement N° IV passé à l'assemblée des directeurs de ladite compagnie, tenue le 22 octobre 1945, et approuvé par le vote unanime des actionnaires présents et représentés à l'assemblée générale annuelle tenue le 16 novembre 1945, et convoquée pour considérer, entre autres choses, ledit règlement N° IV.

11818 Le Secrétaire,
W. D. TOD.

THE THREE RIVERS CLUB INCORPORATED
LE CLUB TROIS-RIVIÈRES INCORPORÉ

By-law No. IV

Election of Directors and Officers.

1. The Company and the Club shall be administered by a Board of twelve (12) Directors who must be share-holder-members in good standing.

Adopted.

J. H. FREGEAU,
President.
J. A. DONAT CHAGNON,
Secretary.

Certified a true copy of article I of By-law No. IV passed at the meeting of the Directors of the said Company, held on October 22nd, 1945, and approved by the unanimous vote of the shareholders present and represented at the annual general meeting held on November 16th, 1945, and called for considering, among other matters, the said By-law No. IV.

11818-0 W. D. TOD,
Secretary.

AVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que "La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent," ayant son bureau principal en la ville de Rimouski, dans le comté de Rimouski, se propose de demander l'autorisation de faire faire un barrage pour développement hydraulique sur le cours d'eau, étant la rivière Métis, qui traverse sa propriété entre les lots 454A et 455A du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Flavie et le lot 97 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Octave-de-Métis, fief Pachot.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé aux bureaux des divisions d'enregistrement de Matane et de Rimouski.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

LA COMPAGNIE DE POUVOIR DU
BAS ST-LAURENT,
Par les Procureurs,
GAGNON & GAGNON.

11671-48-4-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Maisons Pré-fabriquées de Québec Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatre décembre 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 19, rue Caron, Québec, district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

11820-o

PRÉSIDENTS D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire les nominations suivantes:

District électoral Electoral District	Noms Names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Gatineau	Perrier, Martin	rentier-annuitant	Aylmer, (Gatineau)
Lac Saint-Jean	Fleury, Oswald (a)	Opérateur de contrôle-Control operator	L'Île Maligne, (Lac Saint-Jean)
Montréal-Ouestmont	Filion, Jean	avocat-advocate	Ville Mont-Royal.
Pontiac	Eades, R.-P.	Marchand général-general merchant	Shawville, (Pontiac)

(a) En remplacement de M. Herman Gauthier, démissionnaire.-(a) Replacing Mr. Herman Gauthier, retired.

Le présent avis est donné conformément à l'article 19, de la Loi électorale de Québec.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN.

11823-o

NOTICE

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water Course Act, that "La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent", having its head office in the Town of Rimouski, in the county of Rimouski, intends to apply for authorization to have a dam built for hydraulic development on the water-course, being the Métis river, which crosses its property between lots 454A and 455A of the official cadastre for the parish of Ste-Flavie and lot 97 of the official cadastre for the parish of St-Octave-de-Métis, fief Pachot.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications indicating the site chosen for the construction of the said works and the land to be affected by the backing up of the waters, has been sent to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of said plan and specifications has been deposited at the offices of the Registration Divisions of Matane and Rimouski.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

LA COMPAGNIE DE POUVOIR DU
BAS ST-LAURENT,
Per GAGNON & GAGNON,
Attorneys.

11671-48-4

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Maisons Pré-fabriquées de Québec Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on December 4th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at No. 19 Caron street, Québec, district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,

11820

Under Secretary of the Province.

RETURNING-OFFICERS

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advise and consent of the Executive Council to appoint, by commission under the Great Seal, the persons whose names follow:

The present notice is given in conformity with Article 19, of the Quebec Election Act.

FRANÇOIS DROUIN,
Chief Returning-Officer.

11823-o

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Rivière-au-Tonnerre", en date du 9 novembre 1945, dont le siège social est à Rivière-au-Tonnerre, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11822-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Hâvre St-Pierre", en date du 2 novembre 1945, dont le siège social est à Hâvre St-Pierre, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11821-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné qu'à l'expiration de deux mois à compter de la date de publication du présent avis, Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour demander l'autorisation de faire avec The Shawinigan Water and Power Company l'échange d'un autre terrain contre une partie du terrain actuellement possédé par Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company pour des fins de sépulture.

Le terrain à être donné en échange se décrit comme suit:

Un certain lopin de terre situé à Shawinigan Falls, faisant partie du lot de subdivision numéro quatre-vingt du lot cadastral numéro six cent vingt-sept (627-P. 80) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, et décrit en outre comme suit: étant partie du lot 627-80 de forme triangulaire, mesurant sur la ligne nord deux cent quarante-quatre pieds, sur la ligne est cinquante et un pieds et neuf pouces et sur la ligne ouest deux cent trente-huit pieds et trois pouces, comprenant six mille cent quatre-vingt-quatre pieds carrés de superficie, le tout plus ou moins, mesure anglaise, et borné comme suit: au nord et au nord-est par l'emprise des Canadian National Railways, au sud-est par le lot numéro six cent vingt-sept-quatre-vingt (627-80), et au sud et au sud-ouest, par le lot six cent vingt-sept-quatre-vingt-trois (627-80-3).

Le terrain à être acquis en échange se décrit comme suit:

Le lot numéro 627-80-5, étant un morceau de terrain de forme rectangulaire, borné vers le nord par une portion non subdivisée du lot numéro 627-80; vers l'est, par le lot numéro 627-80-7; vers le sud, par le lot numéro 627-80-5; vers l'ouest, par le lot numéro 627-80-3; mesurant cent neuf pieds (109') de front par cent pieds (100') de profondeur et formant une superficie de dix mille neuf cents pieds carrés (10,900') mesure anglaise.

Shawinigan Falls, 19 décembre 1945.

Les Procureurs de Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company,
11819-o DÉSILETS et DESHAIES.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Rivière-au-Tonnerre", under date the ninth day of November 1945, whereof the head office is at Rivière-au-Tonnerre", county Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI
11822 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Hâvre St-Pierre", under date the second day of November 1945, whereof the head office is at Hâvre St-Pierre, county Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11821 Under Secretary of the Province.

NOTICE

Notice is hereby given that after two months from the date of the publication of the present notice, Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company will apply to the Lieutenant-Governor in Council asking for the authorization to make with The Shawinigan Water & Power Company an exchange of other land for a portion of the land actually held by Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company for burial purposes.

The land to be given in exchange is described as follows:

A certain piece of land situated at Shawinigan Falls, forming part of subdivision lot number eighty of cadastral lot number of six hundred and twenty-seven (627-p. 80) of the official plan and book of reference for the parish of Ste. Flore, and further described as follows: being a part of lot No. 627-80 of triangular form, measuring in the northerly line two hundred and forty-four feet, in the easterly line fifty-one feet and nine inches, and in the westerly line two hundred and thirty-eight feet and three inches, containing an area of six thousand one hundred and eighty-four square feet, the whole being more or less, English measure, and bounded as follows: to the north and north-east by the right of way of the Canadian National Railways, to the south-east by lot number six hundred and twenty-seven-eighty (627-80), and to the south and south-west by lot number six hundred and twenty-seven-eighty-three (627-80-3).

The land to be acquired in exchange is described as follows:

Lot number 627-80-5, being a tract of land of rectangular form bounded towards the North by an unsubdivided part of lot number 627-80; towards the East by lot number 627-80-7; towards the South by lot number 627-80-6; towards the West by lot number 627-80-3; measuring one hundred and nine feet (109') in front, by one hundred feet (100') in depth containing an area of ten thousand nine hundred square feet (10,900') english measure.

Shawinigan Falls, December 10, 1945.

DÉSILETS and DESHAIES,
Attorneys for Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company.
11819-o

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-Cléophas", en date du 18 novembre 1945, dont le siège social est à St-Cléophas, comté de Matapédia, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11879-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Saint-Denis de Brompton", en date du 2 décembre 1945, dont le siège social est à Saint-Denis de Brompton, comté de Richmond, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 12 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11878-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité du Lac Saint-Jean", en date du 29 novembre 1945, dont le siège social est à Saint-Bruno, comté de Lac Saint-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11880-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés du Caoutchouc de Sherbrooke", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 novembre 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sherbrooke, district de St-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11869-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Dixville", en date du 2 décembre 1945, dont le siège social est à Dixville, comté de Stanstead, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 12 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11863-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-Cléophas", under date the 18th day of November, 1945, whereof the head office is at St-Cléophas, county of Matapedia, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11879 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Saint-Denis de Brompton" under date the 2nd day of December, 1945, whereof the head office is at Saint-Denis de Brompton, county of Richmond, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11878 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité du Lac Saint-Jean" under date the 29th day of November, 1945, whereof the head office is at Saint-Bruno, county of Lake Saint John, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11880 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Association des Employés du Caoutchouc de Sherbrooke", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 27th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, district of St. Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
11869 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Dixville", under date the 2nd day of December, 1945, whereof the head office is at Dixville, county of Stanstead, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11863 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Frontenac", en date du 10 novembre 1945, dont le siège social est à Lambton, comté de Frontenac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 12 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11864-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Newport", en date du 27 novembre 1945, dont le siège social est à Sawyerville, comté de Compton, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11877-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Frontenac", under date the 10th. day of November, 1945, whereof the head office is at Lambton, county of Frontenac, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11864 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Newport", under date the 27th day of November, 1945, whereof the head office is at Sawyerville, county of Compton, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11877 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandons de

CENTERLINE MINES LIMITED

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Centerline Mines Limited" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 11 décembre, 1945.
11847-o Le Secrétaire,
R. MILLER,

NORRMAQUE MINES LIMITED

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Norrmaque Mines Limited" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 11 décembre, 1945.
11848-o Le Secrétaire,
R. MILLER.

Compagnie autorisée à faire
des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Prince Matchabelli, Inc.", une corporation incorporée en vertu des lois de l'État de New York, États Unis d'Amérique, a été autorisée à exercer ses affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux cor-

Charters — Surrenders of

CENTERLINE MINES LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Centerline Mines Limited", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, December 11th, 1945.
11847-o R. MILLER,
Secretary.

NORRMAQUE MINES LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Norrmaque Mines Limited" hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, December 11, 1945.
11848-o R. MILLER,
Secretary.

Company Licensed to do
Business

Notice is hereby given that "Prince Matchabelli, Inc.", a corporation incorporated under and by virtue of the laws of the State of New York, United States of America, has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted

porations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujette aux mêmes formalités présentement en vigueur dans cette Province.

Son agent principal dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de ladite Province, est M. Paul Charles Casey, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation est établi à 1015 rue St-Alexandre, dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce trentième jour de novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11824 JEAN BRUCHÉSI.

to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities now in force in this Province.

Its chief agent in the Province of Quebec, for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within said Province, is Mr. Paul Charles Casey, Advocate and King's Counsel, of the City of Montreal.

The principal office of the Corporation is established at 1015 St. Alexander Street, in the City of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11824-o Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis est par la présente donnée que la "Corporation des Srs de Ste-Croix et de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs" s'adressera à la prochaine session de la Législature de Québec pour obtenir une loi amendant sa charte et définissant les limites dans lesquelles elle pourra acquérir et posséder les propriétés mobilières et immobilières.

Montréal, le 4 décembre 1945.

PATENAUDE, PATENAUDE, HÉBERT,
11835-50-4-o TRAHAN, HODGE & MERCIER.

Avis est par les présentes donné que la Succession de feu Joseph Charest, en son vivant de la Cité de Québec, sellier, représentée par son exécuteur-testamentaire J.-Eugène Corriveau, employé civil, et Mademoiselle Marie-Louise Charest, fille majeure, tous deux de la Cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine Session, pour faire ratifier la Convention de vendre passée entre les dits représentants de la Succession et Lennox St. John Teakle, quincaillier, de la Cité de Québec, par acte notarié reçu devant Arthur E. P. Scott, Notaire, résidant et exerçant à Québec, le vingt-huit novembre, 1945 et affectant l'immeuble désigné sous le numéro 929 du cadastre officiel du Quartier St-Roch, Québec.

Québec, le 7ième jour de décembre, 1945.

L'Avocat des pétitionnaires,
11836-50-4-o PAUL ROBITAILLE.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la St. George's Society of Montreal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi amendant sa charte (23 Victoria, chapitre 141) en ce qui concerne l'emploi de son capital; le placement de ses fonds; et la valeur annuelle des biens immobiliers qui peuvent être possédés par la corporation; et pour d'autres fins.

Montréal, le 7 décembre 1945.

Les Procureurs de la requérante,
11838-50-4 MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIER.

Applications to Legislature

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation des "Srs Ste-Croix et de Notre-Dame des Sept-Douleurs" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act amending its charter and stating to what extent the Corporation will have the power to acquire and possess moveables and immoveables.

Montreal, December the 4th, 1945.

PATENAUDE, PATENAUDE, HÉBERT,
11835-50-4-o TRAHAN, HODGE & MERCIER.

Notice is hereby given that the estate of the late Joseph Charest, in his life time of the City of Quebec, saddle-maker, represented by his testamentary executor J.-Eugène Corriveau, civil employee, and Miss Marie Louise Charest, spinster, both of the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the ratification of a deed of agreement and promise of Sale signed between the said representatives of the estate and Lennox St. John Teakle, hardware merchant, of the Quebec city, as per deed before Arthur E. P. Scott, Notary, of Quebec, on november the 28th 1945, and affecting the immovable property known and designated as number 929 upon the official plan and Book of reference for the cadastre of St-Roch Ward, Québec.

Quebec, December, 7th, 1945.

PAUL ROBITAILLE,
11836-50-4-o Attorney for the petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that the St. George's Society of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act amending its Charter (23 Victoria, Chapter 141) with respect to the use of its capital; the investment of its funds; and the annual value of the real estate which may be held by the corporation; and for other purposes.

Montreal, December 7th, 1945.

MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIER,
11838-50-4-o Solicitors for the Applicant.

AVIS

Avis est donné par les présentes que The Woman's General Hospital présentera requête à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour qu'une loi soit passée changeant son nom en Herbert Reddy Memorial Hospital et consolidant sa chartre afin de déterminer ses pouvoirs et buts.

Westmount, le 11 décembre 1945.

THE WOMAN'S GENERAL HOSPITAL,
Le Président,

11837-50-4-o

W.-R. BULLOCH.

NOTICE

Notice is hereby given that "The Woman's General Hospital" will Petition the Legislative Assembly of the Province of Québec to pass an act changing its name to "Herbert Reddy Memorial Hospital" and consolidating its Charter so as to define clearly its powers and purposes.

Westmount, December 11th, 1945.

THE WOMAN'S GENERAL HOSPITAL,
W.-R. BULLOCH,

11837-50-4-o

President.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Joliette et les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de la Ville de Joliette, dans le comté de Joliette, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins suivantes:

1° Annexer de nouveaux territoires à la Cité de Joliette, savoir:

Tout ce territoire formé par une partie de chacun des lots suivants, à savoir: 435, 434, 432, 428 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-Paul de Lavaltrie et partie du lot 426 aussi dudit cadastre mais faisant actuellement partie de la paroisse du village Saint-Pierre.

Ledit territoire est borné comme suit: au nord-est par la ligne de division sud-ouest de la Cité de Joliette et les parties des lots numéros 432, 426 étant déjà annexés à la cité de Joliette;

Au nord-ouest: par les parties des susdits lots 426, 428, 432, 434, 435 situés au nord-ouest de la ligne du Canadien National;

Au sud-est: par la ligne de division des lots numéros 435 et 436 dudit cadastre.

Ledit territoire formant une superficie de deux cent vingt et un arpents (plus ou moins).

2° Annexer de nouveaux territoires à la Municipalité Scolaire de la Ville de Joliette dans le comté de Joliette, savoir:

1.— Les lots ou parties de lots suivants, de la Municipalité Scolaire du Ruisseau St-Pierre, savoir:

a) cette partie du lot 494 du cadastre de la paroisse de St-Paul, depuis la limite nord-est du lot N° 422 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul, jusqu'à la ligne de division entre les lots 434 et 435 du dit cadastre;

b) cette partie des lots N° 422, 424, 425, 428, 432, 433 et 434 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul situés à l'est de la voie ferrée du Canadien National, laquelle est désignée au dit cadastre sous le n° 494;

c) Les lots de subdivision A, B, C, D, E, F, G, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, du lot originaire 425 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul;

d) les lots de subdivision 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, et 104 du lot originaire 426 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul;

e) cette partie du lot 428 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul situé à l'est de la dite voie ferrée et les lots de subdivision 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, et 27 du dit lot originaire no. 428;

f) lots de subdivision 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 du lot originaire no. 432 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul.

Public notice is hereby given that the city of Joliette and the School Commissioners of the municipality of the town of Joliette, in the county of Joliette, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the following purposes:

1o To annex new territories to the city of Joliette, namely:

All that territory formed by a part of each of the following lots, to wit: 435, 434, 432, 428 of the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of St-Paul de Lavaltrie and part of lot 426 also of said cadastre but actually forming part of the parish of the village of Saint-Pierre.

Said territory being bounded as follows: on the Northeast by the Southwest division line of the city of Joliette and the parts of lots 432, 426, already annexed to the city of Joliette;

On the Northwest: by the parts of aforesaid lots 426, 428, 432, 434, 435, situate on the Northwest of the Canadian National line;

On the Southeast by the division line of lots numbers 435 and 436 of said cadastre;

The said territory containing an area of two hundred and twenty-one arpents (more or less).

2o To annex new territories to the school municipality of the town of Joliette, in the county of Joliette, namely:

1.— The following lots or parts of lots of the school municipality of "Ruisseau St-Pierre", to wit:

a) That part of lot 494 of the cadastre for the parish of St-Paul, from the Northeast limit of lot No. 422 of said cadastre for the parish of St-Paul, to the division line between lots 434 and 435 of said cadastre;

b) That part of lots Nos. 422, 424, 425, 428, 432, 433, and 434 of said cadastre of the parish of St-Paul, situate on the East of the Canadian National Railway line, same being designated on said cadastre under No. 494.

c) Subdivision lots A, B, C, D, E, F, G, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, of the original lot 425 of said cadastre for the parish of St-Paul;

d) Subdivision lots 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, and 104, of the original lot 426 of said cadastre for the parish of St-Paul;

e) That part of lot 428 of the said cadastre for the parish of St-Paul situate on the East of said railway line and subdivision lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 27 of said original lot No. 428;

f) Subdivision lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 and 25 of original lot No. 432 of said cadastre for the parish of St-Paul.

2.— Les lots et parties de lots suivants de la Municipalité Scolaire de St-Paul de Lavaltrie, savoir:

Le lot N^o. 435, du cadastre de la paroisse de St-Paul et la partie du dit lot N^o. 94 du dit cadastre depuis la ligne nord-ouest du dit lot N^o. 435 et la ligne sud-est de ce lot.

3.— Les lots et parties de lots suivants de la Municipalité Scolaire de St-Charles-Borromée, savoir:

Le lot N^o. 6 du cadastre de la paroisse de St-Charles-Borromée et ses subdivisions, ainsi que les parties des lots nos. 68 et 69 du dit cadastre comprises dans les limites actuelles de la ville de Joliette.

3^o Bénéficiaire de certains articles de la Loi des Cités et Villes et abroger certains articles de la Loi 25-26 Georges V chap. 124;

4^o Obtenir de nouveaux pouvoirs sur les matières suivantes: dépenses du conseil, arrondissements de votation, votation du secrétaire-trésorier et nouveau dépouillement du scrutin; refonte des règlements, référendum, règlements concernant la protection de la personne et de la propriété et spécialement la construction, l'urbanisme, la garde des animaux, règlements sur la santé et la salubrité publiques et spécialement la coupe de la galee, le nombre de familles par logement, l'existence des usines et industries nuisibles à la santé, l'enlèvement des vidanges, les règlements concernant les voies et places publiques, et spécialement les lieux et endroits d'amusement, l'empietement, l'enlèvement de la neige, la circulation et le stationnement, les franchises de transport, le nombre de taxis, l'émission des licences et permis et leur suspension, le paiement des amendes et saisie, la compensation de l'eau, les règlements concernant le commerce et l'industrie et spécialement les jeux de bagatelle, les colporteurs, l'arrestation sans mandat, la correction des rôles d'évaluation et de perception, la subdivision des terrains, l'acquisition des rues, ruelles, et places publiques, les plaintes contre le rôle d'évaluation, le rang et privilège des taxes municipales, la réunion des taxes pour fins de perception, le taux de la taxe foncière, les taxes sur radios, primes d'assurance et téléphone, les contrats et autres fins.

Cité de Joliette, ce 11 décembre 1945.

Le Maire,

(signé) J. A. BOISVERT,

Le Secrétaire-trésorier,

(signé) CAMILLE BONIN

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE JOLIETTE.

Le Président,

(signé) ROBERT TELLIER,

Le Secrétaire-trésorier,

(signé) ZÉNON MICHAUD.

(Copie conforme)

CAMILLE BONIN,
Sec.-Trés. de la
Cité de Joliette.

11876-50-4-0

2.—The following lots and parts of lots of the school municipality of St-Paul de Lavaltrie, to wit:

Lot No. 435 of the cadastre for the parish of St-Paul, and the part of said lot No. 94 of said cadastre from the Northwest line of said lot No. 435 and the Southeast line of this lot.

3.—The following lots or parts of lots of the school municipality of St-Charles Borromée, to wit:

Lot No. 6 of the cadastre for the parish of St-Charles Borromée and its subdivisions, and also those parts of lots Nos. 68 and 69 of said cadastre, comprised within the actual limits of the town of Joliette.

3.—To have the benefit of certain sections of the Cities and Towns Act and to repeal certain sections of the Act 25-26 Georges V, chap. 124;

4.—To obtain new powers upon the following matters: expenses of the Council, polling districts, vote of the secretary treasurer and new counting of votes; revising of by-laws, referendum, by-laws concerning the protection of persons and property, and especially construction, town-planning, the keeping of animals, by-laws respecting health and public hygiene, and specially the cutting of ice, the number of families per dwelling, the existence of plants and industries dangerous to health, the removal of garbage, by-laws concerning public roads and places, and especially premises and places of amusement, encroachments, snow removal, traffic and parking, transportation franchises, number of taxis, issue of licenses and permits and the suspension thereof, payment of fines and seizure, water distribution, by-laws concerning business and industry and especially "bagatelle" games, pedlars, arrest without warrant, correction of valuation and collection rolls, subdivision of lands, acquiring of streets, lanes and public places, complaints against the valuation roll, the rank and privilege of municipal taxes, the consolidating of taxes for collection purpose, the rate of ground rent taxation, taxes on radios, insurance premiums, telephone, contracts and other purposes.

City of Joliette, December, 11th, 1945.

(signed) J. A. BOISVERT,
Mayor.

(signed) CAMILLE BONIN,
Secretary Treasurer.

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF JOLIETTE,

(signed) ROBERT TELLIER,
President.

(signed) ZÉNON MICHAUD,
Secretary Treasurer.

(True Copy)

CAMILLE BONIN,
Secretary Treasurer of the
City of Joliette.

11876-50-4

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N^o 43-45

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 43-45

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 4 décembre 1945, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montmagny;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou libre du lait dans les limites de la région de Montmagny.

2. La région de Montmagny comprend la ville de Montmagny et, contiguë à la ville de Montmagny, une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur de la municipalité de Saint-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, dans le district judiciaire de Montmagny.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Montmagny, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine, et onze sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 43-H-42 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 10 octobre 1942, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR. ÉMILE NADEAU
JULES CÔTÉ

GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission

11840-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 70-45

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 4 décembre 1945, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présent: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Mont-Joli;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou libre du lait dans les limites de la région de Mont-Joli.

2. La région de Mont-Joli comprend le village de Mont-Joli.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, 2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Mont-Joli, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

Meeting of Tuesday, December 4th 1945, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners; Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Montmagny;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montmagny.

2. The region of Montmagny includes the town of Montmagny, and a strip of land half a mile deep forming part of the municipality of Saint Thomas de la Pointe à la Caille, in the judicial district of Montmagny.

3. No person shall, within the limits of said region of Montmagny, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint, and eleven cents a quart.

The present order cancels Order No. 43-H-42 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for October 10th, 1942, and comes into force force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MESSRS. DR. ÉMILE NADEAU,
JULES CÔTÉ,

GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy

11840-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 70-45

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, December 4th, 1945, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Mont-Joli.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Mont-Joli.

2. The region of Mont-Joli includes the village of Mont-Joli.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

5. No person shall, within the limits of said region of Mont-Joli, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Mont-Joli, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 70-H-43A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 octobre 1943, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission.

11841-o de l'Industrie Laitière.

6. No person shall, within the limits of said region of Mont-Joli, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

The present Order cancels Order No. 70-H-43A, published in the *Quebec Official Gazette* for October 2nd 1943, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary,

11841-o Dairy Industry Commission.

Département de l'Instruction publique

N° 662-41

Québec, 12 décembre 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Liboire, dans le comté de Bagot, les lots 368 et 369 du cadastre officiel de la paroisse de St-Liboire et de les annexer à celle du village de St-Liboire, dans le même comté.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

11875-50-2-o

Department of Education

No. 662-41

Quebec, December 12th, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Liboire, in the county of Bagot, lots 368 and 369 of the official cadastre for the parish of St-Liboire, and to annex the same to that of the village of St-Liboire, in the same county.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

11875-50-2

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Dubuisson,
Division d'enregistrement de l'Abitibi

Avis est par la présente donné que les lots 38 à 43 du Rang VII sont amendés et les lots 37a, 37b et A du Rang VII sont ajoutés conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 14 novembre 1945.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

11826-o

Department of Lands and Forest

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Dubuisson
Registration Division of Abitibi

Notice is hereby given that lots 38 to 43 of Range VII are amended, and lots 37a, 37b and A of Range VII are added in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 14th, 1945.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

11826-o

AVIS

Cadastre Officiel de la Paroisse de Ste-Anne
(Maintenant Partie de la ville de Ste-Anne-de
Bellevue)

Division d'enregistrement de Montréal.

Avis est, par la présente, donné que les lots 127-26 à 127-35, 128-23 à 128-33, 128-49, à 128-57, 170B-20 à 170B-28, 170B-45 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 décembre 1945.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

11827-o

Official Cadastre of the Parish of Ste. Anne
(Now Part of the City of Ste-Anne de Bellevue)

Registration Division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 127-26 to 127-35, 128-23 to 128-33, 128-49 to 128-57, 170B-20 to 170B-28, 170B-45 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, December the 4th, 1945.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

11827-o

AVIS

Cadastre officiel de la Paroisse de St-Raymond
Division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est, par la présente, donné que les lots 528-1 à 528-5, 529-A, 529-1 à 529-7, 530-1 à 530-4 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 28 novembre 1945.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

11829-o

AVIS

Cadastre officiel du village incorporé de St-Jérôme
(Maintenant partie de la ville de St-Jérôme)
Division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est, par la présente, donné que les lots 348-1 et 349-2 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 29 novembre 1945.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD

11828-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Raymond
Registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that lots 528-1 to 528-5, 529-A, 529-1 to 529-7, 530-1 to 530-4 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, November the 28th, 1945

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

11829-o

NOTICE

Official cadastre of the incorporated village of
St. Jérôme
(Now part of the town of St. Jérôme)
Registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 348-1 and 349-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Code civil.

Québec, November the 29th, 1945.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

11828-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 2011, du 9 septembre 1939, et amendements, relatif au métier de boulanger dans l'Île de Montréal.

"Le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie inc. de Montréal", partie de deuxième part, est radié.

De plus, conformément aux dispositions de l'article 10 de ladite Loi, le "Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie de Montréal incorporé" demande d'être traité comme partie contractante.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ce projet de modification.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 15 décembre 1945.

11865-o

APPROBATION DE REGLEMENTS

L'Honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que des règlements spéciaux du Comité paritaire de l'industrie de la Lithographie de la province de Québec ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 5082 du 7 décembre 1945 et ont été ajoutés à la constitution et aux règlements géné-

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act, that it is his intention to recommend the approval of the following amendments to the decree number 2011, of September 9th, 1939, and amendments, relating to the baker trade in the Island of Montreal.

"Le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie inc. de Montréal", party of the second part, is stricken off.

Furthermore, pursuant to the provisions of section 10 of the said Act, the "Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie de Montréal incorporé" demands to be treated as contracting party.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against these proposed amendments which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 15th, 1945.

11865-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that special by-laws of the Lithographing Industry Parity Committee for the Province of Québec have been approved by Order in Council number 5082, of December 7th, 1945, and have been added to the constitution and the general by-laws of the said Parity Com-

raux dudit comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4964 du 22 novembre 1945.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarés obligatoires:

RÈGLEMENTS SPÉCIAUX RELATIFS AUX REGISTRES ET AUX RAPPORTS MENSUELS

Registre:

Tous les employeurs professionnels assujettis au décret relatif à l'industrie de la lithographie de la province de Québec, arrêté ministériel numéro 4689 du septième jour de novembre, 1945, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 10 novembre 1945, doivent tenir un registre dans lequel sont inscrits les nom et adresse de tous les salariés, leur classification ou compétence, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail, le salaire et le taux des gages payés, avec mention du mode et de la date de paiement. Toutes les informations ci-dessus relativement à chaque salarié, doivent être inscrites sur des cartes de temps ou dans un livre de paie approuvés par le comité paritaire.

Rapports mensuels:

Tous les employeurs professionnels susmentionnés doivent transmettre au comité paritaire de l'industrie de la lithographie de la province de Québec un rapport mensuel écrit, signé par l'employeur qui le soumet ou par une personne responsable à son emploi, pour laquelle l'employeur sera tenu responsable. Ce dit rapport devra indiquer les nom et adresse de chaque salarié, sa classification et sa compétence, le nombre d'heures de travail régulier et supplémentaire fait par lui durant chaque semaine de la période pour laquelle le rapport est soumis, la nature de son travail, le taux horaire et le montant de gages payé chaque semaine.

Les employeurs professionnels doivent transmettre ces rapports sur les formules fournies par le comité paritaire de l'industrie de la lithographie à cette fin, lesquels rapports doivent être entre les mains du comité paritaire le ou avant le quinzième (15ième) jour de chaque mois pour le mois précédent."

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 décembre 1945. 11858-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de Détail des cantons de l'Est établi en exécution du décret numéro 2331, du 17 juin 1940 et amendements, et chargé de surveiller l'application du décret numéro 4687 du 7 novembre, 1945, relatif aux établissements commerciaux de Mégantic, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5085, du 7 décembre 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs profes-

mittee, already approved by Order in Council number 4964, of November 22nd, 1945.

Under the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory

SPECIAL BY-LAWS RELATIVE TO REGISTER AND MONTHLY REPORTS

Register:

"All professional employers in the Lithographing Industry in the Province of Quebec covered by the jurisdiction of the Decree Relating to the Lithographing Industry for the Province of Quebec, Order-in-Council No. 4689 of the seventh day of November 1945 published in the Quebec Official Gazette of the tenth day of November 1945 shall keep a register in which a record shall be kept of the full name and residence of every employee, of their classification or competency, the exact hour at which they commence, interrupt, resume and cease work each day, the nature of their work and the hourly rate and weekly amount of wages they receive, with mention of the method and time of payment. All information hereinabove set forth, with respect to each employee, be kept on time cards or in a payroll book, approved by the Parity Committee."

Monthly reports:

"All professional employers aforesaid shall also transmit to the Lithographing Industry Parity Committee for the Province of Quebec, a written monthly report, signed by the employer submitting same or by a person in his employ for whose acts he shall be responsible, containing the full name and address of every employee, his classification and competency, the regular and overtime hours of work done by him during each week of the period for which the report is submitted, the nature of his work and the hourly wage paid. Employers shall forward this information on the forms supplied by the said Lithographing Industry Parity Committee for that purpose, which must be in the hands of the Parity Committee not later than the fifteenth (15th) day of the month following the month for which the report is made."

"22.— *Attendance fees:*

The Parity Committee decides to grant to its members, in addition to their travelling expenses, fees of \$5.00 for each attendance as its meetings; such remuneration not to be paid for more than one meeting per week."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 15th, 1945. 11858-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Eastern Townships Retailers' Joint Committee formed under decree number 2331, of June 17, 1940, and amendments, and entrusted with the enforcement of decree number 4687, of November 7th, 1945, relating to the commercial establishments of Mégantic, has been authorized by a by-law approved by order-in-council number 5085, of December 7th, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the

professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret numéro 4687, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 10 novembre 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) les employeurs professionnels régis par le décret numéro 4687 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) les artisans assujettis au décret numéro 4687 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen établi pour les salariés, soit \$20.00 par semaine.

c) les salariés assujettis au décret numéro 4687 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire peut mettre à la disposition des employeurs professionnels régis par le décret des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués le nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires affectées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé ainsi que les sommes qui doivent être versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité.

Le comité paritaire exige que le rapport de l'employeur professionnel dûment signé et accompagné des cotisations, de même que les cotisations des artisans, lui soient remis à son siège social à Sherbrooke, dans les dix (10) jours qui suivent la fin de chaque mois.

Le comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1945, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire du Commerce de Détail des Cantons de l'Est, prévus pour l'administration du décret numéro 4687, du 7 novembre 1945, pendant la période comprise entre le 10 novembre 1945 et le 10 novembre 1946.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DES CANTONS DE L'EST

État des recettes et des déboursés probables pour l'administration du décret numéro 4687, du 7 novembre 1945, pendant la période comprise entre le 10 novembre 1945 et le 10 novembre 1946.

employees governed by the said decree number 4687, according to the method and rate herein-after mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from the date of the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*, to November 10th, 1946; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 4687 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages, bonuses and percentages paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the decree number 4687 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the mean wage rate set for employers, i.e. \$20.00 per week.

c) The employees governed by the decree number 4687 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their bonuses and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee may supply the professional employers governed by the decree with report forms on which the following shall be indicated: the name in full and address of every employee in their employ, his competency, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid as well as the sums which must be sent to the Parity Committee.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees the amounts owed to the Parity Committee and forward such amounts himself to the said Committee.

The Parity Committee wants such report of the professional employer, duly signed, and the assessments, including those of the artisans, sent to its corporate seat in Sherbrooke within the ten (10) days following the end of each month.

The Parity Committee has the right and privilege to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall forward to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: December 31st, 1945, March 31st, June 30th and September 30th, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Eastern Townships Retailers' Joint Committee for the administration of the decree number 4687, of November 7th, 1945, during the period from November 10th, 1945, and November 10th, 1946.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$350.00
Salariés	350.00
Artisans	90.00
Divers	10.00
	<hr/>
	\$800.00

Débourssés:

Salaire	\$400.00
Frais de déplacement	150.00
Frais légaux	100.00
Publicité	25.00
Vérification des livres	15.00
Timbres poste, téléphone	50.00
Loyer	25.00
Divers	35.00
	<hr/>
	\$800.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$350.00
Employees	350.00
Artisans	90.00
Miscellaneous	10.00
	<hr/>
	\$800.00

Disbursements:

Salary	\$400.00
Travelling expenses	150.00
Legal fees	100.00
Publicity	25.00
Audition	15.00
Postal stamps, telephone	50.00
Rent	25.00
Miscellaneous	35.00
	<hr/>
	\$800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, ce 15 décembre, 1945. 11860-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, December 15th, 1945. 11860-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie des Arts graphiques de Québec et du district, établi en exécution du décret numéro 3022, du 21 octobre 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5083, du 7 décembre, 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District, formed under Decree number 3022, of October 21st, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 5083, of December 7th, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la Gazette officielle de Québec au 15 octobre 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 15th of October 1946; this levy shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés des deux sexes assujettis sudit décret.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their male and female employees subject to the said decree.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$24.28 pour une semaine de 48 heures.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate established for journeymen, namely \$24.28 for a 48-hour week.

c) Les salariés régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages and their percentages.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des feuilles de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de cha-

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one

cun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible. L'artisan est soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne le paiement de sa propre cotisation.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1945, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district, pour la période comprise entre le 15 octobre 1945 et le 15 octobre 1946.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES ARTS GRAPHIQUES DE QUÉBEC ET DU DISTRICT

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 15 octobre 1945 et le 15 octobre 1946.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels	\$ 2,800.00
Cotisation des salariés	2,800.00
Cotisation des artisans	400.00
	<hr/>
	\$ 6,000.00

Dépenses:

Salaires	\$ 2,800.00
Frais de voyages	500.00
Loyer du bureau	300.00
Timbres	70.00
Commissions de banque	25.00
Aviser légal	300.00
Frais légaux	300.00
Papeterie et fournitures	200.00
Vérification des livres	80.00
Démunérations des contrôleurs et examinateurs	625.00
Jetons de présence aux membres du Comité	500.00
Frais généraux	200.00
Imprévus	100.00
	<hr/>
	\$ 6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 15 décembre, 1945. 11859-0

AVIS DE P R É L È V E M E N T

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, établi en exécution du décret numéro 3151, du 17 décembre 1943, a été autorisé par règlement

of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which the said report is requirable. Artisans are subject to the same obligations respecting the payment of their own contribution.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: December 31, 1945, March 31, June 30 and September 30 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District, for the period between October 15, 1945, and October 15, 1946.

THE JOINT COMMITTEE OF THE GRAPHIC ARTS INDUSTRY OF QUEBEC AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 15, 1945, and October 15, 1946.

Receipts:

Professional employers' assessments ..	\$2,800.00
Employees' assessments	2,800.00
Artisans' assessments	400.00
	<hr/>
	\$6,000.00

Expenses:

Salaries	\$2,800.00
Travelling expenses	500.00
Office rent	300.00
Stamps	70.00
Bank commissions	25.00
Legal adviser	300.00
Legal charges	300.00
Stationery and equipment	200.00
Audition	80.00
Checkers' and examiners' remuneration ..	625.00
Attendance fees to members of the Committee	500.00
General expenses	200.00
Unforeseen expenses	100.00
	<hr/>
	\$6,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
December 15th, 1945. 11859-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties formed under decree number 3751, of December 17, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number

approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5084 du 7 décembre 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

5084 of December 7th, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Cotisation*

1. *Assessments*

La période de cotisation s'étend du 18 décembre 1945 au 18 décembre 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from December 18, 1945, to December 18, 1946; such levy shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3751 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the list of wages, bonuses, allocations and commissions paid to their employees governed by the said decree.

b) Les maîtres-barbiers, coiffeurs ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par ledit décret numéro 3751 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs revenus basés sur le montant de \$22.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant \$30.00 au cours de la semaine, pour les barbiers ou coiffeurs, et de \$12.00 par semaine pour les coiffeuses (salaire minimum fixé par le décret).

b) The master-barbers, hair-dressers—male and female, working alone (artisans), governed by the decree number 3751, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their receipts based on the amount of \$22.00 per week plus 50% of the receipts of work exceeding \$30.00 in a week for barbers and hairdressers, and on \$12.00 per week in the case of female hairdressers. (minimum wages fixed by the decree).

c) Les salariés régis par le décret numéro 3751 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

c) The employees governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to 1/2 of 1% of their wages, commissions, bonuses and allocations.

2. *Mode de perception*

2. *Mode of collection*

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

The professional employers and the artisans shall send their assessments every month to the office of the Parity Committee.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même les rémunérations versées à chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au Comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send same themselves every month, to the Parity Committee, together with their own assessments.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he shall receive a notice compelling him to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. *Rapport financier*

3. *Financial report*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

In conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1946.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, pour la période se terminant le 18 décembre 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties for the period ending December 18th, 1946.

COMITÉ CONJOINT DES MAÎTRES ET EMPLOYÉS
BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DES
COMTÉS DE JOLIETTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION
ET MONTCALM

JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF
JOLIETTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION
AND MONTCALM COUNTIES.

Etat des recettes et des dépenses probables pour
la période comprise entre le 18 décembre 1945
et le 18 décembre 1946.

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between December 18th, 1945 and
December 18th, 1946.

Recettes:

Cotisations: (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 200.00
Artisans.....	800.00
Salariés.....	200.00
	<hr/>
	\$ 1,200.0

Débourssés:

Salaire de l'inspecteur.....	\$ 520.00
Frais de voyage de l'inspecteur.....	300.00
Frais de déplacement des membres du Comité paritaire.....	140.00
Frais de bureau.....	120.00
Frais de vérification.....	20.00
Frais judiciaires.....	100.00
	<hr/>
	\$ 1,200.00

Le Sous-ministre du Travail
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.
Québec, 15 décembre 1945. 11857-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que les parties ci-après mentionnés lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
La Cité de Québec,

Et, D'AUTRE PART:
"Le Syndicat professionnel des Fonctionnaires municipaux de Québec inc."
pour l'employeur et les employés des occupations visées suivant les conditions ci-après:

I.— *Jurisdiction de la convention:*— La présente convention régit les fonctions des employés permanents et réguliers de la Cité à l'exception de celles des chefs de département et des employés nommés par le Bureau de Cotisation.

II.— *Qualification des employés réguliers pour la permanence:*— Les employés réguliers deviendront employés permanents le premier mai suivant la date de leur nomination comme employés réguliers, à condition qu'une période d'au moins quatre mois se soit écoulée depuis telle nomination.

III.— *Nomination des employés permanents et réguliers:*— Lorsque le Comité Administratif ou le Conseil de Ville désirera nommer un titulaire pour remplir toutes fonctions régies par la présente convention, y compris les fonctions nouvelles créées par l'administration municipale autres que celles ayant, à raison des pouvoirs administratifs qu'elles comportent, un rang équivalent ou supérieur à celui de chef de département, il chargera le Comité paritaire de tenir un concours d'abord parmi les employés permanents et les employés réguliers de la Cité et si aucun d'eux ne se présente ou n'est trouvé apte, ensuite parmi les autres aspirants ou candidats.

Le Comité paritaire dispensera de l'examen, à l'occasion d'un concours, les aspirants ou candidats détenteurs d'un diplôme ou d'un certificat de compétence que ledit Comité paritaire jugera acceptable.

Le Comité paritaire recommandera au Comité Administratif les aspirants ou candidats qui auront passé avec succès l'examen relatif à

Receipts:

Assessments: (½ of 1%):

Professional employers.....	\$ 200.00
Artisans.....	800.00
Employees.....	200.00
	<hr/>
	\$ 1,200.00

Disbursements:

Inspector's salary.....	\$ 520.00
Inspector's travelling expenses.....	300.00
Committee members' travelling ex- penses.....	140.00
Office expenses.....	120.00
Audition fees.....	20.00
Legal charges.....	100.00
	<hr/>
	\$ 1,200.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, December 15th, 1945. 11857-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
The City of Quebec,

And, ON THE OTHER PART:
"Le Syndicat professionnel des Fonctionnaires municipaux de Québec inc."
for the employer and the employees of the occupations concerned according to the following conditions:

I.— *Jurisdiction of the Agreement:*— The present agreement governs the functions of permanent and regular employees of the City with the exception of those of department chiefs and of employees appointed by the Assessment Office.

II.— *Qualification of regular employees for continued employment:*— The regular employees shall become permanent employees on the 1st of May following the date of their appointment as regular employees provided a minimum period of four months have elapsed since such appointment.

III.— *Appointment of permanent and regular employees:*— When the Administrative Committee or the City Council desires to appoint someone to functions governed by the present agreement, including the new functions created by the Municipal Administration other than those to which is attached, depending upon the administrative powers they entail, a rank equivalent or superior to that of Department Chief, it will charge the Parity Committee to hold a competitive examination first, among the permanent employees and the regular employees of the City and, if none of the latter undergo such examination or be found competent, then among the other applicants or candidates.

The Parity Committee will exempt from the examination, in the case of a competitive examination, the applicants or candidates holding a diploma or a competency certificate deemed acceptable by the said Parity Committee.

The Parity Committee will recommend to the Administrative Committee the applicants or candidates having undergone successfully the

toutes fonctions, de même que les aspirants ou candidats qui auront été jugés compétents en vertu du paragraphe précédent du présent article.

A la suite de cette recommandation du Comité paritaire, le Comité Administratif ou le Conseil de Ville, selon le cas, procédera à la nomination du titulaire, en tenant compte, autant que faire se pourra, de la sénorité parmi les aspirants ou candidats jugés compétents.

A l'occasion d'un concours, le titulaire nommé à une fonction aura le droit de recevoir le salaire attaché à cette fonction à compter d'un mois après la date de l'examen si le rapport du Comité paritaire n'est pas transmis dans ce délai au Comité Administratif, et à compter de la date de sa nomination au nouveau poste si cette nomination a lieu en dedans d'un mois de la date de l'examen.

Lorsqu'une position devient vacante ou qu'une nouvelle fonction devient nécessaire dans un Service, le chef du département concerné devra immédiatement en faire rapport au Comité Administratif pour que cette position soit ouverte à tous les employés de la Cité suivant les dispositions de la présente convention.

La procédure prescrite aux paragraphes antérieurs du présent article à l'occasion de la nomination du titulaire d'une fonction dans l'administration municipale devra également être suivie à l'occasion de toutes promotions.

IV.— *Engagement des employés temporaires:*— Le Comité Administratif pourra procéder à l'engagement d'employés temporaires lorsque le bon fonctionnement de l'administration municipale l'exigera, pourvu toutefois que les fonctions remplies par ces employés temporaires ne soient pas d'une classe supérieure à la classe des commis Grade 1.

Cependant le choix par le Comité Administratif d'un employé temporaire devra s'arrêter sur des aspirants ou candidats ayant été reconnus compétents par le Comité paritaire.

Les employés temporaires deviendront employés réguliers aux conditions suivantes:

- a) Occupation de la même position par le titulaire pendant une période de Service d'au moins quatre mois consécutifs;
- b) Rapport du Directeur des Services à l'effet que cette position doit être continuée pour les fins de l'administration;
- c) Décision du Comité Administratif en ratification du rapport préalable du Directeur des Services;
- d) Nomination du titulaire à titre d'employé régulier à cette position par le Comité Administratif et le Conseil de Ville.

V.— *Amendements à la convention:*— Lorsqu'une des parties désirera amender la présente convention elle en avertira l'autre, par écrit, avant le premier décembre de l'année en cours, et le Comité Administratif ou le Conseil de Ville et les officiers du Syndicat devront se rencontrer au cours des mois de décembre et janvier pour décider, durant ces deux mois, des amendements proposés. Toutefois, des amendements pourront également être apportés à la Convention Collective du consentement mutuel des deux parties en aucun temps pendant la durée de la présente convention.

VI.— *Augmentation statutaire:*— Toute augmentation annuelle de salaire prévue dans la présente convention sera accordée automatiquement le premier mai de chaque année, sauf rapport à ce contraire du Comité paritaire pour

examination relating to all functions, as well as the applicants or candidates deemed competent pursuant to the preceding subsection of the present section.

After such recommendation from the Parity Committee, the Administrative Committee or the City Council, as the case may be, will proceed to the appointment, considering as much as possible the seniority among the applicants or candidates deemed competent.

In the event of a competitive examination, the person appointed to an office will have the right to receive the salary attached to such office one month after the date of the examination if the report of the Parity Committee is not submitted within such period to the Administrative Committee, and from the date of his appointment to the new situation if such appointment takes place within one month from the date of such examination.

In the case of a vacancy or should a new office become necessary in a service, the Department Chief concerned shall immediately report same to the Administrative Committee so that any employee of the City may apply for such position according to the provisions of the present agreement.

The procedure prescribed in the foregoing subsections of the present section in the event of an appointment to a position in the Municipal Administration shall also apply in the case of promotions.

IV.— *Nomination of temporary employees:*— The Administrative Committee may hire temporary employees when necessary for the proper operation of the Municipal Administration provided, however, the functions filled by such temporary employees do not enter into a class higher than that of clerks, Grade 1.

However, the choice by the Administrative Committee of a temporary employee shall be made among applicants or candidates which have been declared competent by the Parity Committee.

The temporary employees will become regular employees under the following conditions:

- a) Occupation of the same position by the employee for a period of at least four consecutive months;
- b) Report from the Services Director stating that such position should be continued for the purposes of the administration;
- c) Decision of the Administrative Committee ratifying the previous report of the Services Director;
- d) Nomination of the employee as regular employee in such position by the Administrative Committee and the City Council.

V.— *Amendments to the agreement:*— When one of the parties desires to amend the present agreement, it will notify the other, in writing, before the 1st of December of the current year, and the Administrative Committee or the City Council and the officers of the Syndicate shall meet during the months of December and January to decide, in these two months, upon the proposed amendments. However, amendments may also be made to the Collective Agreement by mutual consent of both parties at any time during the existence of the said agreement.

VI.— *Statutory increases:*— All annual increases in wages stipulated in the present agreement shall be granted automatically on May 1st of each year, except when the Parity Committee recommends otherwise in a report for each em-

chaque fonctionnaire à qui l'augmentation serait refusée.

VII.— *Crédit de maladie*:— Il sera accordé à chaque employé permanent ou régulier un crédit cumulatif d'une journée et demie de travail pour chaque mois durant lequel il aura été au service de la Cité et dont il bénéficiera au cas de maladie personnelle ou d'un membre de sa famille. Ce crédit est censé avoir été accordé depuis le 1er mai 1930.

Pendant telle absence de son travail, l'employé retirera son salaire jusqu'à concurrence du crédit accumulé pendant ses années de service, et subseqüemment, continuera de retirer son salaire pourvu qu'il en soit ainsi décidé au préalable par le Comité Administratif.

Lors du décès d'un employé permanent ou régulier, la Cité remboursera comme gratification, à sa veuve, le solde de son crédit de maladie jusqu'à concurrence d'une période de six mois (6). S'il s'agit d'un veuf, cette gratification sera payée à ses enfants. S'il s'agit d'un célibataire, soutien de famille, cette gratification sera payée aux personnes de sa famille qui lui étaient à charge. Enfin un employé démissionnaire de son plein gré aura droit à la même gratification, jusqu'à concurrence d'une période de deux (2) mois.

Ce crédit de maladie sera remboursé au taux du salaire que cet employé gagnait lors de son décès ou de sa démission.

VIII.— *Retraite des fonctionnaires permanents et fonds de pension*.— L'âge de retraite d'un employé permanent est fixé à soixante et cinq (65) ans. Mais, tout bénéficiaire d'une pension de retraite du Fonds de Pension des Employés Permanents de la Cité pourra, s'il le désire, être maintenu dans ses fonctions actuelles ou être préposé à des fonctions d'un grade inférieur, pourvu, toutefois, qu'il puisse remplir ces fonctions à la satisfaction du Conseil de Ville. La Cité paiera alors à cet employé la différence entre sa pension de retraite et le salaire attaché à la fonction qu'il occupera au service de la Cité de Québec.

Ce pensionnaire ainsi maintenu en service n'aura toutefois pas droit aux promotions, et aux augmentations statutaires, mais il bénéficiera des mêmes avantages que les employés permanents et réguliers quant aux vacances et au crédit de maladie.

IX.— *Heures de travail*:— Les employés permanents et réguliers de la Cité travailleront les jours ouvrables, de neuf heures de l'avant-midi à cinq heures de l'après-midi, excepté le samedi où ils travailleront de neuf heures du matin à une heure de l'après-midi.

Cependant, durant la période comprise entre le 15 juin et le 15 septembre inclusivement, ils termineront leur journée de travail à quatre heures de l'après-midi et le samedi à midi.

Les employés permanents et réguliers auront une heure et trois-quart à leur disposition pour le repas du midi, chaque jour ouvrable.

Pour les Commis aux services extérieurs (Classe 5), la journée de travail comprendra huit heures de travail, distribuées suivant la demande du surintendant entre sept heures de l'avant-midi et huit heures de l'après-midi.

X.— *Vacances*:— Les employés permanents et réguliers de la Cité auront droit à dix-huit (18) jours ouvrables de vacances payées chaque année.

XI.— *Travail supplémentaire*:— Tout travail fait en dehors des heures régulières de travail sera considéré comme travail supplémentaire dans tous les départements, services, divisions et sections, et sera rémunéré au taux de une

ployée to whom the salary increase should be refused.

VII.— *Sick leave*:— Every permanent or regular employee will be entitled to a cumulative credit of one and a half day of work for each month spent at the service of the City and of which he may avail himself in the event of personal illness or of the illness of a member of his family. Such credit is considered as having been awarded since May 1st, 1930.

During such absence from his work, the employee will receive his salary to the extent of the credit accumulated during his years of service and, subsequently, will continue to receive his salary provided the Administrative Committee so decides in advance.

In the event of the death of a regular or permanent employee, the City will reimburse as gratification to his widow, the balance of his illness credit to the extent of a period of six (6) months. In the case of a widower, such gratification shall be paid to his children. In the case of a bachelor supporting a family, such gratification shall be paid to the persons in his family which were dependent upon him. Lastly, an employee resigning of his own free will will be entitled to the same gratification to the extent of a period of two (2) months.

Such illness credit shall be reimbursed at the rate of salary which such employee was earning at the time of his death or of his resignation.

VIII.— *Retirement of permanent employees and pension fund*:— The retiring age of a permanent employee is set at sixty-five (65) years. Any beneficiary, of a retiring pension from the Pension Fund of the Permanent Employees of the City may however, if he so desires, be maintained in his actual functions or committed to functions of a lower grade, provided he be deemed capable of filling such functions by the City Council. The City will then pay to such employee the difference between the retiring pension and the salary attached to the position he occupied at the service of the City of Québec.

An employee so maintained in service will neither be entitled to the promotions nor to the statutory increases; however, as for the illness credit and the vacations, he will benefit by the same advantages as those of the permanent and regular employees.

IX.— *Hours of work*:— The permanent and regular employees of the City will work week days from 9.00 a.m. to 5.00 p.m. with the exception of Saturdays when the hours of work will be distributed between 9.00 a.m. to 1.00 p.m.

However, for the period between June 15th and September 15th inclusive, the work day will end at 4.00 p.m. and, on Saturday, at 12.00 (noon).

The permanent and regular employees will have one hour and three quarters off for the noon meal, each working day.

In the case of Clerks in exterior services (Class 5), the work day will consist of eight hours of work distributed as may be requested by the superintendent between 7.00 a.m. and 8.00 p.m.

X.— *Vacations*:— The permanent and regular employees of the City will be entitled to eighteen (18) working days of vacation with pay, each year.

XI.— *Overtime work*:— All work performed outside the regular working hours will be considered as overtime work in all the departments, services, divisions and sections, and shall be paid for at the rate of one dollar (\$1.00) per hour

piastre (\$1.00) l'heure pour l'employé, une piastre et vingt-cinq (\$1.25) pour les chefs de groupe ou jonctions similaires, et une piastre et cinquante (\$1.50) l'heure pour les officiers supérieurs et les professionnels, et ce sans égard au traitement.

Ledit travail supplémentaire ne sera rémunéré qu'à condition qu'il dure au moins deux heures consécutives après la fermeture des bureaux 4.00 p.m. du 15 juin au 15 septembre et 5.00 p.m. en dehors de cette période.

Tout travail supplémentaire qu'il soit rémunéré ou non, devra préalablement à son exécution, être approuvé par le Comité Administratif.

Le présent article XI ne s'applique pas aux employés de la Commission de l'Exposition provinciale à condition que ladite Commission continue de payer le temps supplémentaire comme par le passé.

XII.— Absences du travail:— Tout employé pourra s'absenter de son travail pour cause de naissance, mariage ou mortalité dans sa famille et également pour d'autres raisons spéciales approuvées par l'autorité, et ce, sans perte de salaire si le crédit d'absence ci-après prévu n'est pas épuisé. Il sera accordé à chaque employé un crédit cumulatif d'une demi-journée par mois pour chaque mois durant lequel il aura été au service de la cité, jusqu'à un maximum de trente (30) jours, crédit dont l'employé bénéficiera au cas d'absence pour les causes ci-dessus mentionnées. Si ce crédit est réduit par des absences, il continuera ou recommencera de s'accroître jusqu'à ce que le maximum de trente jours (30) soit de nouveau atteint.

XIII.— Conditions d'obtention du crédit en maladie et des vacances payées:— Pour bénéficier des droits ou avantages prévus aux articles 7, 10, 12, les employés permanents et réguliers de la Cité seront sujet à la procédure en usage dans tous les services municipaux de la Cité pour le contrôle des absences par le Directeur de Services.

XIV.— Taux de salaire:— Les salaires payés aux employés permanents et réguliers de la Cité sont ceux établis d'après l'échelle ci-après. L'augmentation annuelle est de cent piastres (\$100.00).

for the employee, one dollar and twenty-five (\$1.25) per hour for the group heads or similar functions, and one dollar and a half (\$1.50) per hour for higher officers and professional men, irrespective of the salary.

The said overtime work will only be paid if it lasts at least two consecutive hours after the closing time of the offices, 4.00 p.m. from June 15th to September 15th, and 5.00 p.m. outside this period.

All overtime work, whether paid or not, shall be approved by the Administrative Committee before it is done.

The present section XI does not apply to the employees of the Provincial Exhibition Commission unless the said Commission continue to pay overtime work as in the past.

XII.— Absence from work:— Employees are permitted to be absent from work on account of births, marriages or deaths in their family, and also for other special reasons approved by the authority without loss of pay when the absence credit hereafter mentioned is not exhausted. Every employee will be given a cumulative credit of one half-day per month for each month during which he has been in the City's service, to the extent of thirty (30) days; such credit may be used by the employee in the event of absences for the causes above mentioned. If the said credit is reduced by absences, it will continue or recommence to increase itself until the maximum of thirty days (30) be again attained.

XIII.— Conditions for the obtaining of the illness credit and vacations with pay:— To avail themselves of the rights or advantages mentioned in sections 7, 10, 12, the permanent and regular employees of the City will be subject to the procedure adopted in all the municipal services of the City for the checking of absences by the Director of Services.

XIV.— Salaries:— The salaries paid to the permanent and regular employees of the City are those established by the following scale. The annual increase is one hundred dollars (\$100.00).

FONCTIONS — FUNCTIONS

(Montant à être fixé entre les parties, le cas échéant— Amount to be fixed between the parties eventually) min. max.

1.— Chef du Cabinet du Maire.— Head clerk in the Mayor's office		
2.— Commis Grade "3".— Clerk, grade 3	\$ 940.00	\$1,440.00
3.— Aides juniors au laboratoire.— Junior helpers in the laboratory	1,143.00	1,545.00
4.— Gardiens, conducteurs d'ascenseurs, journaliers.— Watchmen, elevator men, labourers.	1,245.00	1,445.00
5.— Préposés à l'usine de chloration, surveillant adjoint du bassin d'alimentation de l'aqueduc, peintres, inspecteurs de robinets.— Chlorine shop operators; Ass't watchman of the Aqueduct reservoir, painters, watercock inspectors.	1,250.00	1,550.00
6.— Commis aux services extérieurs, gardes-magasins.— Clerk, exterior service, storemen	1,485.00	2,085.00
7.— Commis grade "2", charneurs, dessinateurs grade "2", inspecteurs adjoints des bâtisses, pointeurs aux Travaux publics, assistant-maitre de poste, opérateurs du téléphone au télégraphe d'alarme, permanents au 1er mai 1942, inspecteur de la carte d'identification.— Clerks grade 2, surveyor's helpers, draftsmen grade 2, ass't-inspectors of the buildings, checkers for public works, ass't-post master, telephone operators (alarm telegraph), permanent on May 1st, 1942, identification card inspector	1,470.00	1,770.00
8.— Concierges, inspecteurs, huissiers audienciers, ambulanciers, désinfecteurs, peintres-lettreurs au Service de la Police, imprimeurs au Service des Appropriations, surveillant des établissements de commerce.— Janitors, inspectors, crier of the court, ambulance men, disinfecter operators, painter-letterers in Police Department,		

FONCTIONS — FUNCTIONS

(Montant à être fixé entre les parties, le cas échéant—
Amount to be fixed between the parties eventually)
min. max.

printers in Appropriations Department, supervisor of commercial establishments	1,475.00	1,875.00
9.— Aides seniors au laboratoire, ass't-chef jardinier.— Senior helpers in the laboratory, ass't chief gardener.		
10.— Chef des gardiens et des opérateurs de l'aqueduc, préposé aux machines à bleus et classificateur des plans et devis.— Chief of watchmen and operators of the aqueduct, blue-print machine operator and employee committed to the classification of draughts and estimates	1,590.00	2,090.00
11.— Hommes d'instruments aux travaux publics.— Instrument men for public works	1,690.00	2,095.00
12.— Commis grade "1", huissiers, maître de poste, opérateurs du télégraphe d'alarme (permanents au 1er mai 1942), opérateurs des machines à comptabilité, vérificateurs grade "3", assistants-surintendants de l'aqueduc, commis grade "1" et inspecteur de neige, électriciens au télégraphe d'alarme (permanents au 1er mai 1942), surintendant des travaux d'asphalte, surveillant du moulin et inspecteur de neige, préposés au fonctionnement des machines des listes de paie, secrétaire des échevins, inspecteurs diplômés (1944), secrétaire du commissaire des incendies, photographe judiciaire, magasinier à l'atelier municipal.— Clerk grade 1, ushers, post-master, alarm telegraph operators, permanent on May 1st, 1942, accounting machine operators, examiners grade 3, ass't-superintendent of the aqueduct, clerk grade 1, and snow inspector, electrician of alarm system, permanent May 1st, 1942, superintendent of asphalt works, mill watchman and snow inspector, payroll and budgetary appropriation machine operators, aldermen's secretary, qualified inspectors (1944), secretary of the fire commissioner, judicial photographer, storeman municipal shop.	1,800.00	2,100.00
13.— Inspecteurs des bâtisses, régistraire à la cotisation, dessinateurs grade "1", inspecteur principal aux travaux publics, chef d'équipe aux travaux publics, pointeur principal aux travaux publics, assistant-payeur, secrétaire des services de la police et des incendies, secrétaire du Département de l'Aqueduc.— Assistant-paymaster, inspectors of buildings, assessment registrar, designers grade 1, chief inspector for public works, secretary for police and fire departments, shift leaders for public works, main checker for public works, secretary of the Aqueduct Department.	1,810.00	2,310.00
14.— Technicien au laboratoire.— Technician in the laboratory	1,915.00	2,315.00
15.— Chef-jardinier, chef-électricien, huissier en chef, chef de l'entretien des bâtisses, facturier.— Chief gardener, chief electrician, chief-usher, chief for the maintenance of buildings, invoice-clerk	2,020.00	2,320.00
16.— Comptable et surveillant du personnel, comptables.— Accountant and personal supervisor, accountants	2,030.00	2,530.00
17.— Préposé aux taux de l'enlèvement de la neige (1944), surintendant adjoint du télégraphe d'alarme, secrétaire du Bureau de Placement et de Chômage.— Snow clearing rates employees (1944), ass't-superintendent of the alarm system, secretary of the Placement and Unemployment Office	2,125.00	2,325.00
18.— Détectives (permanents au 1er mai 1943), assistants surintendants des travaux publics, directeur de la piscine du Palais Montcalm, surintendant adjoint de l'atelier municipal.— Detectives, permanent May 1st, 1943, ass't-superintendents for public works, director of the swimming pool at the Palais Montcalm, ass't-superintendent of the Municipal Shop	2,130.00	2,430.00
19.— Chefs de sections à la trésorerie, Commis du Conseil et secrétaire du cabinet du maire, gérant du Stade municipal, archiviste-statisticien adjoint, directeur adjoint de la Commission de l'Exposition, chef enquêteur du service de l'assistance publique, surveillant du bassin d'alimentation et surintendant de la chloration, huissier-enquêteur.— Chief of sections at the treasury, clerk of the Council and secretary to the mayor's office, municipal stadium manager, ass't-recording statistician, ass't-director of "La Commission de l'Exposition", chief investigator of the Public Assistance Service, reservoir watchman and superintendent of chloration, bailiff-investigator	2,135.00	2,535.00
20.— Dessinateur-technicien.— Draftsman-technician	2,145.00	2,745.00
21.— Caissiers, secrétaire-statisticien du département de la Santé, vérificateurs grade "2", surintendants de l'Aqueduc.— Cashiers, secretary-statistician of the Health Department, superintendent of the Aqueduct, examiners grade 2.	2,150.00	2,850.00

FONCTIONS — FUNCTIONS

(Montant à être fixé entre les parties, le cas échéant— Amount to be fixed between the parties eventually)
min. max.

22.— Chef adjoint aux appropriations, comptable adjoint du prix de revient.— Ass't-chief of appropriations, ass't-accountant of cost price	2,240.00	2,540.00
23.— Préposé aux assurances, surintendant du télégraphe d'alarme (1944). — Insurance clerk, alarm system superintendent (1944)	2,345.00	2,545.00
24.— Arpenteur-géomètre adjoint, sous-chefs du Service des incendies, chef de la cotisation, percepteur de la taxe d'amusements, payeur. — Chief of assessments, amusement tax collector, pay-master, surveyor's assistant, deputy-chiefs of the Fire Service	2,360.00	2,860.00
25.— Sergents-détectives (permanents au 1er mai 1943), sans allocation pour habillement.— Sergeant detectives permanent May 1st, 1943, no clothing allowance	2,465.00	2,865.00
26.— Secrétaire du département des Travaux publics.— Secretary of the Public Works Department	2,470.00	2,970.00
27.— Surintendants aux Travaux publics (quartiers Montcalm, St-Sauveur, St-Roch, Limoilou, St-Jean-Baptiste et Champlain).— Superintendent for public works (Montcalm, St. Roch, Limoilou, St. Sauveur, St. Jean Baptiste and Champlain wards)	2,570.00	2,870.00
28.— Chef des appropriations, comptable du prix de revient.— Chief of appropriations, accountant — cost price	2,575.00	2,975.00
29.— Enquêteur judiciaire.— Judicial investigator	2,665.00	3,165.00
30.— Secrétaire à l'Assistance publique, chef inspecteur sanitaire diplômé. — Secretary of the Public Assistance Service, Graduate chief sanitary inspector	2,685.00	3,185.00
31.— Chef des détectives, chefs adjoints du Bureau de placement du chômage et des travaux, acheteur.— Chief of detectives, ass't-chiefs of the Placement, Unemployment and Works Offices	2,900.00	3,200.00
32.— Surintendant à l'atelier municipal, architectes, vérificateurs grade "1", directeur des propriétés de la Cité, directeur du Palais Montcalm.— Superintendent in the Municipal shop, director of the Palais Montcalm, architects, examiners grade 1, manager of the city's properties	2,910.00	3,410.00
33.— Adjoint à la Perception, comptable en chef adjoint, vétérinaire.— Ass't Collector, ass't chief accountant, veterinarian	3,015.00	3,415.00
34.— Chef adjoint du Service des Incendies, chef adjoint du Service de la Police.— Ass't chief of the Fire Department, ass't chief of the Police Department	3,235.00	3,635.00
35.— Assistant greffier de la Cour du Recorder.— Ass't clerk of the Recorder Court	3,035.00	3,835.00
36.— Ingénieur aux Travaux publics, chimiste, bactériologiste.— Engineer for public works, chemist, bacteriologist	3,250.00	3,950.00
37.— Chef de la Perception, comptable en chef, assistant-trésorier.— Chief collector, chief accountant, assistant-treasurer	3,465.00	4,065.00
38.— Surintendant général aux Travaux publics, ingénieur adjoint de l'Aqueduc, chef du Bureau de Placement, du Chômage et des Travaux publics, vérificateur adjoint de la Cité.— General superintendent in Public Works Department, Ass't engineer of the Aqueduct, head of the Placement, Unemployment and Public Works Offices, ass't auditor of the City	4,010.00	4,510.00
39.— Ingénieur des services aux Travaux publics, greffier adjoint de la Cité, ingénieur délégué et arpenteur géomètre, avocat de la Cité.— Engineer of services in Public Works Department, ass't town's clerk, deputy-engineer and surveyor, lawyer of the City	4,560.00	5,060.00
40.— Premier assistant-trésorier.— First ass't treasurer	5,110.00	5,610.00

XV.— *Durée de la convention:* — Cette convention sera en vigueur jusqu'au 30 avril 1946.

La présente convention se renouvellera automatiquement d'année en année à moins que l'une des parties n'ait avisé l'autre, avant le 1er janvier de l'année en cours, de son intention de l'abroger sans préjudice aux dispositions de l'article V concernant les amendements.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 15 décembre, 1945.

11868-o

Duration of the Agreement: — This agreement will remain in force until April 30th, 1946; it repeals all previous agreements.

The present agreement will renew itself from year to year unless one of the parties notify the other, before January the 1st of the current year, of its intention to repeal it without prejudice to the provisions of section 5 concerning the amendments.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 15th, 1945.

11868-o

Député élu

Member Elected

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Québec, le 10 décembre 1945.

Quebec, December 10th, 1945.

Je donne avis par les présentes que monsieur Georges-Octave Poulin, courtier en assurances à Saint-Martin, a été élu député du collège électoral de Beauce à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Édouard Lacroix, démissionnaire.

Notice is hereby given that Mr. Georges-Octave Poulin, Insurance Broker of Saint-Martin, has been returned to represent the electoral district of Beauce in the Legislative Assembly of Quebec in the place of Mr. Edouard Lacroix, retired.

11825-o Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN,

11825-o FRANÇOIS DROUIN,
Chief Returning-Officer.

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Me Gonzague Bélanger, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Antoine Gaspard Ouellet, décédé, en son vivant notaire qui pratiquait à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor, by Me. Gonzague Bélanger, notary, residing and practising at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Antoine Gaspard Ouellet, deceased, in his lifetime notary who practised at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

Québec, ce 21 novembre 1945.

Quebec, November 21st, 1945.

11604-47-5-o Le Sous-Secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

11604-47-5 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par Mtre Robert Roy, notaire, demeurant et pratiquant à Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de Mtres Joseph Clément Victorien Roy, Ls-N. Dumouchel, Raoul Dumouchel et Roch-T. Beaudoin, notaires décédés, qui pratiquaient dans le district de Montréal.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Me Robert Roy, notary, residing and practising at Pointe-aux-Trembles, Judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mtres Joseph Clément Victorien Roy, Ls-N. Dumouchel, Raoul Dumouchel and Roch-T. Beaudoin, deceased notaries, who practised in the district of Montreal.

Québec, le 3 décembre 1945.

Québec, December 3rd, 1945.

11737-49-5-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

11737-49-5 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Nomination

Appointment

N° 1248-el

No. 1248-el

Québec, 11 décembre 1945.

Quebec, December 11th, 1945.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 7 décembre 1945, de nommer commissaire d'écoles, pour la municipalité scolaire de Mont-Laurier, comté de Labelle, M. Samuel Thibeault, agent, pour remplacer M. Aldéric Lauzon qui a donné sa démission.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated December 7th, 1945, to appoint Mr. Samuel Thibeault, agent, School Commissioner for the school municipality of Mont-Laurier, county of Labelle, to replace Mr Aldéric Lauzon who has resigned.

11882-o Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

11882 Superintendent of Education.
VICTOR DORÉ,

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
(L. S.)

EUG. FISET

Canada,
Province of
Quebec.
(L. S.)

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires bri-

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions

tanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête nous a été présentée par la compagnie Hudson Land Development, demandant qu'une certaine étendue de terrain lui appartenant et située dans la municipalité de Vaudreuil comté de Vaudreuil, soit détachée de la dite municipalité de Vaudreuil et annexée à la municipalité du village de Hudson, comté de Vaudreuil;

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS a petition has been presented to Us by the Hudson Land Development Company, requesting that a certain tract of land belonging to it and situate in the municipality of Vaudreuil, county of Vaudreuil, be detached from the said municipality of Vaudreuil and annexed to the municipality of the village of Hudson, county of Vaudreuil;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour être annexé à une autre municipalité, et qu'il restera à la municipalité de Vaudreuil, après cette annexion, une population d'au moins trois cents âmes;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code, to this effect, have been fulfilled, that said territory is in the condition required by Law to be annexed to another municipality and that there shall remain, in the municipality of Vaudreuil, after this annexation, a population of at least three hundred souls;

ATTENDU qu'il est opportun de se reandre à cette demande;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 7 décembre 1945, et conformément aux dispositions du Code Municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date the 7th of December, 1945, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

Un territoire situé dans la seigneurie de Vaudreuil, faisant actuellement partie de la municipalité de Vaudreuil, contenant, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de St-Michel-de-Vaudreuil les lots 1926, 1927, 1928, 1929, 1930 et dont les limites se décrivent comme suit: partant du sommet de l'angle nord du dit lot 1930; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: une ligne brisée limitant vers le nord-est et l'est les lots 1930, 1929, 1928, 1927 et 1926, la ligne sud du lot 1926, le côté nord-est du nouveau chemin public, route 17, la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 1930 jusqu'au point de départ; lequel territoire sera détaché de la municipalité de Vaudreuil, comté municipal de Vaudreuil, et sera annexé à la municipalité du village de Hudson, comté municipal de Vaudreuil, et que la dite annexion prendra effet à compter du 1er janvier suivant la date de la publication de cette proclamation dans la Gazette officielle de Québec.

A territory situate in the Seigniorie of Vaudreuil, actually forming part of the municipality of Vaudreuil, containing, with reference to the official cadastre for the parish of St-Michel-de-Vaudreuil, lots 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, and the limits whereof are described as follows: starting from the summit of the Northern angle of said lot 1930; thence passing by the following lines and demarcations in continuity the ones to the others: a broken line, limiting, towards the Northeast and East the lots 1930, 1929, 1928, 1927 and 1926, the South line of lot 1926, the Northeast side of the new public highway, Highway 17, the Southwest line and the Northwest line of lot 1930, to the starting point; said territory shall be detached from the municipality of Vaudreuil, Municipal county of Vaudreuil, and shall be annexed to the municipality of the village of Hudson, municipal county of Vaudreuil, and that said annexation shall come into force from and after the first date of the publication of this proclamation in the Quebec Official Gazette.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.C., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce dixième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five and the ninth year of Our Reign.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de
Québec.
(L. S.)

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête nous a été présentée par certains propriétaires de biens-fonds situés dans la municipalité de la paroisse de St-Frédéric, comté de Beauce, demandant qu'un certain territoire situé dans le canton de Broughton soit détaché de la dite municipalité de la paroisse de St-Frédéric, comté de Beauce, et annexé à la municipalité du village de Tring-Jonction, comté de Beauce;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code Municipal, à cet effet, ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour être annexé à une autre municipalité et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de St-Frédéric, comté de Beauce, après cette annexion, une population d'au moins trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 7 décembre 1945, et conformément aux dispositions du Code Municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Broughton comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Frédéric, dans le rang I, la partie du lot 45 au sud-est d'une route et le lot 46; dans le rang II, les lots de 57 à 73 inclusivement, une partie du lot 269 (droit de voie du chemin de fer Québec Central) et dont les limites se décrivent comme suit: partant du point d'intersection du côté nord-ouest de la route passant sur le lot 45 avec la ligne extérieure nord-est du canton de Broughton; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la dite ligne extérieure nord-est du canton de Broughton, la ligne séparative des lots 46 et 46A, la ligne séparative des rangs I et II, la ligne sud-est du lot 57, la ligne séparative des rangs II et III, la ligne séparant le lot 73 des lots 74 et 74a, la ligne séparative des rangs I et II et le dit côté nord-ouest d'une route sur le lot 45 jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, emprises de chemin de fer ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites sera détaché de la municipalité de la paroisse de St-Frédéric et sera annexé à la municipalité du village de Tring-Jonction, comté de Beauce, et que la dite annexion prendra effet le 1er janvier suivant la date de la publication de la dite proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de ce conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et sur icelles apposer

Canada,
Province of
Quebec.
(L. S.)

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { WHEREAS a petition has been presented to Us by certain owners of property situate in the municipality of the parish of St-Frédéric, county of Beauce, requesting that a certain territory situate in the township of Broughton be detached from the said municipality of the parish of St-Frédéric, county of Beauce, and be annexed to the municipality of the village of Tring-Jonction, county of Beauce.

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code, to that effect, have been fulfilled, that the said territory is within the conditions exacted by law to be annexed to another municipality and that there shall remain in the municipality of the parish of St-Frédéric, county of Beauce, after the said annexation, a population of at least three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 7th day of December, 1945, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory situate in the township of Broughton, comprising, with reference to the official cadastre for the parish of St-Frédéric, in range I, that part of lot 45 Southeast of a road and lot 46; in range II, lots 57 to 73 inclusively, a part of lot 269 (right of way of the Québec Central Railway) and whereof the limits are described as follows: starting from the point of intersection of the Northwest side of the road passing over lot 45 with the Northeast outline of the township of Broughton; thence, passing by the following lines and demarcations in continuity the one to the other: the said Northeast outline of the township of Broughton, the division line of lots 46 and 46A, the division line of ranges I and II, the Southeast line of lot 57, the division line of ranges II and III, the line separating lot 73 from lots 74 and 74A, the division line of ranges I and II and the said Northwest side of a road over lot 45 to the starting point; the said territory together with the roads, railway rights of way or parts of same, comprised within the above described limits, to be detached from the municipality of the parish of St-Frédéric and to be annexed to the municipality of the village of Tring-Jonction, county of Beauce, and the said annexation to take effect as from the 1st of January following the date of the publication of the said proclamation in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great

le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce dixième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

11867-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
(L. S.)

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS { ATTENDU qu'une requête nous a été présentée par certains propriétaires de biens-fonds situés dans la municipalité des cantons unis de Ste-Anne de Portneuf, comté de Saguenay, demandant que le dit territoire se composant des cantons de Betsiamites et de Latour soit détaché de la municipalité des cantons unis de Ste-Anne de Portneuf et érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Colombier", dans le comté de Saguenay;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité et qu'il restera à la municipalité des cantons unis de Ste-Anne de Portneuf, comté de Saguenay, après cette érection, une population d'au moins trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 7 décembre 1945, et conformément aux dispositions du Code Municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir;

Un territoire se composant des cantons de Betsiamites et de Latour et dont le périmètre se décrit comme suit, à savoir: partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la ligne séparative des cantons de Laval et de Latour; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la dite ligne séparative des cantons de Laval et de Latour, les lignes extérieures nord-ouest des cantons de Latour et de Betsiamites, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Betsiamites, le dit axe de la rivière Betsiamites jusqu'à l'embouchure de la dite rivière et la rive du fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites et avec en plus les fles, flets, battures situés en front d'icelui dans le fleuve Saint-Laurent, sera détaché de la muni-

Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five and the ninth year of Our Reign.

By command,

11867 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Canada,
Province of
Québec.
(L. S.)

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General { WHEREAS a petition has been presented to us by certain owners of property situate in the municipality of the united townships of Ste-Anne de Portneuf, county of Saguenay, requesting that the said territory comprising the townships Betsiamites and Latour be detached from the municipality of the united townships of Ste-Anne de Portneuf and be erected into a separate municipality, under the name of "municipality of Colombier", in the county of Saguenay;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code, to that effect, have been fulfilled, that the said territory is within the conditions exacted by law to form a municipality and that there shall remain to the united townships of Ste-Anne de Portneuf, county of Saguenay, after such erection, a population of at least three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 7th of December, 1945, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely;

A territory comprising the townships of Betsiamites and Latour and whereof the perimeter is described as follows, to wit: starting from the point of intersection of the bank of the St. Lawrence river with the division line of the townships Laval and Latour; thence, passing by the following lines and demarcations in continuity the one to the other: the said division line of the townships Laval and Latour, the North-west outlines of the townships Latour and Betsiamites, the latter extended as far as the axis of the Betsiamites river, the said axis of the Betsiamites river to the outlet of the said river and the bank of the Saint Lawrence river to the starting point; the said territory, together with the roads, rivers, lakes, water-courses or parts thereof, comprised within the above described limits and with moreover the islands, islets, shoals (battures) situate in front of same in the Saint Law-

cipalité des cantons unis de Ste-Anne de Portneuf et sera érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Colombier", dans le comté de Saguenay, et que la dite érection prendra effet à compter du 1er janvier suivant la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce dixième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
11861-o JEAN BRUCHÉSI.

rence river, to be detached from the municipality of the united townships of Ste-Anne de Portneuf and to be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Colombier", in the county of Saguenay, and that the said erection shall come into force as from and after the 1st of January following the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five, and the ninth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
11861 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

"PROVINCIAL LUMBER COMPANY"
"LA COMPAGNIE DE BOIS PROVINCIALE"

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Provincial Lumber Company" — "La Compagnie de Bois Provinciale" tenue le 12 novembre 1945, à laquelle étaient présents tous les directeurs.

"Il est résolu que le bureau-chef de la compagnie soit établi au N° 105, Côte de la Montagne, en la Cité de Québec."

Certifié vraie copie.

11833-o Le Secrétaire,
C. BOURDEAU.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Mount Victoria Company Limited, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 18ième jour d'avril 1945, et ayant son siège social dans la municipalité du village de Hudson Heights, a établi son bureau dans la bâtisse située sur la subdivision 122 du lot N° 1951, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, dans ladite municipalité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Hudson Heights, ce vingt-huitième jour de novembre 1945.

11834 Le Secrétaire,
W.-D. BEATON.

Province de Québec — District de Québec

LES BRASSIÈRES BÉGIN INC.

Avis est donné que "Les Brassières Bégin Inc." constitué en corporation par lettres patentes du Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec en date du sixième jour de juillet 1945,

Head offices

"PROVINCIAL LUMBER COMPANY"
"LA COMPAGNIE DE BOIS PROVINCIALE"

Excerpt from the Minutes of a Meeting of the Directors of "Provincial Lumber Company" — "La Compagnie de Bois Provinciale" held on November 12th, 1945, at which were present all the directors.

"It is resolved that the head office of the company be established at No. 105, Mountain Hill, in the city of Québec."

Certified True Copy.

11833 C. BOURDEAU,
Secretary.

Notice is hereby given that Mount Victoria Company Limited incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the 18th day of April 1945, and having its Head Office in the Municipality of the Village of Hudson Heights, has established its office in the building on Subdivision 122 of Lot No. 1951 on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Michel de Vaudreuil in the said Municipality.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Hudson Heights, this twenty-eight day of November, 1945.

11834-o W.-D. BEATON,
Secretary.

Province of Quebec, District of Quebec

LES BRASSIÈRES BÉGIN INC.

Notice is given that "Les Brassières Bégin Inc.", incorporated by letters patent of the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1945, and

et ayant son bureau principal dans la Cité de Québec, a établi son bureau au Numéro 45 de la rue Dorchester, Cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, P. Q., ce septième jour de décembre 1945.

(Sceau)
11849-o

Le Secrétaire-trésorier,
H. J. PINSONNAULT.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "J.-H. Savard & Cie Limitée", une compagnie incorporée par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec le 6ième jour de novembre 1945, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 222, ouest, rue Notre-Dame, en la cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, la compagnie considérera ledit bureau comme son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 6ième jour de décembre 1945.

(Sceau)

J.-H. SAVARD & CIE LIMITÉE,
Par le Secrétaire,
J.-H. SAVARD.

11870-o

Avis de la situation du siège social

Avis est par les présentes donné que "Fountain Corporation Limited", constituée en corporation par lettres patentes le six septembre 1945, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi ce bureau à 610 ouest, rue St-Jacques, a/s Capital Trust Corporation.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P. Q., ce 12e jour de décembre 1945.

11871

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND CARON.

having its head office in the city of Quebec, has established its office at No. 45 Dorchester street, city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, P.Q., this seventh day of December, 1945.

(Seal)
11849

H. J. PINSONNAULT,
Secretary Treasurer.

NOTICE

Notice is hereby given that "J.-H. Savard & Cie Limitée", a company incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 6th day of November, 1945, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 222 Notre-Dame Street West, in the City of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 6th day of December, 1945.

(Seal)

J.-H. SAVARD & CIE LIMITÉE,
J.-H. SAVARD,
Secretary.

11870-o

Notice of situation of Head Office

Notice is hereby given that "Fountain Corporation Limited", incorporated by letters patent on the 6th day of September 1945, and having its head office in the City of Montreal, has established its office c/o Capital Trust Corporation, 610 St. James Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 12th day of December 1945.

11871-o

RAYMOND CARON,
Secretary-Treasurer.

Soumissions

Province de Québec

VILLE ST-LAURENT

Comté de Jacques-Cartier

SOUSSIONS POUR OBLIGATIONS

Avis public est par les présentes donné que la Ville St-Laurent demande des soumissions pour la vente des obligations suivantes:

A.— \$28,500.00 émises en vertu de son règlement N° 193.

B.— \$57,500.00 émises en vertu de son règlement N° 194.

Des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, vendredi le onzième jour de janvier prochain (1946) pour l'achat de deux émissions au montant total de \$86,000.00 d'obligations de la Ville St-Laurent, émises en trois tranches dont la première, au montant de \$20,800, échéant en série de 1946 à 1955, comportera 3% d'intérêt; la deuxième au montant de \$27,600, échéant en série de 11956 à 965, comportera 3¼% d'in-

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF ST-LAURENT

County of Jacques-Cartier

TENDERS FOR BONDS

Public notice is hereby given that the Town of St-Laurent calls for tenders for the sale of the following bonds:

A.— \$28,500.00 issued under its by-law No. 193.

B.— \$57,500.00 issued under its by-law No. 194.

Sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, up to five o'clock in the afternoon, Friday, the eleventh day of January next (1946), for the purchase of two issues to the total of \$86,000.00 of bonds of the Town of St. Laurent, issued in three series, the first, for \$20,800, maturing serially from 1946 to 1955, bearing 3% interest; the second for \$27,600, maturing serially from 1956 to 1965, bearing 3¼% interest from the date of issue, and the third, namely \$37,600

térêt à compter de la date de l'émission, et la troisième, soit \$37,600, échéant en série de 1966 à 1975, comportera 3½% d'intérêt à compter de la date de l'émission. Ces titres seront datés du 1er novembre 1945 et seront remboursables en série le 1er novembre de 1946 à 1975 inclusivement. Le capital sera payable le 1er novembre de chaque année, comme suit:

Date	Remboursement	
	Règlement N° 193	Règlement N° 194
1er novembre 1946	\$ 600.00	\$ 1,200.00
" " 1947	600.00	1,200.00
" " 1948	600.00	1,300.00
" " 1949	700.00	1,300.00
" " 1950	700.00	1,400.00
" " 1951	700.00	1,400.00
" " 1952	700.00	1,500.00
" " 1953	700.00	1,500.00
" " 1954	800.00	1,500.00
" " 1955	800.00	1,600.00
" " 1956	800.00	1,600.00
" " 1957	800.00	1,700.00
" " 1958	800.00	1,700.00
" " 1959	900.00	1,800.00
" " 1960	900.00	1,800.00
" " 1961	900.00	1,900.00
" " 1962	1,000.00	1,900.00
" " 1963	1,000.00	2,000.00
" " 1964	1,000.00	2,000.00
" " 1965	1,000.00	2,100.00
" " 1966	1,100.00	2,200.00
" " 1967	1,100.00	2,200.00
" " 1968	1,100.00	2,300.00
" " 1969	1,200.00	2,400.00
" " 1970	1,200.00	2,500.00
" " 1971	1,300.00	2,500.00
" " 1972	1,300.00	2,600.00
" " 1973	1,300.00	2,700.00
" " 1974	1,400.00	2,800.00
" " 1975	1,500.00	2,900.00
	\$28,500.00	\$57,500.00

maturing serially from 1966 to 1975, bearing 3½% interest from the date of issue. These bonds will be dated from the 1st of November, 1945 and will be redeemable serially on the 1st of November 1946 to 1975 inclusively. Capital payable the 1st of November of each year, as follows:

Date	Redemption	
	By-law No. 193	By-law No. 194
1st November 1946	\$ 600.00	\$ 1,200.00
" " 1947	600.00	1,200.00
" " 1948	600.00	1,300.00
" " 1949	700.00	1,300.00
" " 1950	700.00	1,400.00
" " 1951	700.00	1,400.00
" " 1952	700.00	1,500.00
" " 1953	700.00	1,500.00
" " 1954	800.00	1,500.00
" " 1955	800.00	1,600.00
" " 1956	800.00	1,600.00
" " 1957	800.00	1,700.00
" " 1958	800.00	1,700.00
" " 1959	900.00	1,800.00
" " 1960	900.00	1,800.00
" " 1961	900.00	1,900.00
" " 1962	1,000.00	1,900.00
" " 1963	1,000.00	2,000.00
" " 1964	1,000.00	2,000.00
" " 1965	1,000.00	2,100.00
" " 1966	1,100.00	2,200.00
" " 1967	1,100.00	2,200.00
" " 1968	1,100.00	2,300.00
" " 1969	1,200.00	2,400.00
" " 1970	1,200.00	2,500.00
" " 1971	1,300.00	2,500.00
" " 1972	1,300.00	2,600.00
" " 1973	1,300.00	2,700.00
" " 1974	1,400.00	2,800.00
" " 1975	1,500.00	2,900.00
	\$28,500.00	\$57,500.00

Les dites obligations seront payables à la Banque Canadienne Nationale, ou à la Banque Provinciale du Canada, à Montréal, ou à tout autre endroit qui pourrait être déterminé par résolution du Conseil lors de l'émission des obligations.

Ces obligations seront émises en coupures de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00 et pourront être enregistrées quant au capital.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours, ni plus de 60 jours publié dans la Gazette Officielle de Québec, conformément à la loi (S.R.Q. 1941), ch. 212), et aux dispositions desdits règlements Nos 193 et 194.

Ces émissions ont été approuvées par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil et par la Commission Métropolitaine de Montréal.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant des emprunts.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du Conseil, laquelle sera tenue le 11 janvier 1946, à huit heures de l'après-midi à la salle de l'École Beaudet, 209 boulevard Monkland, Ville Saint-Laurent.

Le Conseil Municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville St-Laurent, le 11 décembre 1945.

Le Greffier,
HENRI LAPOINTE.

The said bonds will be payable at the Banque Canadienne Nationale, or at the Banque Provinciale du Canada, at Montreal, or any other place which may be determined by resolution of the Council at the time of the issue of the bonds.

The said bonds to be issued in denominations of \$100., \$500., and \$1,000 and may be registered as to capital.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days published in the Quebec Official Gazette, in conformity with the Law (R.S.Q., 1941, chap. 212), and the provisions of said by-laws Nos. 193 and 194.

These issues have been approved by the Lieutenant-Governor in Council and by the Montreal Metropolitan Commission.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Every tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Council, the same to be held on the 11th of January, 1946, at eight o'clock in the evening, at the Ecole Beaudet hall, 209 Monkland Boulevard, Town of Saint-Laurent.

The Municipal Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Town of St. Laurent, December 11th, 1945.

HENRI LAPOINTE,
Clerk.

Vente par licitation

Sale by Licitacion

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. N° 239599.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 239599

LICITACION

LICITACION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Bertrand de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, District de Montréal, le 20 novembre 1945, dans une cause dans laquelle (1) Dame Clémence Perron, trésorière, veuve du feu Frank Warnicker, en son vivant gérant, des cité et district de Montréal; (2) Dame Bella Segal, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, secrétaire; (3) James Rowley, travailleur de fil, des cité et district de Montréal; et (4) Dame Nellie Rowley, femme commune de biens de George Lawson, secrétaire, et le dit George Lawson, officier de Navire, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; tous deux des cité et district de Montréal; sont demandeurs et (1) Georges Chaussé; (2) Auguste Chaussé; (3) Dame Hélène Chaussé, veuve du feu Narcisse Potvin, tous de la cité de Granby, dans le district de Bedford; et (4) Armand Tiffin; (5) Dame Blanche Tiffin, veuve du feu René Jodoin; (6) J. G. Maurice Laurin; (7) René Laurin; (8) J.-A.-J.-Roland Laurin; (9) Dame M.-Reine-V. Laurin, femme commune de biens de Gaétan Roy, et le dit Gaétan Roy tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; (10) F. Eva Laurin; et (11) George J. Hollett, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs Joyce Hollette et Pearl Hollette, — nommé en vertu d'un jugement en date du 8 mars 1945 par la Cour Supérieure, Montréal, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs; ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Bertrand of the Superior Court, sitting in Montreal, District of Montreal, on the 20th day of November 1945, in the case in which (1) Dame Clemence Perron, treasurer, widow of the late Frank Warnicker, in his lifetime manager, of the City and District of Montreal; (2) Dame Bella Segal, spinster of the full age of majority, of the City and District of Montreal, secretary; (3) James Rowley, wire worker, of the City and District of Montreal; and (4) Dame Nellie Rowley, wife common as to property of George Lawson, secretary, and the said George Lawson, naval officer, both personally as well as to authorize his wife hereto, both of the City and District of Montreal; are Plaintiffs and (1) Georges Chaussé; (2) Auguste Chaussé; (3) Dame Hélène Chaussé, widow of the late Narcisse Potvin, all of the City of Granby, in the District of Bedford; and (4) Armand Tiffin; (5) Dame Blanche Tiffin, widow of the late René Jodoin; (6) J. C. Maurice Laurin; (7) René Laurin; (8) J. A. J. Roland Laurin; (9) Dame M. Reine V. Laurin, wife common as to property of Gaétan Roy and the said Gaétan Roy both personally as well as to authorize his wife hereto; (10) F. Eva Laurin; and (11) George J. Hollett, in his quality of tutor to his minor children, Joyce Hollett and Pearl Hollett, — so named in virtue of a judgment dated March 8, 1945 by the Superior Court Montreal, all of the City and District of Montreal, are Defendants; ordering the licitation of certain immoveables described as follows, namely:—

N° 1:

1st Property:

"(1) Un emplacement situé en la cité de Montréal, dans le quartier Mercier, comprenant:

1. An emplacement situate in the City of Montreal, Mercier Division, comprising:—

a) Le lot numéro cent vingt de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent huit (N° 408-120) des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, mesurant vingt-sept pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-sept pieds et sept pouces dans une ligne et de quatre-vingt-cinq pieds et quatre pouces dans l'autre, le tout plus ou moins, mesure anglaise;

(a) Lot number one hundred and twenty of the official subdivision of lot number four hundred and eight (No. 408-120) of the official plan and book of reference of the Parish of Longue Pointe, measuring twenty-seven feet in width by a depth of eighty-seven feet and seven inches in one line and eighty-five feet and four inches in the other line, the whole more or less, English measure;

b) La moitié Nord-Est du lot numéro cent dix-neuf de la subdivision officielle du dit lot N° quatre cent huit (N° 408-119) des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Longue Pointe, mesurant cette moitié de lot, treize pieds et six pouces de largeur sur toute la profondeur du dit lot, et bornée en front par la rue Souigny, en profondeur par la ruelle N° 122 de la dite subdivision, du côté Nord-Est par le lot N° 408-120 et du côté Sud-Ouest par l'autre moitié du dit lot N° 408-119, avec une maison érigée sur cet emplacement, portant les numéros civiques 9581, 83, 85, 87, 89, 91 de la dite rue Souigny, dont le mur sud-ouest est mitoyen, et autres bâtisses dessus érigées, avec droit en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière du dit emplacement aux conditions ordinaires d'entretien, et sans pouvoir l'obstruer.

(b) The northeast half of lot number one hundred and nineteen of the official subdivision of the said lot number four hundred and eight (No. 408-119) of the official plan and book of reference of the said Parish of Longue Pointe measuring, the said half of the lot, thirteen feet and six inches in width by the whole depth of the said lot, bounded in front by Souigny Street, in the rear by the lane being lot No. 122 of the said subdivision, on the northeast side by lot No. 408-120 and on the southwest side by the other half of the said lot No. 408-119, with all the buildings erected on the said emplacement bearing civic numbers 9581, 9583, 9585, 9587, 9589 and 9591 Souigny Street, — the southwest wall is mitoyen and all the buildings erected on the said lots, with right in common with others in the lane situate in the rear of the said emplacement under the ordinary conditions of maintenance and without right to block the same.

(2) Un autre emplacement situé à l'angle Nord-Ouest des rues Hector et Souigny en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision cent vingt-et-un du dit lot numéro

2. Another emplacement situate at the north west angle of Hector and Souigny Streets in the City of Montreal, known and designated as being the subdivision one hundred and twenty-one of

officiel quatre cent huit (N° 408-121, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, mesurant vingt-huit pieds et six pouces de largeur sur la rue Souigny par quatre-vingt-dix pieds de profondeur dans la ligne Nord-Est et quatre-vingt-sept pieds et sept pouces de profondeur dans la ligne Sud-Ouest, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 2250 à 2258 de l'avenue Hector et les Nos civiques 9593 à 9595 de la rue Souigny et autres bâtisses dessus érigées et avec droit de passage en commun dans les rues et ruelles avoisinant le dit emplacement."

N° 2:

(1) Un emplacement situé en la cité de Montréal, sur la rue Notre-Dame, connu et désigné sous le numéro un de la resubdivision officielle du lot numéro huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre (4-8-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant vingt-six pieds et six pouces de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins avec les bâtisses dessus érigées.

(2) Un autre emplacement situé au même endroit voisin de celui en premier lieu décrit, connu et désigné sous le numéro un de la subdivision lot numéro neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre (4-9-1) des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant cet emplacement vingt-sept pieds et deux pouces de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les maisons dessus érigées portant les numéros civiques 4471-4481 de la dite rue Notre-Dame est, et droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans les ruelles connues sous le N° 3 de la subdivision du dit lot N° 8 de la subdivision officielle du lot N° 4 (4-8-3) et sous le N° 10 de la subdivision officielle du dit lot N° 4 (4-10) aux dits plan et livre de renvoi officiels, aux charges ordinaires d'entretien et de vue à perpétuité dans les ruelles donnant communication aux dits lots."

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 24 janvier 1946, à DIX heures et demie de l'avant-midi, à chambre numéro 31 au Palais de Justice dans la cité de Montréal, ou à telle autre chambre à laquelle les parties pourront être référées, sujet aux charges, clauses et conditions indiqués dans le cahier ou liste de charges déposé au bureau du Prothonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au bureau du dit Prothonotaire de la Cour Supérieure au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer desdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les immeubles ci-haut mentionnés seront vendus en bloc et les immeubles seront adjugés conjointement et sur un enchère pour le tout. De plus, chaque enchérisseur sera obligé de faire un dépôt entre les mains du Prothonotaire de la Cour Supérieure d'un montant de \$1,500.00 avant de faire l'enchère. Quant à l'enchérisseur qui est le dernier et l'enchère finale, ce dépôt sera retenu par le Prothonotaire de la Cour Supérieure et il constituera comme paiement partiel et en acompte du prix de l'adjudication. Dans le cas où ce dernier enchérisseur ne paye pas la balance

the said official lot number four hundred and eight (408-121) of the official plan and book of reference of the Parish of Longue Pointe, measuring twenty-eight feet and six inches in width on Souigny Street by ninety feet in depth in the northeast line and eight-seven feet and seven inches in depth in the southwest line, with all the buildings thereon erected bearing civic numbers 2250 to 2258 inclusive on Hector Street and numbers 9593 and 9595 on Souigny Street including any other buildings thereon erected and with the right of passage in common with others on the street and lanes neighbouring the said emplacement.

2nd Property:

1. An emplacement situate in the City of Montreal on Notre Dame Street, known and designated as lot number one of the official resubdivision of lot number four (4-8-1) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing twenty-six feet and six inches in width by seventy feet in depth, English measure and more or less, with all the buildings thereon erected.

2. Another emplacement situate in the same place neighbouring the lot hereinabove described known and designated under number one of the subdivision of lot number nine of the official subdivision of the original lot number four (4-9-1) of the said plan and the official book of reference of the incorporated village of Hochelaga, the said emplacement containing twenty-seven feet and two inches in width by seventy feet in depth, English measure and more or less, with all the buildings thereon erected bearing civic numbers 4471 to 4481 of the said Notre Dame Street East, with the right of passage in common with others in the lane known as lot number 3 of the subdivision of lot No. 8 of the official subdivision of lot No. 4 (4-8-3) and under No. 10 of the official subdivision of lot No. 4 (4-10) of the said plan and book of reference, under the ordinary charges of maintenance and perpetual view in the said lane giving communication to the said lots.

The above described immoveables will be put up for auction and will be adjudged to the highest and last bidder on January 24th, 1946, at ten thirty o'clock in the forenoon in Room No. 31 of the Court House in the City of Montreal, or in such other room that the parties may be referred to, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the book or list of charges deposited at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation must be deposited at the office of the said Prothonotary of the Superior Court at least twelve (12) days before the day fixed as above mentioned for the said sale and adjudication and all oppositions to payment shall be deposited within six (6) days after the adjudication; in default of the parties so producing the said oppositions within the said delays prescribed above, their right to do so will be foreclosed.

The above immoveables shall be sold en bloc and jointly adjudicated under one bid and, in addition, each bidder shall be required to make a deposit with the Prothonotary of the Superior Court in the sum of \$1,500.00 before making a bid. In case of the last and final bidder, this deposit shall be retained by the Prothonotary of the Superior Court and it shall act as part payment and on account of the price of adjudication. In the event that the said bidder does not pay the balance of the adjudication within a delay of three (3) days, the said deposit shall be confis-

de l'adjudication dans un délai de trois jours, le dit dépôt sera confisqué en faveur des parties dans cette cause, — en proportion de leurs intérêts respectifs dans les dits immeubles; le tout en vertu d'un jugement de l'Honorable Juge Pierre-F. Casgrain de la Cour Supérieure de Montréal, rendu le 30 novembre 1945.

Montréal, le 11 décembre 1945.
Le Procureur des demandeurs,
11854-50-2-o HARRY BUDYK, C.R.

cated in favour of the parties in this case, all in proportion to their respective interests in the said immovables; the whole in virtue of a judgment of the Honorable Mr. Justice Pierre F. Casgrain of the Superior Court, Montreal, rendered on November 30, 1945.

Montreal, December 11, 1945.
HARRY BUDYK, K. C.,
11854-50-2-o Attorney for Plaintiffs.

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec — District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU CANTON BOURGET

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du six Décembre 1945, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du canton Bourget, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans le bureau du secrétaire-trésorier, monsieur Art.-E. Asselin, lieu ordinaire des séances du conseil de Saint-Ambroise, à Saint-Ambroise, le ONZE JANVIER 1946, à MIDI.

Toutefois, les immeubles ci-dessous décrits seront retirés de la vente, si tous les intérêts et les taxes scolaires de l'année 1944-45 et des années antérieures sont payées avant le moment de la vente.

1.— La succession Vve Henry Fillion — Le lot 10, rang 2.

2.— Charles Lavoie — La demie sud des lots 49 et 50, rang 6, sous billet de location.

Ces lot et parties de lots sont connus et désignés au plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Bourget.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits lot et parties de lots.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Ambroise-de-Chicoutimi, le 10 décembre 1945.

11842-50-2-o Le Secrétaire-trésorier,
ART.-E. ASSELIN.

Province of Quebec — District of Chicoutimi

SCHOOL MUNICIPALITY OF TOWNSHIP BOURGET

Public Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated December sixth, 1945, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinunder designated for payment of taxes due the School Commissioners of School Municipality of the Township Bourget, with interest and costs, and that, consequently, the said immovables will be sold by public auction, in the office of the Secretary Treasurer, Mr Art. E. Asselin, ordinary place of the meetings of the Council of Saint-Ambroise, at Saint-Ambroise, on the ELEVENTH of JANUARY, 1946, at NOON.

However, the immovables hereinunder described will be excluded from sale, if all interest and school taxes of the year 1944-45 and of the preceding years, are paid before the time of the sale.

1.—The estate of Wid. Henry Fillion — Lot 10, range 2.

2.— Charles Lavoie — The South half of lots 49 and 50, range 6, under location ticket.

Said lot and parts of lots are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Bourget.

They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said lot and parts of lots.

The adjudication price of each of said immovables will be payable immediately.

The sale will be made, moreover, subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Ambroise-de-Chicoutimi, December 10th, 1945.

11842-50-2 ART. E. ASSELIN,
Secretary Treasurer.

Province de Québec — District de Chicoutimi

COMMISSION SCOLAIRE DE
ST-JEAN-L'ÉVANGÉLISTE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du six décembre 1945, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire de St-Jean-l'Évangéliste, avec

Province of Quebec — District of Chicoutimi

SCHOOL COMMISSION OF
ST-JEAN-L'ÉVANGÉLISTE

Public Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated December sixth, 1945, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act. (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinunder designated for payment of taxes due the School Commission of St-Jean-l'Évangéliste, with interest and costs, and that, consequently,

intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encaissement public, dans la salle du conseil de canton Bégin, à canton Bégin, le huit janvier 1946, à UNE heure de l'après-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes scolaires consolidées et toutes les taxes scolaires non consolidées de l'année 1944-45 et des années antérieures auront été payés avant le moment de la vente.

- 1.— Louis-Philippe Gagné — Les lots 1 et 2, rang 1.
- 2.— Edouard Godin — Le lot 4, rang 2, sous billet de location.
- 3.— Narcisse Bouchard — Le lot 8, rang 1.
- 4.— Trefflé Guay — Le lot 9, rang 1.
- 5.— Trefflé Guay — Le lot 42, rang 2.
- 6.— Joseph Brassard — Les lots 13 et 14, rang 2, sous billet de location.
- 7.— Ernest Belley — Le lot 15, rang 1, sous billet de location.
- 8.— Ernest Belley — Le lot 20, rang 1, sous billet de location.
- 9.— Henri Maltais — Le lot 22, rang 1, sous billet de location.
- 10.— Alphonse Perron — Lot 28, rang 1, sous billet de location.
- 11.— Lucien Lévesque — Le lot 37, rang 2.
- 12.— Félix Guay — Le lot 38, rang 1.
- 13.— Arthur Gagné — Le lot 36, rang 4.
- 14.— Louis Turcotte — Le lot 41, rang 4, sous billet de location.
- 15.— Ovide Gauthier — Le lot 43, rang 5, sous billet de location.
- 16.— Wilfrid Dufour — Un terrain faisant partie des lots 39 et 40, rang 4, borné au nord, par le chemin public; au sud, par le résidu des lot 39 et 40, rang 4; à l'est, par le lot 38, rang 4, et à l'ouest par le lot 41, rang 4.
- 17.— Wilfrid Dufour — Le lot 39, rang 5, sous billet de location.
- 18.— Wilfrid Dufour — Le lot 47, rang 5, sous billet de location.

Tous ces lots et parties de lots sont connus et désignés au plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Bégin.

Ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Canton Bégin, ce 10^{ième} jour de décembre 1945.

11844-50-2-o Le Secrétaire-trésorier,
ROMÉO LÉVESQUE.

the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall of the Township of Bégin, at Township Bégin, on the EIGHTH of JANUARY, 1946, at ONE o'clock in the afternoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereupon all payments due for consolidated school taxes and all non-consolidated school taxes for the year 1944-45 and the preceding years shall have been paid before the time of the sale.

- 1 — Louis-Philippe Gagné — Lots 1 and 2, Range 1
- 2.— Edouard Godin.— Lot 4, Range 2, under location ticket.
- 3.— Narcisse Bouchard — Lot 8, range 1.
- 4.— Trefflé Guay — Lot 9, range 1.
- 5.— Trefflé Guay — Lot 42, range 2.
- 6.— Joseph Brassard — Lots 13 and 14, range 2, under location ticket.
- 7.— Ernest Belley — Lot 15, range 1, under location ticket.
- 8.— Ernest Belley — Lot 20, range 1, under location ticket.
- 9.— Henri Maltais — Lot 22, range 1, under location ticket.
- 10.— Alphonse Perron — Lot 28, range 1, under location ticket.
- 11.— Lucien Lévesque — Lot 37, range, 2.
- 12.— Félix Guay — Lot 38, range 1.
- 13.— Arthur Gagné — Lot 36, range 4.
- 14.— Louis Turcotte — Lot 41, range 4, under location ticket.
- 15.— Ovide Gauthier — Lot 43, range 5, under location ticket.
- 16.— Wilfrid Dufour — A lot of land forming part of lots 39 and 40, range 4, bounded on the North by the public road, on the South by the residue of lots 39 and 40, range 4; on the East by lot 38, range 4, and on the West by lot 41, range 4.
- 17.— Wilfrid Dufour — Lot 39, range 5, under location ticket.
- 18.— Wilfrid Dufour — Lot 47, range 5, under location ticket.

All these lots and parts of lots are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Bégin.

Said immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said immovables.

The adjudication price of each of said immovables will be payable immediately.

The sale will be made, moreover, subject to right of redemption and the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Township Bégin, this 10th day of December, 1945.

11844-50-2 ROMÉO LÉVESQUE,
Secretary Treasurer.

VENTE PAR SHERIFS

SHERIFFS' SALE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Joliette

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Joliette

Canada, Province de Québec, Cour Supérieure, N° 1998, demandeur; vs Dame CORDÉLIA ENGLAND, du village de St-Gabriel de Brandon, veuve de feu Jean-Baptiste Gouin, en son vivant, bourgeois, de St-Félix de Valois, dans le district de Joliette, tant personnellement qu'en sa qualité

Canada, Province of Quebec, Superior Court, No. 1998, plaintiff; vs Dame CORDELIA ENGLAND, of the village of St-Gabriel de Brandon, widow of the late Jean-Baptiste Gouin, in his lifetime bourgeois, of St-Félix de Valois, in the district of Joliette, both personally and in her quality

SALEM DAVID, marchand et barbier, de St-Gabriel de Brandon, dans le district de Joliette,

SALEM DAVID, trader and barber of St-Superior Court, Gabriel de Brandon, in the district of Joliette,

d'exécutrice testamentaire du dit Jean-Baptiste Gouin, défenderesse; et GEORGES GOUIN et LOMER GOUIN, tous deux du village de St-Gabriel de Brandon, district de Joliette, mis-en-cause; et Me ULRIC BOURGEOIS, avocat et conseil du Roi, des cité et district de Joliette, distrayant.

Un emplacement situé au village de St-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, district de Joliette, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent trente-deux-i, deux-un (232-i-2-1) du cadastre du village de St-Gabriel de Brandon avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Gabriel de Brandon, le QUINZIEME jour du mois de JANVIER 1946, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Joliette, le 11e jour de décembre 1945. JOS. SYLVESTRE.
11862-50-2-0
[Première insertion, 15 décembre 1945.]

of testamentary executrix of the said Jean-Baptiste Gouin, defendant; and GEORGES GOUIN and LOMER GOUIN, both of the village of St-Gabriel de Brandon, district of Joliette, mis-en-cause; and Me ULRIC BOURGEOIS, advocate and King's Counsel, of the city and district of Joliette, distracting for costs.

An emplacement situate in the village of St-Gabriel de Brandon, county of Berthier, district of Joliette, known and designated as being lot number two hundred and thirty-two-i, two-one (232-i-2-1) of the cadastre for the village of St-Gabriel de Brandon, with buildings.

To be sold at the parochial church door of St-Gabriel de Brandon, on the FIFTEENTH day of the month of JANUARY, 1946, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, JOS. SYLVESTRE,
Joliette, the 11th day of December, 1945. Sheriff.
11862-50-2
[First insertion, December 15th, 1945.]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { CANADIAN PERSONAL
N° 240063 } LOAN & FINANCE
CO. INC., demanderesse, vs PAUL G. EVRARD,
SR, défendeur.

L'immeuble étant le lot numéro 584 du lot de subdivision originaire numéro 158, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hubert (158-584), avec les bâtisses dessus érigées, situé à 171, rue Strathern, St-Lambert Annexe.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, le 12 décembre 1945 L.-P. CAISSE.
11872-50-2
(Première insertion, le 15 décembre 1945)

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: { WILLIAM JOLICOUR
N° 238932 } et al demandeurs vs
DAME THÉODORINA BEAUCHAMP, veuve de L.-A. Payfer defenderesse et P.-E. Dessane, curateur au délaissement. Comme appartenant à la défenderesse mais entre les mains dudit curateur au délaissement.

Un lot de terre portant le numéro cent quatre-vingt-quinze (195) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Louis à Montréal, mesurant 31 pieds de largeur et 51 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise plus ou moins, avec bâtisses dessus construites et ayant front sur la rue Lagauchetière en la cité de Montréal. Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le dix-sept JANVIER prochain à dix heures du matin.

Un dépôt de \$330. sera exigé du tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Casgrain, daté le 7 décembre 1945.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, 12 décembre 1945. L.-P. CAISSE.
11873-50-2-0
(Première insertion, 15 décembre 1945)

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { CANADIAN PERSONAL
No. 240063 } LOAN & FINANCE
CO., INC., plaintiff vs PAUL G. EVRARD SR,
defendant.

The immoveable being lot number 584 of the Original subdivision lot number 158 on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Hubert (158-584) with the buildings thereon erected, situated at 171 Strathern Street, St. Lambert Annex.

To be sold, at the Registrar's office of the county of Chambly, at Longueuil, on the SEVENTH day of JANUARY next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L.-P. CAISSE,
Montreal, December 12th, 1945. Sheriff.
11872-50-2-0
(First insertion, December 15th, 1945)

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { WILLIAM JOLI-
No. 238932 } COEUR et al, plain-
tiffs; vs DAME THÉODORINA BEAUCHAMP
widow of L.-A. Payfer, defendant; and P.-E.
DESSANE, curateur to the abandonment.

As belonging to the defendant but in the hands of the said Curator to the abandonment.

A lot of land bearing number one hundred and ninety-five (195) on the official cadastral plan and in the book of reference for Saint-Louis ward, at Montreal, measuring 31 feet in width by 51 feet in depth, the whole English measure, more or less — with buildings thereon erected, and fronting on Lagauchetière street in the city of Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH of JANUARY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$330 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Casgrain, dated December 7th, 1945.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE,
Montreal, December 12th, 1945. Sheriff.
11873-50-2
(First insertion, December 15th, 1945)

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: { **LA CITÉ DE QUÉBEC**
N° 77-45 } contre PROPRIÉTAIRE INCONNU, à savoir:

La partie nord-est du lot N° 3661 (trois mille six cent soixante et un) du cadastre officiel pour le quartier St-Jean, maintenant quartier St-Jean-Baptiste, de la Cité de Québec, étant un certain lot de terrain situé sur le côté sud de la rue Ste-Cécile, maintenant rue Lavigueur mesurant 20 pieds français de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir, borné au nord par la rue Ste-Cécile, maintenant rue Lavigueur, au sud par Alfred Cantin, au nord-est par le N° 3662 et au sud-ouest par le résidu du dit lot N° 3661, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER prochain (1946), à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 12 décembre 1945. 11851-50-2-0
[Première insertion: 15 décembre 1945]
[Seconde insertion: 29 décembre 1945]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province de Québec — District de Roberval
Cour Supérieure, { **DE ROBEA GEOFFROY**,
Canada. } veuve de feu Moïse
N° 11326 } Forget, de son vivant,
chef de pompier de la cité de Joliette et qual.
d'exécutrice testamentaire des cité et district de
Montréal. demanderesse vs **DE MARIE LE-**
VESQUE, veuve de feu Uldéric Pelletier, en
son vivant cultivateur de Normandin, en sa
qualité d'exécutrice testamentaire district ju-
diciaire de Roberval, défenderesse et **LE RE-**
GISTRATEUR du Bureau d'enregistrement du
Comté de Roberval.

Comme appartenant à la défenderesse:

Un lot de terre numéro sept (7) douzième rang (Rg. XII) subdivision primitive du canton Girard, aujourd'hui connu et désigné sous le numéro sept (7) du douzième rang (Rg. XII), aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre du Canton Girard, avec bâtisses, circonstances et dépendances et tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Thomas Didyme, Lac Saint-Jean-Ouest. Province de Québec, le vingt-septième jour (27 décembre) décembre mil neuf cent quarante-cinq à deux heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Roberval, ce 20 novembre 1945. 11598-47-2-0
(Première insertion, 24 novembre 1945)

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, { **D. H. RHEAULT**,
Province de Québec, } notaire, de
District des Trois-Rivières, } Gentilly, dis-
N° 8693. } trict de Nico-
let, demandeur, vs **LES HÉRITIERS DE FEU**
TELESPHORE GENEST, de son vivant ren-
tier, domicilié dans la paroisse de Bécancour,
district de Nicolet, défendeurs.

QUEBEC

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: { **THE CITY OF QUEBEC**,
No. 77-45 } against UNKNOWN
OWNER, to wit:

The Northeast part of lot No. 3661 (three thousand six hundred and sixty-one) on the official cadastre for St-Jean ward, now St-Jean-Baptiste ward, of the city of Quebec, being a certain lot of land situate on the South side of Ste-Cécile street, now Lavigueur street, measuring 20 feet in width, French measure, by whatever depth which there may be, bounded on the North by Ste-Cécile street, now Lavigueur street, on the South by Alfred Cantin, on the Northeast by No. 3662, and on the Southwest by the residue of said lot No. 3661, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next (1946) at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 12th, 1945. 11851-50-2
[First insertion: December 15th, 1945.]
[Second insertion: December 29th, 1945.]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec — District of Roberval
Superior Court, { **ROBEA GEOFFROY**, wi-
Canada. } dow of the late Moïse
No. 11326 } Forget, in his lifetime
Fire Chief, of the city of Joliette, et qual. of
testamentary executrix, of the city and district
of Montreal, plaintiff; vs **MARIE LEVESQUE**,
widow of the late **ULDERIC PELLETIER**, in
his lifetime farmer of Normandin, in her quality
of testamntary executrix, judicial district of
Roberval, defendant; & **THE REGISTRAR OF**
THE REGISTRY OFFICE of the county of
Roberval.

As belonging to the defendant.

A lot of land number seven (7), twelfth range (12th rg.) original subdivision of the township of Girard, now known and designated under number seven (7) of the twelfth range (Rg. XII) on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Girard — with buildings circumstances and dependencies, and as the whole actually subsists.

To be sold at the church door of the parish of St-Thomas Didyme, Lake St. John West, Province of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER (December 27th), nineteen hundred and forty-five at TWO o'clock in the afternoon.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, November 20th, 1945. 11598-47-2
(First insertion, November 24th, 1945)

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, { **D. H. RHEAULT**,
Province of Quebec } notary, of Gen-
District of Trois-Rivières } tilly, district of
No. 8693. } Nicolet, plain-
tiff; vs **THE HEIRS OF THE LATE TELE-**
SPHORE GENEST, in his lifetime annuitant,
domiciled in the parish of Bécancour, district of
Nicolet, defendants.

Un lot de terre situé en la paroisse de Bécancour, au rang du rapide, contenant un arpent et demi en superficie, plus ou moins, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Bécancour, sous le numéro quatre cent cinquante-neuf, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de Bécancour, comté de Nicolet, mardi le QUINZIEME jour de JANVIER 1946, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Trois-Rivières, le 12 décembre 1945. L.-P. MERCIER.
11874-50-2
(Première insertion, 15 décembre 1945)

A lot of land situate in the parish of Bécancour, in "rang du rapide", containing one and one half arpent in area, more or less, known and designated on the official cadastre for the parish of Bécancour, under number four hundred and fifty-nine — with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Bécancour, county of Nicolet, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY, 1946, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, L.-P. MERCIER,
Trois-Rivières, December 12th, 1945. Sheriff.
11874-50-2
(First insertion, December 15th, 1945)

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
EUG. Fiset
GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.
A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.
ATTENDU qu'une requête nous a été présentée par certains propriétaires de biens-fonds situés dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, demandant que le territoire qu'ils habitent soit détaché de ladite municipalité et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Sainte-Thérèse-ouest", comté de Terrebonne;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies, que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, après cette érection, une population d'au moins trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 12 décembre 1945, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de Mille-Isles, comprenant, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, les lots du numéro 78 au numéro 202 et du numéro 552 au numéro 726 inclusivement et les îles du numéro 935 au numéro 946 inclusivement et dont les limites se décrivent comme suit: — partant du point d'intersection de la rive nord-ouest de la rivière Jésus ou rivière Mille-Isles avec la ligne sud-ouest du lot 131; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: ladite ligne sud-ouest du lot 131, les lignes sud-ouest des lots 132 et 135, une ligne brisée contournant par le sud-est, le sud-ouest et l'ouest les lots 133 et 134, les lignes sud-ouest des lots 136 et 163, le côté sud-ouest d'un chemin au sud-ouest du lot 163, les lignes sud-ouest des lots 163, 164, 629 et 630, le côté

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
EUG. Fiset
GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.
WHEREAS a petition has been presented to Us by certain owners of real estate situate in the municipality of the parish of Ste-Thérèse de Blainville county of Terrebonne, requesting that the territory which they inhabit be detached from the said municipality and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Ste-Thérèse-Ouest, county of Terrebonne;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to this effect have been fulfilled that the said territory is in the condition required by law to form a municipality and that there will remain in the municipality of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, county of Terrebonne, after said annexation, a population of at least three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order, dated December 12th, 1945, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A lot of land situate in the "Mille-Isles" Seigniory, comprising with reference to the official cadastre for the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, lots from number 78 to number 202 and from number 552 to number 726 inclusively and the inlands from number 935 to number 946 inclusively and the limits whereof are described as follows: — starting from the point of intersection of the Northwest bank of the River Jesus or Mille-Isles River with the Southwest line of lot 131; thence passing by the following lines and demarcations in continuity the ones to the others; the said Southwest line of lot 131, the Southwest lines of lots 132 and 135, a broken line surrounding, to the Southeast, the Southwest and the West lots 133 and 134, the Southwest lines of lots 136 and 163, the Southwest side of a road on the Southwest of lot 163, the South-

sud-ouest de la Montée Sainte-Henriette au sud-ouest des lots 631 et 632, une ligne brisée limitant vers le nord-ouest et le nord les lots 632, 628, 627, 626, 625, 624 et 622, la ligne nord-est du lot 622, les lignes nord-ouest des lots 620 et 618, la ligne limitant au sud-ouest les lots de 633 à 638 et de 640 à 671 inclusivement, les lignes nord-ouest des lots 671 et 672, la ligne limitant au nord-est les lots de 672 à 720 inclusivement, 723 et 726, la ligne nord-est du lot 573, les lignes nord-ouest des lots 554 et 553, les lignes nord-est des lots 553 et 552 jusqu'à la limite de la ville de Sainte-Thérèse; de là, le long de ladite limite de la ville de Sainte-Thérèse et toujours en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville: les lignes sud des lots 552, 553 et 554, une ligne traversant le chemin Nord-Sainte-Thérèse jusqu'au coin est du lot 555, la ligne sud-est du lot 555, la ligne nord-est du lot 558 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière aux Chiens, ledit axe de la rivière aux Chiens jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 200, ledit prolongement et ladite ligne nord-est du lot 200, la ligne sud du lot 200, la ligne nord-est du lot 199, la ligne nord-ouest du lot 201, la ligne nord et la ligne nord-est du lot 202, le côté nord-ouest du chemin de la rivière Cachée prolongé jusqu'à l'axe de la montée de Blainville; de là, laissant la limite de la ville de Sainte-Thérèse, ledit axe de la montée de Blainville au nord-est des lots 80 et 79 prolongé jusqu'au côté nord-ouest du chemin de la Côte-de-Blainville, ledit côté nord dudit chemin, les lignes nord-est des lots 78 et 79 jusqu'à la rive nord-ouest de la rivière Jésus; de là, une ligne droite jusqu'à un point sur le milieu de la rive est de l'île numéro 930; de là une ligne brisée passant dans le chenal de la rivière Jésus au sud-est des îles numéros 937, 938, 939, 940, 941, 943, 944, 945 et contournant l'île 946 par le sud-ouest jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau, ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, et sera érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Sainte-Thérèse-ouest" et que ladite érection prendra effet à compter du 1er janvier suivant la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE en l'année mil neuf cent quarante-cinq

west lines of lots 163, 164, 629 and 630, the Southwest side of "Montée Ste-Henriette" on the Southwest of lots 631 and 632, a broken line, limiting towards the Northwest and the North lots 632, 628, 627, 626, 625, 624 and 622, the Northeast line of lot 622, the Northwest lines of lots 620 and 618, the line limiting on the Southwest lots 633 to 638 and 640 to 671, inclusively, the Northwest lines of lots 671 and 672, the line limiting on the Northeast lots from 672 to 720 inclusively, 723 and 726, the Northeast line of lot 573, the Northwest lines of lots 554 and 553, 573, the Northwest lines of lots 553 and 552 to the limit of the town of Sainte-Thérèse; thence along said limit of the town of Sainte-Thérèse, and always with reference to the official cadastre for the parish of Sainte-Thérèse de Blainville: the South lines of lots 552, 553, and 554, a line crossing the North road of Sainte-Thérèse as far as the East corner of lot 555, the Southeast line of lot 555, the Northeast line of lot 558, prolonged as far as the axis of "Rivière aux Chiens", the said axis of "rivière aux Chiens" as far as the prolongation of the Northeast line of lot 200, the said prolongation of the said Northeast line of lot 200, the South line of lot 200, the Northeast line of lot 199, the Northwest line of lot 201, the North line and the Northeast line of lot 202, the Northwest side of the road of "rivière Cachée" prolonged as the axis of "Montée de Blainville"; thence, leaving the limit of the town of Sainte-Thérèse the said axis of the montée de Blainville on the Northeast of lots 80 and 79, prolonged as far as the Northwest side of "Côte de Blainville", the said North side of said road, the Northeast lines of lots 78 and 79 as far as the Northwest bank of the River Jesus; thence a straight line to a point in the middle of the East bank of Island number 930; thence a broken line passing in the channel of the River Jesus, on the Southeast of Islands numbers 937, 938, 939, 940, 941, 943, 944, 945 and surrounding Island 946 by the Southwest to the starting point; said territory, together with the roads, railroad rights of way, rivers, water-courses or parts thereof, comprised within the limits hereinabove described shall be detached from the municipality of the parish of Ste-Thérèse-de-Blainville, county of Terrebonne, and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Ste-Thérèse-Ouest" and that said erection shall take effect from and after the first of January following the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects, and all others, whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this THIRTEENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-

de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

five, and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
11882A-o JEAN BRUCHÉSI.

11882a Under Secretary of the Province.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 50

Index of the Quebec Official Gazette, No. 50

PROCLAMATIONS:

Concernant l'érection de la municipalité de Sainte-Thérèse-ouest..... 2601

Concerning erection of municipality of Sainte-Thérèse-ouest..... 2601

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Korpatva vs Schoel 2561

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Korpatva vs Schoel 2561

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

5045 — Concernant la prolongation, de deux ans, de la période pendant laquelle la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers régira le village minier de Cadillac.. 2564

5045 — Concerning the extension, for two years, of the period wherein the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages shall govern the mining village of Cadillac..... 2564

5046 — Concernant la prolongation, de deux ans, de la période pendant laquelle la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers régira le village minier de Pascalis.. 2564

5046 — Concerning the extension, for two years, of the period wherein the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages shall govern the mining village of Pascalis..... 2564

5086 — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm. 2563

5086 — Barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm..... 2563

5087 — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les cités de Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, Grand'Mère et la ville de Louiseville 2562

5087 — Barber and hairdresser trades in the cities of Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, Grand'Mère and the town of Louiseville 2562

5091 — Concernant les sanctuaires pour l'élevage du castor 2562

5091 — Concerning reserves for the raising of beaver 2562

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2535 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2535

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés du Caoutchouc de Sherbrooke (Formation).. 2569

Association des Employés du Caoutchouc de Sherbrooke (Formation).. 2569

Coopérative d'Électricité de Dixville (Fondation)..... 2569

Coopérative d'Électricité de Dixville (Fondation)..... 2569

Coopérative d'Électricité de Frontenac (Fondation)..... 2570

Coopérative d'Électricité de Frontenac (Fondation)..... 2570

Coopérative d'Électricité de Hâvre St-Pierre (Fondation)..... 2568

Coopérative d'Électricité de Hâvre St-Pierre (Fondation)..... 2568

Coopérative d'Électricité de Newport (Fondation)..... 2570

Coopérative d'Électricité de Newport (Fondation)..... 2570

Coopérative d'Électricité de Rivière-au-Tonnerre (Fondation) 2568

Coopérative d'Électricité de Rivière-au-Tonnerre (Fondation) 2568

Coopérative d'Électricité de Saint-Denis de Brompton (Fondation).... 2569

Coopérative d'Électricité de Saint-Denis de Brompton (Fondation).. 2569

Coopérative d'Électricité de St-Cléophas (Fondation) 2569

Coopérative d'Électricité de St-Cléophas (Fondation) 2569

Coopérative d'Électricité du Lac Saint-Jean (Fondation) 2569

Coopérative d'Électricité du Lac Saint-Jean (Fondation) 2569

La Caisse Populaire d'Issoudun (Reprend ses opérations)..... 2566

La Caisse Populaire d'Issoudun (Resume its operations)..... 2566

La Compagnie de Bois Provinciale — Provincial Lumber Company (Directeurs)..... 2565

Provincial Lumber Company — La Compagnie de Bois Provinciale (Directors)..... 2565

La Compagnie de Construction des Boulevards du Québec—Quebec Boulevards Construction Company (Directeurs).....	2566	Quebec Boulevards Construction Company—La Compagnie de Construction des Boulevards du Québec (Directeurs).....	2566
La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent (Barrage).....	2567	La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent (Dam).....	2567
L'Association des Employés de la British Rubber Company of Canada Limited—British Rubber Company of Canada Limited Employees Association (Formation).....	2565	British Rubber Company of Canada Limited Employees Association—L'Association des Employés de la British Rubber Company of Canada Limited (Formation).....	2565
Le Club Trois-Rivières Incorporé—The Three Rivers Club Incorporated (Directeurs).....	2566	The Three Rivers Club Incorporated—Le Club Trois-Rivières Incorporé (Directeurs).....	2566
Les Abattoirs du Saguenay (Fondation).....	2566	Les Abattoirs du Saguenay (Foundation).....	2566
Liste des présidents d'élection.....	2567	List of returning-officers.....	2567
Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company (Échange de terrain).....	2568	Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company (Exchange of land).....	2568
Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois d'Estcourt, Inc. (Formation).....	2565	Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois d'Estcourt, Inc. (Formation).....	2565
Syndicat National des Maisons Préfabriquées de Québec Inc. (Formation).....	2567	Syndicat National des Maisons Préfabriquées de Québec Inc. (Formation).....	2567
CHARTES — ABANDON DE:		✓ CHARTERS — SURRENDER OF:	
Centerline Mines Limited.....	2570	Centerline Mines Limited.....	2570
Norrmaque Mines Limited.....	2570	Norrmaque Mines Limited.....	2570
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		✓ COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Prince Matchabelli, Inc.....	2570	Prince Matchabelli, Inc.....	2570
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Corporation des Srs de Ste-Croix et de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs.....	2571	Corporation des Srs de Ste-Croix et de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs.....	2571
Joliette, cité de et al.....	2572	Joliette, city of et al.....	2572
St. George's Society of Montreal.....	2571	St. George's Society of Montreal.....	2571
Succession Joseph Charest.....	2571	Estate of Joseph Charest.....	2571
The Woman's General Hospital.....	2572	The Woman's General Hospital.....	2572
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Industrie Laitière:		Dairy Industry:	
Ordonnance N° 43-45 — Montmagny..	2573	Order No. 43-45 — Montmagny.....	2573
Ordonnance N° 70-45 — Mont-Joli....	2574	Order No. 70-45 — Mont-Joli.....	2574
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
St-Liboire, munic. scolaire de la paroisse de.....	2575	St-Liboire, School Mun. of the Parish of.....	2575
TERRES ET FORETS:		LANDS AND FORESTS:	
Dubuisson, canton de.....	2575	Dubuisson, township of.....	2575
Ste-Anne, paroisse de.....	2575	Ste-Anne, parish of.....	2575
St-Jérôme, village de.....	2576	St-Jérôme, village of.....	2576
St-Raymond, paroisse de.....	2576	St-Raymond, parish of.....	2576
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm (Prélèvement).....	2580	Joint committee of barbers and hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties (Levy).....	2580
Comité paritaire de l'industrie de la lithographie de la province de Québec (Approbation de règlements).....	2576	Lithographing industry parity committee for the Province of Québec (Approval of by-laws).....	2576
Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district (Prélèvement).....	2579	Parity committee of the graphic arts industry of Québec and District (Levy).....	2579
Comité paritaire du commerce de détail des Cantons de l'Est (Prélèvement).....	2577	Eastern Townships retailers' joint committee (Levy).....	2577

Le Syndicat professionnel des fonctionnaires municipaux de Québec Inc. (Requête). 2582
 Métier de boulanger dans l'île de Montréal (Modification). 2576

Le Syndicat professionnel des fonctionnaires municipaux de Québec Inc. (Request). 2582
 Baker trade in the Island of Montreal (Amendment) 2576

DÉPUTÉ ÉLU:

Poulin, Georges-Octave. 2588

MEMBER ELECTED:

Poulin, Georges-Octave. 258

LETTRES PATENTES:

A. H. Marks & Son Ltd 2536
 Bluestone Realities Inc. 2537
 Central Lumber Co. Ltd. 2537
 Conex Industries Limited. 2538
 Corporation Nationale de Crédit—National Credit Corporation. 2539
 Dionne Dyeing Company 2539
 Ernie & Don Inc. 2539
 E. & W. Pants & Sportswear Limited. 2540
 Foreign Trades Bureau Incorporated. 2540
 Fur Storage Ltd. 2541
 Garage Patry Inc. 2541
 Hodge & Lloyd, Limited. 2542
 Hôtel Saint-Louis Inc. 2542
 Ideal Textiles Inc. 2543
 J. Doyon, Limitée 2543
 J. H. Savard & Cie Limitée. 2544
 J. L. Thériault et Fils, Limitée 2545
 La Compagnie de Bois Provinciale—Provincial Lumber Company. 2545
 La Corporation des Courses de Chevaux Limitée. 2545
 L'Aide aux Prisonniers 2546
 Leonard Interests Ltd. 2546
 Le Petit Bijou Ltée 2547
 Le Scolasticat Saint-Vincent-de-Paul. 2547
 Le Secrétariat des Oeuvres Paroissiales de St-Laurent de Jonquière, Incorporé. 2548
 Le Sénat de la Jeunesse. 2548
 Les Produits Laitiers J. A. Baribeau Ltée. 2549
 Le Syndicat d'Économie Domestique. 2549
 Limoilou Électrique Limitée. 2550
 Manchester Sales Inc. 2550
 M. & N. Limited 2551
 Northern Caterers Limited. 2552
 O'Leary & Company Limited 2552
 Richelieu Steel & Metal Co. 2552
 Rochon & Parent Cie, Ltée 2553
 Service Social de la Miséricorde. 2554
 Stanley Foisy Limitée 2554
 St. Lawrence Plantations Limited. 2555
 Swank Art Dress Inc. 2555
 Topper Plastics Limited 2556
 Walker-Kingsbury Inc. 2556
 Wong Bros Incorporated. 2557

✓ LETTRES PATENT:

A. H. Marks & Son Ltd 2536
 Bluestone Realities Inc. 2537
 Central Lumber Co. Ltd. 2537
 Conex Industries Limited. 2538
 Corporation Nationale de Crédit—National Credit Corporation. 2539
 Dionne Dyeing Company. 2539
 Ernie & Don Inc. 2539
 E. & W. Pants & Sportswear Limited. 2540
 Foreign Trades Bureau Incorporated. 2540
 Fur Storage Ltd. 2541
 Garage Patry Inc. 2541
 Hodge & Lloyd, Limited. 2542
 Hôtel Saint-Louis Inc. 2542
 Ideal Textiles Inc. 2543
 J. Doyon, Limitée 2543
 J. H. Savard & Cie Limitée. 2544
 J. L. Thériault et Fils, Limitée 2545
 Provincial Lumber Company—La Compagnie de Bois Provinciale. 2545
 La Corporation des Courses de Chevaux Limitée. 2545
 L'Aide aux Prisonniers 2546
 Leonard Interests Ltd. 2546
 Le Petit Bijou Ltée 2547
 Le Scolasticat Saint-Vincent-de-Paul. 2547
 Le Secrétariat des Oeuvres Paroissiales de St-Laurent de Jonquière, Incorporé. 2548
 Le Sénat de la Jeunesse. 2548
 Les Produits Laitiers J. A. Baribeau Ltée. 2549
 Le Syndicat d'Économie Domestique. 2549
 Limoilou Électrique Limitée. 2550
 Manchester Sales Inc. 2550
 M. & N. Limited 2551
 Northern Caterers Limited. 2552
 O'Leary & Company Limited 2552
 Richelieu Steel & Metal Co. 2552
 Rochon & Parent Cie, Ltée 2553
 Service Social de la Miséricorde. 2554
 Stanley Foisy Limitée 2554
 St. Lawrence Plantations Limited. 2555
 Swank Art Dress Inc. 2555
 Topper Plastics Limited 2556
 Walker-Kingsbury Inc. 2556
 Wong Bros Incorporated. 2557

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

A. Bélanger (Hull) Limitée. 2557
 A. Bélanger (Montréal) Ltée 2557
 A. Bélanger (Québec) Ltée. 2557
 A. Bélanger (Sherbrooke) Ltée. 2558
 A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée 2558
 A. Bélanger (Verdun) Ltée. 2558
 Aluminum Guild Limited 2558
 Bouchard Corporation Ltée 2559
 British Textiles Limited 2559
 Dress-Town Incorporated. 2559
 Le Foyer Idéal, Limitée—Family Ideal Home Limited. 2559
 Power Lumber Company Limited. 2559
 Radio Service Incorporée 2560
 Saguenay Power Company, Ltd 2560
 Saison Maisonneuve Limitée. 2560

✓ SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

A. Bélanger (Hull) Limitée. 2557
 A. Bélanger (Montréal) Ltée 2557
 A. Bélanger (Québec) Ltée. 2557
 A. Bélanger (Sherbrooke) Ltée. 2558
 A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée 2558
 A. Bélanger (Verdun) Ltée. 2558
 Aluminum Guild Limited 2558
 Bouchard Corporation Ltée 2559
 British Textiles Limited 2559
 Dress-Town Incorporated. 2559
 Family Ideal Home Limited—Le Foyer Idéal, Limitée 2559
 Power Lumber Company Limited. 2559
 Radio Service Incorporée 2560
 Saguenay Power Company, Ltd 2560
 Saison Maisonneuve Limitée. 2560

Snowdon Garage Inc.....	2561	Snowdon Garage Inc.....	2561
S. Rossy Inc.. .. .	2561	S. Rossy Inc.. .. .	2561
Stanley Drive Yourself System Inc..	2561	Stanley Drive Yourself System Inc..	2561
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Bélanger, Gonzague	2588	Bélanger Gonzague.....	2588
Roy, Robert	2588	Roy, Robert	2588
NOMINATION:		APPOINTMENT:	
Commissaire d'écoles.	2588	School Commissioner.	2588
PROCLAMATIONS:		PROCLAMATIONS:	
Concernant l'annexion à la municipalité du village de Hudson d'un certain territoire de la municipalité de Vaudreuil	2588	Concerning the annexation to the Municipality of the Village of Hudson of a certain territory of the Municipality of Vaudreuil.....	2588
Concernant l'annexion à la municipalité du village de Tring-Jonction d'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de St-Frédéric.....	2590	Concerning the annexation to the Municipality of the Village of Tring-Junction of a certain territory of the Municipality of the Parish of St-Frédéric.	2590
Concernant l'érection de la municipalité de Colombier.	2591	Concerning erection of municipality of Colombier	2591
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Fountain Corporation Limited.	2593	Fountain Corporation Limited.	2593
J. H. Savard & Cie Limitée.	2593	J. H. Savard & Cie Limitée.	2593
La Compagnie de Bois Provinciale—Provincial Lumber Company.	2592	Provincial Lumber Company—La Compagnie de Bois Provinciale.....	2592
Les Brassières Bégin Inc.	2592	Les Brassières Bégin Inc.	2592
Mount Victoria Company Limited.....	2592	Mount Victoria Company Limited....	2592
SOUSSIONS:		TENDERS:	
St-Laurent, ville de	2593	St-Laurent, town of.	2593
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION	
Perron et al vs Chaussé et al	2595	Perron et al vs Chaussé et al	2595
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Bourget, munic. scolaire du canton de . .	2597	Bourget, School Munic. of the Township of	2597
St-Jean-l'Évangéliste, commission scolaire de.	2597	St-Jean-l'Évangéliste, School Commission of.	2597
VENTES PAR SHERIFS:		SHERIFFS' SALES:	
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
David vs England	2598	David vs England	2598
MONTREAL:		MONTREAL:	
Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Evrard.	2599	Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Evrard.	2599
Jolicœur et al vs Beauchamp	2599	Jolicœur et al vs Beauchamp.....	2599
QUÉBEC		QUEBEC:	
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu	2600	City of Quebec vs Unknown owner . . .	2600
ROBERVAL:		ROBERVAL:	
Geoffroy vs Lévesque.....	260	Geoffroy vs Lévesque	2600
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Rheault vs Héritiers Téléphore Genest.	2600	Rheault vs Heirs of Téléphore Genest.	2600